



Rationner pour décroître : leçons du Royaume-Uni (1941-1949)

Quels enseignements tirer du rationnement des textiles dans une perspective de décroissance ?

par

Henri Chevalier

Sciences de la gestion

(Gestion de l'innovation sociale)

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de la Maîtrise ès sciences (M.Sc.)

Sous la direction de Yves-Marie Abraham

11329892

le 1er février 2025

© Chevalier Henri, 2025

Résumé

Le rationnement évoque souvent un imaginaire négatif : pénuries, privations, libertés restreintes. Pourtant, l'histoire des rationnements passés, notamment en temps de crise, révèle une réalité bien plus nuancée, riche d'enseignements pour répondre aux défis sociaux et écologiques actuels. Ce mémoire explore cette piste à travers l'expérience britannique du rationnement des textiles pendant la Seconde Guerre mondiale, en posant la question suivante : quels enseignements tirer, du point de vue de la décroissance, du rationnement britannique des textiles entre 1941 et 1949 pour concevoir une politique d'autolimitation adaptée aux urgences contemporaines ?

Le premier chapitre présente le rationnement comme une réponse politique essentielle à la rareté des ressources. Il met en lumière ses avantages, tels que le respect des limites écologiques et la réduction des inégalités, tout en abordant les critiques en faveur de la taxation et les obstacles liés aux intérêts financiers puissants et à une vision limitée de la liberté matérielle. Le deuxième chapitre analyse le rationnement des textiles au Royaume-Uni entre 1941 et 1949, en examinant les trois politiques clés : le système de coupons, le *Utility Clothing Program*, et le contrôle des prix. Il explore les impacts à l'échelle micro et macro tout en tenant compte des réactions publiques, des fraudes et de la fin progressive du rationnement.

À travers le cadre analytique de la décroissance, le troisième chapitre examine les contributions du rationnement britannique à la soutenabilité, à la justice et à l'autonomie, en baissant la consommation, contrôlant les prix pour les plus modestes, interdisant la marchandisation des coupons et revitalisant l'autoproduction. Toutefois, il souligne ses limites, notamment le manque d'autonomie politique et technique, et l'incapacité du système à perdurer après la guerre. Le quatrième chapitre propose une politique d'autolimitation dans le cadre d'une planification écologique pour contrer les limites du rationnement britannique et faire évoluer l'économie de croissance vers une économie post-capitaliste, adaptée aux défis socio-écologiques. Il prône une délibération démocratique et des réflexions sur la valeur non monétaire des biens et des quotas individuels, tout en appelant à une régulation de la communication publique.

Mots clés: rationnement, autolimitation, décroissance, histoire, économie écologique, justice, soutenabilité, autonomie, planification écologique

Remerciements

Il est rare qu'un projet, surtout un travail de cette envergure, soit le fruit d'un seul individu. Ce mémoire est le résultat d'un cheminement intellectuel, nourri par l'inspiration, le soutien et la sagesse de nombreuses personnes, ainsi que par certains éléments qui, bien que non humains, ont été tout aussi cruciaux dans son élaboration.

Avant tout, je tiens à exprimer ma profonde gratitude à Yves-Marie Abraham, dont les conseils éclairés ont guidé chaque étape de ce mémoire. Merci pour ta confiance et ton soutien inestimable, sans lesquels ce mémoire n'aurait jamais pu se concrétiser. Je tiens également à exprimer ma gratitude à Anne Pezet, dont les conseils m'ont permis d'affiner plusieurs aspects de mon analyse du cas historique présenté dans ce mémoire.

À mes amis, merci pour vos encouragements constants et vos discussions stimulantes qui ont enrichi ma réflexion. Je tiens également à remercier ma famille pour leur soutien inconditionnel tout au long de ce processus. Votre présence, même silencieuse, a été une source constante de réconfort et de motivation. À ma dulcinée, dont l'amour inébranlable et la force tranquille ont été la lumière qui m'a guidé à travers les moments les plus difficiles de ce parcours.

Au-delà des personnes, je souhaite remercier les espaces publics, en particulier les parcs et les bibliothèques, véritables bastions du bien commun dans nos sociétés. Sans rien exiger en retour, et permettant à tous et toutes de s'épanouir, indépendamment des moyens ou des privilèges, ces sanctuaires essentiels au bien-être collectif ont permis à ce mémoire de voir le jour.

Je remercie le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, Coboomb ainsi que la Fondation HEC Montréal pour le soutien financier qui a permis la réalisation de ce projet de recherche.

À tous ceux et toutes celles qui ont contribué, de près ou de loin, à la réalisation de ce mémoire : merci. Ce projet est autant le vôtre que le mien.

Sommaire

| | |
|--|------------|
| Chapitre 1: Introduction..... | 5 |
| 1.1. Une situation écologique planétaire de plus en plus préoccupante..... | 5 |
| 1.2. Les causes du désastre..... | 8 |
| 1.3. Pourquoi la décroissance et le rationnement ?..... | 10 |
| 1.4. Structure du mémoire..... | 14 |
| Chapitre 2: Le rationnement, un outil politique pour sortir des urgences socio-écologiques ?..... | 17 |
| 2.1. Qu'est-ce que le rationnement ?..... | 17 |
| 2.2. Les apports du rationnement..... | 22 |
| 2.3. Les limites du rationnement..... | 31 |
| Chapitre 3: Cadre analytique de la décroissance et démarche méthodologique..... | 39 |
| 3.1. Cadre analytique de la décroissance..... | 39 |
| 3.2. Démarche méthodologique..... | 45 |
| Chapitre 4: Le rationnement britannique du textile lors de la Seconde Guerre mondiale...50 | |
| 4.1. Dans quel contexte le rationnement a-t-il été instauré ?..... | 50 |
| 4.2. En quoi a consisté concrètement le dispositif de rationnement pour les rationnés, dans toutes ses dimensions ?..... | 53 |
| 4.3. Pourquoi, comment et par qui ce dispositif a-t-il été mis en œuvre ?..... | 63 |
| 4.4. Comment le système a-t-il été reçu?..... | 71 |
| 4.5. Quels ont été les impacts de ces politiques?..... | 75 |
| 4.2. Quand et pourquoi le rationnement est-il suspendu ?..... | 86 |
| Chapitre 5: Apports et limites du rationnement britannique du point de vue de la décroissance..... | 90 |
| 5.1. Apports et limites du rationnement britannique en matière de justice sociale..... | 90 |
| 5.2. Apports et limites du rationnement britannique en matière d'autonomie..... | 96 |
| 5.1. Apports et limites en matière de soutenabilité..... | 104 |
| Chapitre 6: Proposer une politique d'autolimitation..... | 115 |
| 6.1. Une politique d'autolimitation pour une autonomie matérielle et politique..... | 115 |
| 6.2. La délibération démocratique : une condition essentielle à l'autolimitation..... | 117 |
| 6.4. La planification écologique au service de l'autolimitation..... | 120 |
| 6.5. Vers un quota individuel, une valeur non financière des biens et un programme de rachat de quotas..... | 123 |
| 6.6. Vers une démarchandisation et socialisation de la communication publique..... | 132 |
| Conclusion..... | 137 |
| Bibliographie..... | 143 |

Chapitre 1: Introduction

1.1. Une situation écologique planétaire de plus en plus préoccupante

Dans cette introduction, ce mémoire présente les six limites planétaires déjà transgressées : le changement climatique, la perte de biodiversité, les perturbations du cycle de l'azote et du phosphore, l'acidification des océans, l'utilisation des sols et la disponibilité de l'eau douce. Ces limites planétaires désignent les seuils critiques au-delà desquels les activités humaines risquent de provoquer des changements environnementaux irréversibles, menaçant la stabilité du système Terre (Steffen et al., 2015a). Ce mémoire aborde également la limite énergétique liée au pétrole, en soulignant la crise imminente liée à la demande croissante et à la baisse des ressources récupérables.

Les changements climatiques représentent une des principales limites planétaires, illustrant les contraintes écologiques auxquelles l'humanité fait face en raison de l'épuisement rapide du budget carbone. Le concept clé pour comprendre la gravité de cette transgression est le « budget carbone restant », soit la quantité de CO₂ pouvant encore être émise sans dépasser un seuil de réchauffement (Lamboll et al., 2023). En janvier 2023, ce budget était d'environ 250 GtCO₂ pour une probabilité de 50 % de limiter le réchauffement à 1,5 °C. Pour 2 °C, il s'élevait à 940 GtCO₂ (66 % de probabilité) ou 500 GtCO₂ (90 %). Avec 40 GtCO₂ émises en 2022, cela représente 6 ans d'émissions pour 1,5 °C et 12 à 23 ans pour 2 °C (Lamboll et al., 2023). Les impacts entre 1,5 °C et 2 °C diffèrent grandement. À 1,5 °C, 70 à 90 % des récifs coralliens disparaîtraient, contre plus de 99 % à 2 °C. Les vagues de chaleur extrême toucheraient 14 % de la population mondiale tous les cinq ans à 1,5 °C, mais 37 % à 2 °C (Lieberman, 2021).

L'effondrement de la biodiversité est la deuxième transgression planétaire, désignant la disparition accélérée des espèces et habitats naturels. Le taux d'extinction actuel est 100 à 1 000 fois supérieur au rythme naturel et pourrait atteindre 10 000 fois à l'avenir (De Vos et al., 2015). En 50 ans, les populations animales ont chuté de 73 % en moyenne, avec des déclinés marqués en Amérique latine (95 %), en Afrique (76 %) et en Asie-Pacifique (60 %) (WWF, 2024). Par exemple, les éléphants d'Afrique sont passés de 20 millions au XIXe siècle à 400 000 aujourd'hui (IPBES, 2019). Ce phénomène constitue une « annihilation biologique » sans

précédent, réduisant même les aires de répartition des espèces non classées en danger (Ceballos et al., 2017). C'est 30% de tous les mammifères, oiseaux et amphibiens qui pourraient s'éteindre au cours de ce siècle (Rockström et al.; 2009). L'effondrement perturbe aussi le climat, notamment via la disparition des grands prédateurs marins, qui jouaient un rôle clé dans le stockage du carbone océanique (Testot et Wallenhorst, 2023; Rockström et al., 2009). Les causes sont humaines : destruction des habitats (urbanisation, agriculture intensive), pollution, surexploitation (surpêche, chasse), changements climatiques et introduction d'espèces invasives (Testot et Wallenhorst, 2023).

L'appropriation des sols, mesurée par le pourcentage de la couverture terrestre transformée en terres cultivées, constitue également un risque majeur. Pour rester dans les limites de sécurité de la Terre, il faut préserver 85 % des forêts tropicales et boréales, et 50 % des forêts tempérées. Or, ces seuils sont probablement déjà franchis, avec une réduction de 50 % des arbres mondiaux depuis l'agriculture et 15 milliards d'arbres abattus chaque année (Steffen et al., 2015b; Crowther et al., 2015). L'agriculture industrielle, l'urbanisation et la production d'agrocarburants appauvrissent les sols, remplacés à un rythme de 0,8 % par an depuis 50 ans, souvent pour l'élevage (Testot et Wallenhorst, 2023). Cette appropriation peut transformer des écosystèmes entiers, comme la déforestation amazonienne, qui pourrait transformer la forêt en savane et perturber la circulation atmosphérique mondiale, affectant les ressources en eau de l'Asie de l'Est (Steffen, 2011).

Les cycles de l'azote et du phosphore désignent les processus naturels par lesquels ces éléments circulent dans l'environnement, notamment à travers l'atmosphère, les sols, les eaux et les organismes vivants, mais qui sont perturbés par les activités humaines, notamment l'agriculture et l'industrie. Les premières transgressions des limites planétaires ont eu lieu en 1964 et 1970 pour le phosphore et l'azote respectivement. Depuis, les activités humaines ont augmenté l'utilisation de l'azote de 160 % et du phosphore de 200 % (Sandström et al., 2023). Cette perturbation résulte de la libération de formes réactives d'azote, telles que les oxydes d'azote et l'ammoniac, dues à la combustion des combustibles fossiles et l'utilisation d'engrais. Ces émissions ont provoqué des problèmes comme les pluies acides et l'eutrophisation, augmentant les risques sanitaires depuis la Révolution industrielle (Kemarau et al., 2024). Par exemple, en

Chine, la pollution par l'azote dans les nappes phréatiques accroît les risques de maladies telles que la méthémoglobinémie et les cancers digestifs (Wu et al., 2021).

La consommation d'eau douce comme limite planétaire se réfère à l'extraction excessive d'eau douce par les humains, menaçant les écosystèmes et perturbant le cycle hydrologique. Cette limite planétaire a été franchie dès le milieu du XXe siècle (Porkka et al., 2024). L'assèchement des ressources en eau transforme certaines régions en savanes. Les activités humaines ont modifié les débits fluviaux, changé le tracé des rivières et perturbé les cycles d'évaporation, asséchant ainsi 25 % des bassins fluviaux. Cela entraîne la disparition d'espèces, fragilise la sécurité alimentaire et empêche la capture du carbone par les sols, contribuant à son accumulation dans l'atmosphère (Testot et Wallenhorst, 2023).

L'acidification des océans est la dernière limite planétaire transgressée, causée par l'absorption accrue de CO₂, formant de l'acide carbonique et réduisant le pH de l'eau. De 1751 à 2004, le pH des eaux de surface a diminué de 8,25 à 8,14, représentant une augmentation de l'acidité d'un tiers en deux siècles et demi, étant donné que le pH est une échelle logarithmique (Krieger et Nicolai, 2022). Cette baisse affecte les organismes marins, comme les coraux et les mollusques, qui dépendent du carbonate de calcium pour la construction de leurs coquilles et squelettes. Environ 30 % des récifs coralliens sont déjà détruits et 58 % menacés, mettant en péril 30 % des espèces marines connues (Centre scientifique de Monaco, 2017).

En plus de ces limites planétaires, une autre limite à laquelle l'humanité est confrontée est énergétique, concernant la disponibilité des ressources pétrolières, dont l'épuisement progressif menace la stabilité économique et sociale. Le pétrole est essentiel à l'économie, notamment pour les transports et la production de matières plastiques, représentant 90 % des produits manufacturés dans le monde (Michaux, 2019). Toutefois, l'approvisionnement en pétrole est de plus en plus vulnérable, avec une baisse des découvertes depuis les années 1960 et une moitié de la production mondiale en déclin (Rystad Energy, 2020). L'exploitation des réserves futures deviendra coûteuse et difficile (Auzanneau et Chauvin, 2021). Deux problèmes clés surgissent : d'abord, le stock limité des sources d'énergie et l'épuisement des réserves, puis la qualité déclinante des ressources (Delannoy et al. 2021; Martenson, 2014). Ces phénomènes entraînent des rendements énergétiques décroissants, poussant les sociétés à consommer plus pour des

rendements moindres, ce qui pourrait rendre les sociétés incapables de maintenir énergétiquement leur complexité matérielle.

1.2. Les causes du désastre

Les causes de ces dépassements des limites planétaires résident principalement dans la course incessante à la croissance économique. En effet, c'est cette quête de croissance qui pousse les entreprises et les sociétés à extraire, produire et dissiper toujours plus de biens, services et ressources, sans tenir compte des conséquences environnementales à long terme. La croissance économique, définie classiquement comme l'augmentation continue de la production de biens et de services, est en général considérée comme un indicateur de prospérité et de progrès par les économistes. Cependant, cette vision de la croissance oublie souvent les limites planétaires du système terrestre, contribuant ainsi aux désastres écologiques que nous observons aujourd'hui.

Pourquoi ce serait la faute de cette croissance économique ? Pour rester compétitives et préserver leur part de marché, les entreprises doivent constamment améliorer leur productivité et offrir des prix plus bas (Hein, 2014; Hein et Tarassow, 2010; Legault, 2023). Afin d'améliorer leur productivité, offrir des prix plus bas et valoriser leur capital initial, les entreprises investissent leurs profits dans la technologie substituant la main d'œuvre comme le capital fixe tangible (machines, outils de production, entrepôts, etc.), entraînant une modification de la composition organique du capital, se traduisant par une augmentation de la proportion du capital fixe (Cahen-Fourot, 2022; Schnaiberg, 1980). Ceci implique une diminution de la main-d'œuvre par unité produite ou inversement une productivité du travail accrue (produire plus avec moins de main-d'œuvre) (Schnaiberg, 1980). Ceci crée également une pression sociale pour étendre la production afin de fournir de l'emploi et d'éviter le chômage technologique (Richters, et Siemoneit, 2019; Jackson, 2009). Cette production accrue augmentera les profits qui seront réinvestis dans d'autres machines (donc plus de capitalisation de la production), entraînant l'entreprise dans un engrenage de la production (Schnaiberg, 1980). Tout ceci augmente la complexité organisationnelle et matérielle des entreprises, requérant un niveau minimum de production pour couvrir les coûts indirects avant que les bénéfices ne puissent être accumulés. Une proportion significative de ces coûts concerne le remboursement des dettes contractées pour l'achat des machines, les salaires de l'élite qui exerce un contrôle managérial sur les entreprises

ainsi que la bureaucratie des cols blancs et des cols roses à travers laquelle ce contrôle s'exerce (Pineault, 2023).

La technologisation des modes de production alimente donc un engrenage de la production de nouveaux biens et services, induisant ainsi une surproduction. C'est aussi en « séparant les producteurs directs des moyens de production et du résultat de la production » (mode de production hétéronome selon Gorz) que nous avons alimenté ces impératifs de croissance. Nous ne consommons pas de ce que nous produisons et nous ne produisons pas de ce que nous consommons (Gorz, 1992). Cette séparation a entraîné les producteurs à produire des surplus dépassant leurs besoins et « d'utiliser ces 'surplus économiques' à la multiplication des moyens de production et à l'accroissement de leur puissance », propulsant l'engrenage de la production (Gorz, 1992; Schnaiberg, 1980). Ceci a créé un écart entre les travailleurs et les biens qu'ils produisaient qui étaient censés répondre à leurs besoins, alimentant les tendances de surproduction. Lorsque la quantité de biens produits dépasse les capacités de consommation (surproduction), les entreprises doivent recourir à diverses stratégies (e.g. publicité, obsolescence programmée, crédit à la consommation etc.) pour pallier cette contrainte d'absorption de surplus (Pineault, 2016; Pineault, 2019; Baran et Sweezy, 1968; Legault, 2023). La surproduction, accompagnée de nouvelles normes de production, incite à augmenter la demande en encourageant la surconsommation, ce qui engendre de nouvelles normes de consommation (Galbraith, 1968; Baran et Sweezy, 1968; Pineault, 2016).

En conclusion, cette croissance extensive génère un engrenage de la production de nouveaux biens et services qui doivent être absorbés par une consommation accrue. Cet engrenage génère les tendances socio-économiques propres à la Grande Accélération, un phénomène caractérisé par l'intensification rapide des activités économiques et technologiques depuis les années 1950, comme la consommation exponentielle d'engrais et de machines agricoles, de production de papier, d'automobiles et d'avions, et autres infrastructures socio-techniques propres à la Technosphère (Steffen et al, 2015a). Ces contraintes de surproduction et de surconsommation renforcent donc cette impératif de croissance chez les entreprises, car ces contraintes, propulsées par des facteurs externes (concurrence, contrôle de son environnement, crédit, dévalorisation sociale du capital...), sont des conditions extérieures qui rendent nécessaire pour un agent (tel

qu'un individu, une entreprise ou un État) d'accroître ses efforts économiques de croissance afin d'éviter des conséquences existentielles (Richters, et Siemoneit, 2019).

1.3. Pourquoi la décroissance et le rationnement ?

Comment arrêter ce désastre ? La stratégie privilégiée actuellement est celle qui consiste à essayer de générer une croissance verte ou propre. Cependant, cette stratégie reste pour le moment un échec. Par exemple, malgré les mesures prises par l'industrie de la mode pour réduire l'impact sur l'environnement, les actions de développement durable de l'industrie sont souvent dépassées par l'augmentation de la production et de la consommation (Fletcher, 2016). Un exemple très concret est le fait que les labels de durabilité mettant l'accent sur l'efficacité de la production et de la distribution des textiles augmentent le nombre de vêtements que les consommateurs considéreraient acheter et leur volonté de payer davantage que celles mettant en avant la présence de fibres recyclées, entraînant un effet de rebond dans l'industrie du vêtement (Adıgüzel et al., 2020). Et cette tendance d'annuler les gains d'économies de ressources par la dynamique de croissance dans l'industrie du textile s'inscrit dans le cadre de l'économie mondiale : le taux de croissance de l'extraction des ressources dépasse de deux à trois fois les améliorations en matière d'efficacité et de récupération en fin d'utilisation, ce qui a pour conséquence de réduire les quantités de matières secondaires disponibles (Circle Economy, 2022).

Ce phénomène d'effet rebond s'inscrit dans un contexte macroéconomique et macroécologique d'impossibilité du découplage absolu à court et moyen terme entre les impacts environnementaux et la croissance économique, soit une diminution de la charge écologique de l'économie tout ayant une augmentation de l'activité économique par l'expansion de la sphère marchande ou l'intensification des transactions monétaires (Parrique, 2022; Parrique et al., 2019; Haberl et al., 2020). Les cas de découplages sont, en effet, rares et décevants car partiels, temporaires, souvent relatifs, et toujours avec des ordres de grandeur insuffisants (Parrique et al., 2019; Parrique, 2022). Par exemple, un groupe de seize chercheurs a passé en revue l'intégralité de la littérature sur le découplage, soit 835 articles scientifiques contenant 1157 analyses, et conclut que « les taux de découplage observés ne permettent pas d'obtenir des réductions absolues importantes et rapides de l'utilisation des ressources et des émissions de gaz à effet de

serre, et que le découplage doit donc être complété par des stratégies axées sur la suffisance » (Haberl et al., 2020). Plus spécifiquement sur les émissions de carbone, une autre étude explique qu'« il est très peu probable que le découplage absolu des émissions de carbone soit réalisé à un rythme suffisamment rapide pour empêcher le réchauffement planétaire de dépasser 1,5°C ou 2°C, même dans des conditions politiques optimistes » (Hickel et Kallis, 2019).

L'impossibilité du découplage s'explique, en partie, par le fait que les nouvelles matières utilisées ne remplacent pas les anciennes, mais s'y ajoutent (Parrique et al., 2019). En effet, l'apparition de nouvelles technologies (innovation) ne suffit pas; elles doivent également remplacer les anciennes dans un processus d'« exnovation » (Kimberly, 1981). Par exemple, l'essor des fibres synthétiques telles que le polyester et le nylon n'a pas remplacé la production de fibres naturelles. Alors que la production mondiale annuelle de fibres synthétiques a été multipliée par trente depuis 1950, la production de fibres naturelles a plus que triplé au cours de la même période (The Fiber Year, 2016; Parrique et al., 2019). Ce ne sont donc pas les nouveaux usages de ressources qui réduiront l'utilisation des plus polluantes, mais des réglementations strictes qui interdisent leur emploi, à l'image de l'amiante, du béryllium, du mercure et du thallium, qui ont été délibérément éliminés par des restrictions légales en raison de leur toxicité (Magee et Devezas, 2017). Et ces réglementations strictes ne s'inscrivent pas dans un modèle de croissance économique mais plutôt dans un cadre politique de décroissance (Fitzpatrick et al., 2020).

De plus, la nécessité de réduire la production et la consommation de biens, services et ressources découle de l'impératif de démanteler les infrastructures existantes qui soutiennent cette production. En effet, dans un contexte où le budget carbone devient de plus en plus restrictif (voir section 2.1), il est écologiquement insoutenable de continuer à utiliser et à prolonger la vie des infrastructures fixes existantes à forte empreinte carbone. Si tous les actifs actuels fonctionnant aux combustibles fossiles, tels que les centrales électriques, les machines et les automobiles, étaient exploités jusqu'à la fin de leur durée de vie, ils produiraient plus de 650 Gt de CO₂, dépassant largement les 420 à 580 Gt de CO₂ qui peuvent encore être émises pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C (GIEC, 2018 ; Tong et al., 2019; Schaffartzik et al., 2021). De plus, la mise en service de nouvelles centrales électriques à combustibles fossiles ajouterait près de 190 Gt de CO₂ supplémentaires, portant ainsi les émissions totales à environ

840 Gt, soit le double de la limite inférieure du budget carbone nécessaire pour respecter l'objectif de 1,5 °C (UNEP, 2019; Tong et al., 2019).

Face à l'impossibilité de l'économie de croissance de réduire ses impacts écologiques et ses souffrances sociales dans un futur court-terme, la décroissance propose un changement radical de paradigme pour libérer et repenser l'économie et la société en dehors de la logique de croissance. La décroissance, en cherchant à réduire et ralentir l'économie mesurée par le PIB, notamment dans son volet marchand, représenterait une stratégie macroéconomique délibérée, résultant d'une multitude de choix de frugalité et de sobriété adoptés par les consommateurs, les entreprises, les associations et les pouvoirs publics. C'est donc « une réduction de la production et de la consommation pour alléger l'empreinte écologique planifiée démocratiquement dans un esprit de justice sociale et dans le souci du bien-être » afin de s'orienter vers la post-croissance, soit une « économie stationnaire en harmonie avec la nature où les décisions sont prises ensemble et où les richesses sont équitablement partagées afin de pouvoir prospérer sans croissance » (Parrique, 2022). Cette décroissance viserait à aligner l'activité économique avec les limites planétaires, notamment en réduisant les émissions de GES, en limitant l'exploitation des ressources naturelles, en préservant la biodiversité, en maintenant la qualité des sols, en réduisant la pollution chimique et plastique, et en respectant les cycles de l'eau douce et de l'azote, afin de rester dans les seuils écologiques nécessaires à la survie des écosystèmes et de l'humanité. Cela exigerait une diminution de l'utilisation des ressources allant du Facteur 4 au Facteur 20, soit une réduction de 75 % à 95 % par rapport aux niveaux actuels (Ehrlich et Ehrlich, 1990). En effet, selon toute vraisemblance, une moindre utilisation de matériaux s'accompagnera d'une moindre production, c'est-à-dire d'une économie formelle plus petite (Kallis, 2017).

Enfin, une question fondamentale demeure : comment mettre en œuvre la décroissance ? Une politique de rationnement, en tant que mesure de gestion équitable et contrôlée des ressources, pourrait offrir des pistes intéressantes à explorer. Pourquoi un mécanisme de rationnement s'intégrerait dans le cadre politique de la décroissance? Comme le montre le chapitre 2, le rationnement institutionnalise la sobriété, définie comme la réduction délibérée de la consommation matérielle et énergétique, qui dépasse la simple restriction volontaire pour s'inscrire dans un cadre plus large englobant la transition énergétique, la refonte des modèles économiques et la justice sociale (Gault, 2024). En effet, il vise à limiter la consommation de

ressources tout en garantissant une distribution équitable entre les citoyens. En effet, il s'appuie sur des ressources concrètes, qu'elles soient matérielles ou humaines, plutôt que sur des transactions financières ou des logiques de marché, et repose sur deux principes fondamentaux : répondre aux besoins essentiels de la population tout en respectant un plafond écologique qui encadre l'extraction et l'usage des ressources. À condition qu'elle soit fondamentalement démocratique en instaurant un cadre collectif et délibératif, le rationnement favorise l'autonomie des communautés en leur permettant de décider des quotas et des priorités d'usage des ressources. Enfin, il constitue une alternative au marché capitaliste en déplaçant la logique de distribution des biens d'une allocation fondée sur le pouvoir d'achat et le profit vers une répartition basée sur les besoins fondamentaux et les limites écologiques.

Les historiens confirment que le rationnement favorise une culture de la suffisance en garantissant la satisfaction des besoins humains fondamentaux, assurant ainsi un niveau de vie décent et digne. Ina Zweiniger Bargielowska (2000), spécialiste de l'histoire britannique du XXe siècle, montre par exemple que le rationnement alimentaire britannique a non seulement évité les pires conséquences sociales des pénuries, mais a également amélioré le sort des citoyens, en particulier des familles pauvres britanniques ayant déjà connu la faim (Cox, 2013). Selon l'historienne, la « Seconde Guerre mondiale a représenté un tournant majeur dans l'histoire du régime alimentaire britannique » avec « l'augmentation de la consommation de pain gris, de lait et de légumes, associée à l'enrichissement des aliments, [qui] s'est traduite par une alimentation plus saine et aucun groupe social n'a manqué des besoins nutritionnels de base » (Zweiniger Bargielowska, 2000). Ceci a permis de faire grimper l'espérance de vie en Angleterre et au Pays de Galles de 6,7 ans au cours des années 1940, alors qu'elle n'avait augmenté que de 2,2 ans dans les années 1920, 1930 et 1950 (Dreze et Sen, 1990). De plus, le rationnement permet de rendre les régimes alimentaires plus sains en limitant la consommation excessive de certains produits alimentaires, contribuant ainsi à l'amélioration de la santé publique. Selon une étude examinant l'impact de l'exposition aux restrictions de sucre pendant les 1000 premiers jours après la conception, le rationnement britannique du sucre a réduit le risque de diabète de type 2 et d'hypertension d'environ 35 et 20 %, respectivement, et a retardé l'apparition de la maladie de 4 et 2 ans, en comparant les adultes conçus juste avant ou après la fin du rationnement en sucre au Royaume-Uni en septembre 1953 (Gracner et al., 2024). Ces observations semblent transhistoriques et internationales car elles s'appliquent également au rationnement alimentaire à

Cuba avec l'introduction de la *libreta* en 1962 : malgré la persistance de l'embargo et des pénuries, le pays a presque entièrement éradiqué la malnutrition infantile dans les années 1970, poursuivant ainsi, grâce à la *libreta*, l'amélioration des indicateurs de santé publique tout au long des années 1980 (Benjamin et Collins, 1985; Cox, 2013).

1.4. Structure du mémoire

Dans le premier chapitre, nous tenterons une synthèse des arguments favorables au rationnement comme moyen de mettre en œuvre la décroissance et des arguments défavorables. Nous définirons ce qu'est le rationnement et à quel point il est essentiel pour assurer une consommation équitable en rendant les ressources interdépendantes et en transformant la distribution des stocks limités en une question politique cruciale. Ensuite, nous présenterons les apports du rationnement, allant du respect des limites écologiques à la prévention des crises sociales, en passant par l'efficacité, l'équité, et la réduction de la consommation ostentatoire des plus riches. Nous discuterons également des limites du rationnement en tenant compte de la critique des économistes classiques, qui préconisent plutôt la taxation. Nous examinerons la complexité de cette approche face à des intérêts financiers et politiques influents, ainsi que la conception restreinte de la liberté, souvent réduite à la délivrance matérielle.

Le deuxième chapitre présente la démarche méthodologique et le cadre analytique de ce mémoire, en particulier en lien avec l'analyse du cas historique et la proposition de la politique d'autolimitation. Le cadre analytique qui nous servira à analyser notre cas de rationnement repose sur trois valeurs fondamentales : la soutenabilité, la justice et l'autonomie, telles que proposées par Yves-Marie Abraham (2019). La soutenabilité repose sur la préservation des ressources naturelles et l'intégrité écologique, tandis que la justice vise à corriger les injustices sociales et environnementales de la croissance économique. Enfin, l'autonomie, en tant que condition d'émancipation des dominations économiques et politiques, est essentielle pour permettre une réappropriation collective des moyens de production et des décisions. C'est donc une approche qualitative qui a été choisie, intégrant à la fois des sources primaires et des sources secondaires, afin de confronter les perspectives théoriques aux réalités contemporaines et de fournir une analyse approfondie et nuancée du rationnement, dans un contexte socio-économique et politique spécifique. Le reste du chapitre décrit la démarche méthodologique de l'analyse du

cas de rationnement à travers le point de vue décroissanciste ainsi que les étapes clés de la proposition de la politique d'autolimitation.

Le troisième chapitre présente une étude de cas historique sur le rationnement des textiles au Royaume-Uni pendant la Seconde Guerre mondiale (1941-1949). En s'appuyant majoritairement sur des sources secondaires (livres d'histoire, articles académiques, littérature grise, etc.) mais également des sources primaires en soutien (archives publiques et privées, rapport de sondage, presse, déclarations officielles, vidéos gouvernementales, etc.), ce troisième chapitre met en lumière les spécificités culturelles, sociales, économiques, institutionnelles et politiques du cas historique britannique à travers une description détaillée des politiques mises en œuvre, de leurs impacts sur la société et de la manière dont elles ont façonné les comportements et les structures économiques de l'époque. Le chapitre explore d'abord le contexte historique et les réformes institutionnelles, notamment la transformation du rôle du *Board of Trade*. Il s'articule ensuite autour de trois politiques majeures : le système de coupons pour réguler la consommation, le *Utility Clothing Program* garantissant des vêtements abordables sous contraintes strictes, et le contrôle des prix pour protéger les consommateurs. Les impacts micro (autoproduction, créativité, consommation) et macro (solidarité, marché du travail, qualité des textiles) seront examinés, ainsi que les réactions de l'opinion publique, de la presse et des fabricants. Enfin, le chapitre aborde les enjeux liés au marché noir et la transition vers la fin du rationnement.

Dans le quatrième chapitre, nous analyserons les apports et les limites du rationnement britannique du point de vue de la décroissance. En effet, le rationnement britannique est examiné sous trois piliers fondamentaux de la décroissance : la soutenabilité, la justice et l'autonomie. Il s'agit d'analyser en quoi ce système a permis de réguler la consommation et de réduire la production tout en assurant une distribution plus équitable des ressources. Ce chapitre met également en lumière les formes d'autonomie matérielle qu'il a revitalisées, ainsi que les fragilités d'un dispositif conçu dans l'urgence de la guerre, incapable de se pérenniser.

Dans le dernier et cinquième chapitre, l'objectif est de rebondir sur les tendances décrites du rationnement britannique pendant la Seconde Guerre mondiale, dont les diverses limites socio-politiques de ce cas historique, afin de formuler une politique d'autolimitation qui s'inscrit dans le contexte actuel biophysique, dans un impératif d'autodétermination collective et de

délibération démocratique, et dans des principes et structures propres au post-capitalisme. La politique d'autolimitation proposée dans ce chapitre s'érige en tant que stratégie d'organisation socio-politique qui vise à éviter des erreurs commises pendant le rationnement britannique (bureaucratie déconnectée, manque d'équité sociale, etc.) mais aussi comme opportunité de faire jaillir de nouvelles organisations socio-politiques post-capitalistes où la socialisation de l'économie régit pour prioriser les besoins au détriment des profits. En s'inspirant des principes de la planification écologique, il s'agit d'explorer comment l'autolimitation peut dépasser la simple régulation de la consommation pour devenir un levier de délibération démocratique et de souveraineté populaire. Ce chapitre propose également un cadre pour définir la valeur non financière des biens rationnés et les quotas individuels, tout en soulignant l'importance de remplacer la publicité commerciale par une communication publique démocratiquement gérée.

Chapitre 2: Le rationnement, un outil politique pour sortir des urgences socio-écologiques ?

Où en sont les débats sur le potentiel du rationnement pour affronter les urgences écologiques actuelles ? Telle est la question à laquelle nous tenterons de répondre dans ce premier chapitre. Pour ce faire, il nous faudra d'abord proposer une définition du rationnement. Ensuite, nous pourrons alors examiner les différents arguments en faveur du rationnement, avant de faire la synthèse des arguments contraires.

2.1. Qu'est-ce que le rationnement ?

Le rationnement est un système mis en place pour gérer la consommation de biens et services lorsque ceux-ci sont en quantité limitée. Son but est de réduire la demande excessive afin de garantir que les ressources disponibles soient réparties de manière équitable, même si cela implique des règles strictes et parfois contraignantes pour les consommateurs (Feiwel, 1974). On distingue deux principaux types de rationnement :

1. Le rationnement spécifique, qui concerne certains biens rares. Par exemple, chaque personne peut recevoir une quantité définie d'un produit, comme du sucre ou de l'essence.
2. Le rationnement général, qui agit sur le pouvoir d'achat global en imposant des limites identiques pour tous, indépendamment de leurs revenus ou de leur situation sociale (Lauterbach, 1944). Pour être efficace, un système de rationnement doit généralement s'appliquer à un large éventail de produits, être bien organisé et entraîner certaines contraintes pour les consommateurs (Kalecki, 1941).

Le rationnement basé sur les quantités, où des points ou des quotas sont attribués à chaque individu, se distingue du « rationnement par le prix » qui désigne le mécanisme conventionnel selon lequel la demande s'ajuste en fonction des variations de prix d'un facteur ou d'un produit rare afin de l'aligner sur l'offre. Ce mécanisme est souvent exprimé par des termes tels que « rationnement par les prix » ou « rationnement par la volonté de payer » (Cox, 2013). Le rationnement par les prix, en fait, correspond tout simplement au système de tarification que l'on

retrouve partout dans notre économie actuelle, où les prix jouent un rôle central dans la régulation de l'accès aux biens et services en fonction de la capacité de paiement des consommateurs.

Peu importe le système, l'innovation économique majeure derrière le rationnement est qu'elle introduit les points de rationnement qui constituent un nouveau type de monnaie et de tarification, en parallèle de la monnaie classique (Lauterbach, 1944). Le rationnement retire les produits de base du marché ordinaire où ils sont achetés et vendus en échange d'argent, et les attribue à la place sur la base d'une autre monnaie, le coupon de rationnement (Goodin et Dryzek, 1995). Chaque bien rationné a donc une valeur financière et une valeur non financière de rationnement. En étant établis en fonction des économies de ressources et en élaborant une distribution basée sur les besoins d'usage plutôt que sur le pouvoir d'achat, les points de rationnement incarnent la valeur d'usage du produit de deux manières : la manière dont le bien rationné répond utilitairement aux besoins humains et la manière dont le bien est matériellement le reflet des quantités de ressources nécessaires pour sa fabrication (Marx, 1976). Cela signifie que les points de rationnement ne tiennent pas compte du prix de vente sur un marché, mais de la manière dont un produit répond aux besoins réels des individus et de la quantité de ressources nécessaires à sa production. La première manière dont le point de rationnement reflète la valeur d'usage est en s'appuyant sur l'utilité du bien pour satisfaire des besoins humains essentiels. Par exemple, un produit rationné comme la nourriture ou les vêtements n'est pas attribué sur la base de la capacité financière de l'individu, mais en fonction de son besoin réel de ce produit. Le rationnement vise ainsi à garantir que chacun reçoive une part équitable de biens essentiels, indépendamment de son pouvoir d'achat. Les coupons ou points de rationnement permettent de répondre à un besoin concret (nourrir une famille, se vêtir, etc.) plutôt qu'à une demande marchande dictée par l'argent. La deuxième manière dont le point de rationnement exprime la valeur d'usage est en tant que représentation des ressources nécessaires à la production d'un bien. Par exemple, si la fabrication de vêtements nécessite un certain nombre de matières premières (comme le coton) et d'efforts humains (comme le travail d'ouvriers), la quantité de points de rationnement alloués à ce produit pourrait être basée sur ces facteurs. Tout ceci diffère de la monnaie qui impute des prix aux produits pour être achetés et vendus dans un marché et qui donc actualise la valeur d'échange.

Contrairement à la valeur financière déterminée dans un marché économique, la valeur non financière de rationnement des différents biens rationnés est déterminée par le pouvoir public pour (1) orienter la consommation vers les économies de ressources, et pour (2) se rapprocher d'une égalité des pouvoirs d'achat individuels. Par rapport au premier point, généralement, dans l'histoire, les biens rares ou utilisant le plus de ressources ont une plus grande valeur financière que les biens abondants ou utilisant moins de ressources. Par exemple, un chandail fabriqué à partir d'une matière première en pénurie croissante aura une valeur supérieure à celui fabriqué avec une matière première plus abondante, toutes choses étant égales par ailleurs. Cependant, lors du rationnement, le pouvoir public attribue des points ou des coupons pour répartir les biens rationnés en fonction de leur utilité sociale et de la quantité de ressources nécessaires à leur production, plutôt qu'en fonction de leur valeur marchande. Par exemple, un chandail fabriqué à partir d'une matière première en pénurie croissante pourrait être attribué avec plus de coupons ou de points, non pas parce qu'il est cher ou très demandé, mais parce que l'État cherche à limiter sa consommation pour éviter l'épuisement de sa matière première.

En ce qui concerne le deuxième point, la principale différence entre le rationnement et l'allocation de biens selon le marché réside dans le fait que le rationnement met tout le monde sur un pied de quasi égalité en attribuant le même pouvoir d'achat chaque année à travers la même allocation en points, indépendamment des inégalités de revenus, contrairement à l'allocation de marché qui reflète les disparités financières des individus. Cependant, cette approche n'égalise pas *stricto sensu* le pouvoir d'achat. Même avec une allocation uniforme de points, la capacité à acquérir certains biens ou services reste influencée par la capacité financière individuelle à compléter l'achat, au-delà des points de rationnement. Par exemple, Alice, gagnant 100 000 dollars, recevra 200 points, ce qui lui permettra d'acheter facilement les biens souhaités. Bernard, avec un revenu de 50 000 dollars, pourra aussi utiliser ses 200 points, mais devra être plus prudent dans ses choix. Charles, avec un revenu plus bas, pourrait avoir des difficultés à se permettre des biens supplémentaires, même s'ils sont accessibles en points. Ainsi, bien que le rationnement tende à atténuer les inégalités en matière d'accès aux biens, il ne supprime pas entièrement les écarts liés aux ressources financières disponibles.

De plus, la principale caractéristique du rationnement réside dans l'attribution annuelle de points à chaque citoyen, ce qui crée un incitatif personnel à adopter des habitudes de consommation

plus sobres. Dans un modèle économique non-rationné, le niveau de vie est principalement déterminé par la capacité à générer des revenus, ce qui conditionne l'accès aux biens et services (Vogel et al., 2024). Dans une économie rationnée, où le contrôle des prix vise à égaliser autant que possible le pouvoir d'achat pour les biens de première nécessité, le niveau de vie dépend principalement de la capacité à gérer parcimonieusement ses points, permettant ainsi de conserver les moyens nécessaires pour s'offrir des biens essentiels. En effet, le rationnement introduit un jeu personnel à somme nulle au niveau de sa consommation personnelle où un point de rationnement « dépensé » dans l'achat d'un produit est un point de rationnement en moins pour l'achat d'un autre bien dans la même année.

De surcroît, le rationnement introduit également une nouvelle équivalence de la valeur. Dans une économie non-rationnée, le prix d'un produit est souvent vu comme une conversion directe du temps de travail qu'il faut pour gagner l'argent nécessaire à son achat : plus un produit est cher, plus il faut de temps de travail pour l'acheter. En revanche, dans une économie rationnée, chaque bien a une valeur en points de rationnement. Ces points ne correspondent pas à de l'argent, mais à une quantité limitée allouée à chaque citoyen chaque année. Ainsi, chaque produit que l'on souhaite acheter coûte un certain nombre de points de rationnement, et ces points représentent une portion de l'allocation annuelle que chaque personne reçoit. Plutôt que de se demander combien de travail il faut pour acheter quelque chose, les consommateurs réfléchissent en termes de combien de points ils doivent "dépenser" pour obtenir ce bien, ou en équivalent de mois d'allocation annuelle, ce qui transforme la manière dont ils évaluent leur pouvoir d'achat. Par exemple, pendant le rationnement britannique, pour obtenir une boîte d'une livre de saumon, il fallait 32 points, soit « une allocation individuelle de points pour plus d'un mois et demi » (Keezer, 1943). En résumé, le rationnement introduit une nouvelle mesure du pouvoir d'achat, fondée sur les points alloués à chacun, et non plus sur l'argent gagné par le travail. Donc, en allouant une allocation annuelle uniforme à tous les citoyens, le rationnement introduit une nouvelle relation en termes de temps de la valeur du produit, établie en fonction de cette même allocation.

En plus du jeu personnel à somme nulle, le rationnement introduit un jeu interpersonnel à somme nulle, impliquant une interdépendance entre les consommations individuelles de biens et services. En effet, dans une situation de manque grandissant, c'est la limitation qui permet la

solidarité, justement parce que l'on raisonne dans un jeu interpersonnel à somme nulle où les consommations des uns et des autres sont rivales (Szuba, 2013). L'abondance permet l'indépendance, mais la limitation des ressources introduit l'interdépendance. Chacun se retrouve nécessairement affecté par les décisions et les comportements des autres, et la nécessité d'une discussion politique des termes du partage apparaît rapidement (Szuba, 2013). En d'autres termes, les excès de certains se traduisent par la privation des autres. En effet, la limitation des ressources dans un système de rationnement crée une interdépendance entre les individus, car les choix de consommation de chacun influencent directement la disponibilité des ressources pour les autres.

Ainsi, l'accès équitable aux biens nécessite une réflexion collective et des décisions politiques sur la manière de partager ces ressources limitées. Face à cette situation, un système de rationnement permet de garantir que la consommation minimum pour chacun passe directement par une limitation en quantité des consommations des plus riches (Szuba, 2013). Et c'est cette rivalité des consommations des riches avec les consommations des autres classes sociales qui transforme la distribution du stock limité en enjeu fortement politique. C'est Illich qui fait écho à ce principe de base de rationnement en expliquant que « la société conviviale reposera sur des contrats sociaux qui garantissent à chacun l'accès le plus large et le plus libre aux outils de la communauté, à la seule condition de ne pas léser l'égalité d'autrui » (Illich, 2021). Cette interdépendance de ressources dans le contexte d'un stock limité contraint la société à entrer dans une société de partage comme lors du rationnement britannique de textiles.

Tableau 1: Les dynamiques du rationnement sur la consommation des individus

| Jeu personnel à somme nulle | Jeu interpersonnel à somme nulle |
|--|---|
| <p><u>Principe</u> : L'individu doit répartir ses points de rationnement annuels de manière judicieuse, car chaque point dépensé pour un bien est un point en moins pour d'autres achats dans l'année.</p> | <p><u>Principe</u> : Les comportements de consommation des individus sont interdépendants, où les excès de certains affectent la capacité des autres à accéder aux ressources limitées.</p> |

| | |
|---|--|
| <p><u>Objectif</u> : Maximiser son propre bien-être en adoptant une consommation sobre et équilibrée pour préserver sa capacité à obtenir des biens essentiels tout au long de l'année.</p> | <p><u>Objectif</u> : Maintenir une solidarité collective en ajustant les comportements individuels pour que les ressources limitées soient partagées de manière équitable entre tous les citoyens.</p> |
|---|--|

2.2. Les apports du rationnement

Quels sont les apports du rationnement ? Les études sur le sujet mettent en avant au moins cinq arguments principaux en faveur du rationnement. En principe, le rationnement par les quantités peut réorienter rapidement et simplement l'économie en fonction des limites écologiques ; il permet d'anticiper et d'éviter un rationnement brutal et forcé ; il est plus juste et efficace que le rationnement par les prix ; il permet d'éviter les effets de rebond lorsqu'elle est appliquée à la consommation de toutes les ressources ; et il prévient les effets de cascade et la consommation ostentatoire.

- a. Le rationnement peut réorienter rapidement l'économie en fonction des limites écologiques,

Pour réaliser l'impératif immédiat de réduire nos pressions écologiques, la civilisation humaine n'a pas d'autre choix que de renverser la hiérarchie entre économie et biosphère. Alors que l'économie a tendance à englober et à dominer les activités humaines et à négliger la nature, René Passet suggère d'inverser cette hiérarchie. Il propose que l'économie soit mise au service de la société elle-même contenue dans les limites de la nature (Passet, 1996).

En effet, l'impératif de réintégrer l'économie dans la biosphère découle du passage de l'humanité d'un « monde plein » à un « monde vide » (Daly, 1991). Dans le monde « vide », les ressources naturelles étaient abondantes et le facteur limitant de la dynamique économique était le capital produit par les hommes : machines, infrastructures, connaissances. L'industrialisation intense des dernières décennies dans un capitalisme mondialisé, entraînant la Grande Accélération et poussant la Terre à sortir de l'Holocène, son époque naturelle, pour passer dans un

Anthropocène, a complètement changé la situation, nous faisant basculer dans un monde « plein ». Dans ce dernier, le facteur limitant de la dynamique économique est désormais le « capital naturel », allant des supports de vie et ressources naturelles aux services écosystémiques et autres (Daly, 1991).

Le rationnement peut s'avérer être un outil qui peut contribuer à l'inversement (de nouveau) de cette hiérarchie entre économie et écosphère. En effet, le rationnement à des fins écologiques peut inscrire les activités humaines dans les limites d'un monde dont le facteur limitant est désormais le capital naturel en organisant ce que l'économiste René Passet a appelé une « gestion normative sous contrainte environnementale » (1996). René Passet propose un processus en trois étapes visant à établir une gestion normative sous contrainte environnementale. La première consiste à définir des limites pour encadrer l'exploitation des ressources naturelles afin de la rendre soutenable. Ensuite, il s'agit de préciser les conditions de répartition équitable de cette contrainte au sein de la société. Enfin, il convient de déterminer les institutions qui permettront aux acteurs économiques de prendre des décisions optimales en tenant compte de ces différentes contraintes (Passet, 1996). La conception et l'opérationnalisation d'un système de rationnement pourrait donc passer par une quantification des limites écologiques pour les distribuer équitablement parmi la population dans un esprit de justice sociale et dans le souci du bien-être sous la tutelle de certaines institutions politiques et économiques. En d'autre terme, le rationnement est une institutionnalisation des contraintes écologiques, qui permet en retour une forte intégrité écologique (Szuba, 2013).

b. Le rationnement permettrait d'anticiper et d'éviter un rationnement brutal et forcé

Mettre en place un système de rationnement dès maintenant serait essentiel pour éviter un rationnement brutal, imposé par des pénuries énergétiques et une multiplication des catastrophes écologiques. David Orr, professeur d'études environnementales et de politique à l'Oberlin College dans l'Ohio et figure de proue de la pensée environnementale, estime que « le rationnement sera inévitable d'une manière ou d'une autre. C'est une question fondamentale » (Cox, 2013). Fred Magdoff, coauteur de « Ce que tout écologiste doit savoir sur le capitalisme » [traduit du livre en anglais], considère le rationnement comme probablement incontournable dans toute économie future qui prendra au sérieux la crise écologique mondiale. Il souligne qu'il n'y a

pas de solution miracle au problème de la distribution : « Il y a déjà du rationnement aujourd'hui, même si on ne l'appelle pas ainsi. Dans notre économie, l'allocation des ressources est principalement établie de deux manières : elles vont soit à ceux qui ont le plus d'argent, soit là où quelqu'un peut réaliser le plus de profit ». En tant qu'alternative, Magdoff estime que le rationnement basé sur la quantité plutôt que sur la capacité à payer « semble logique si l'on veut une allocation équitable. C'est une question qui devra être affrontée à l'avenir. À mon avis, il n'y a aucun moyen d'atteindre une égalité substantielle sans une certaine forme de rationnement » (Cox, 2013).

Ainsi, d'après ces spécialistes, mettre en place de manière concertée un système de rationnement dès maintenant permettrait de prévenir les troubles sociaux qui résulteraient d'une décroissance économique forcée déclenchée par les défis environnementaux évoqués précédemment dans l'introduction, tels que les changements climatiques et les tensions dans l'approvisionnement pétrolier. Donc, en d'autres termes, ce rationnement sert de mesure préventive pour préparer la société à la future pénurie économique des réserves de combustibles pétrolières.

- c. Le rationnement par les quantités est plus juste et efficace que le rationnement par les prix

Bien que nous ayons longtemps considéré la croissance comme le destin de l'humanité et pensé que les marchés pourraient gérer la rareté, David Orr pose une question cruciale face à l'inévitabilité du rationnement : « Sera-t-il [le rationnement] instauré par une expansion de la gouvernance, que ce soit de manière centralisée ou locale, ou se fera-t-il naturellement par le biais des prix ? ». Selon Orr, cette dernière option conduirait au chaos. Pourquoi le chaos ?

Rappelons la définition du rationnement par les prix : un mécanisme où les prix augmentent pour réduire la demande d'un bien ou service rare, alignant ainsi l'offre et la demande en fonction de la capacité des consommateurs à payer. Plusieurs critiques sont émises vis-à-vis de ce mécanisme de distribution de ressources rares par les prix. Dans les économies de marché, les prix jouent un rôle crucial dans l'efficacité en orientant les ressources vers des utilisations plus rentables par l'industrie. Une fois que les biens sont produits, les prix les répartissent entre les consommateurs,

ce qui est censé maximiser les bénéfices pour l'ensemble de la société en reflétant les préférences individuelles des consommateurs (Cox, 2013).

Cependant, même lorsque les marchés fonctionnent comme prévu, ils tendent à allouer les ressources en priorité aux individus ayant les moyens financiers et des besoins essentiels satisfaits, plutôt qu'à ceux ayant des besoins essentiels non satisfaits mais peu de ressources, selon l'économiste écologique Joshua Farley (2008). Deux illustrations de cette tendance incluent le travail de Amartya Sen (1986) sur les famines, qui montre comment, lors de la famine du Bengale en 1943, les personnes ayant bénéficié d'une augmentation de leurs revenus pouvaient acheter plus de nourriture, faisant monter les prix et privant ainsi ceux dont les revenus n'avaient pas augmenté de l'accès à la nourriture, et l'exemple d'Aventis, qui a mis au point un médicament (l'éflornithine) pour traiter la maladie du sommeil, mais l'a commercialisé pour éliminer les poils indésirables du visage chez les femmes plutôt que de le fournir aux Africains malades mais économiquement défavorisés (Daly et Farley, 2011).

Si des pénuries venaient à se produire à l'échelle continentale ou mondiale à l'avenir, ou si les gouvernements décidaient de traiter les combustibles fossiles comme des ressources rares dans le but de limiter les perturbations écologiques, le rationnement par le prix pourrait entraîner des difficultés insupportables pour de nombreuses personnes. Les conséquences néfastes du rationnement par les prix sont particulièrement préoccupantes lorsqu'elles touchent des biens considérés comme des nécessités et que les individus souhaitent souvent acquérir en quantités plus importantes que ce qui est disponible (Cox, 2013).

Une autre manière de distribuer les ressources rares émerge de ces critiques du rationnement par les prix : le rationnement par les quantités. En période de rareté, qu'elle soit naturelle ou créée, les gouvernements peuvent souvent mettre en place des mesures pour garantir un niveau minimum de consommation afin de répondre aux besoins essentiels de l'économie, tout en instaurant également des limitations pour préserver les ressources qui pourraient être gaspillées en excès par certains acteurs. Autrement dit, ils pratiquent le rationnement par d'autres moyens que le prix. Quel que soit le terme utilisé, la façon dont nous répartissons le fardeau de la rareté

absolue découle de choix conscients. Les ressources ne décident pas seules de leur destination car leur destination est véritablement le fruit de choix politiques collectifs.

En 1977, alors que la crise énergétique américaine s'aggravait, l'économiste américain Martin Weitzman, alors au Massachusetts Institute of Technology, a publié un article qui posait la question suivante : « Le système de prix ou le rationnement est-il plus efficace pour fournir des marchandises à ceux qui en ont le plus besoin ? » (1977). Il a commencé par noter que les économistes en général n'apprécient pas le rationnement par quantité, qu'ils considèrent comme une « répartition grossière des allocations qui ne peut pas efficacement prendre en compte les différences individuelles » (Weitzman, 1977). Remarquant d'abord qu'un système de rationnement finit généralement par fournir trop de biens à certaines personnes qui n'en ont pas vraiment besoin, tout en privant d'autres personnes ayant un besoin réel de plus de biens, Weitzman a ensuite résumé les arguments en faveur du rationnement :

« La réplique est que l'utilisation du rationnement, et non des mécanismes de prix, est en fait le meilleur moyen de garantir que les besoins réels sont satisfaits. Si un prix de marché est utilisé, cela garantit uniquement qu'il sera augmenté jusqu'à ce que ceux qui ont plus d'argent finissent par avoir plus de la marchandise déficitaire. Comment peut-on honnêtement dire d'un tel système qu'il sélectionne et satisfait les vrais besoins lorsque les récompenses sont attribuées autant sur la base du revenu que sur tout autre critère ? Une manière équitable de s'assurer que tout le monde ait une chance égale de satisfaire ses désirs serait de donner à peu près la même part à chaque consommateur, indépendamment de la taille de son budget » (Weitzman, 1977).

Le rationnement par quantité semblait supérieur dans la situation inverse, lorsque l'inégalité de pouvoir d'achat est importante et que la demande de la marchandise est plus uniforme (comme c'est parfois le cas pour la nourriture ou le carburant) (Cox, 2013). Le professeur d'économie de Columbia University, Francisco Rivera-Batiz, en prolongeant l'analyse de Weitzman, a conclu que le rationnement par quantité « serait plus efficace (par rapport au système de prix) pour attribuer une marchandise déficitaire à ceux qui en ont le plus besoin dans les pays où le pouvoir économique et le revenu sont concentrés entre les mains de quelques-uns » (1981). Pour Robert E. Goodin et John S. Dryzek, le constat est le même : « en supposant que ces tickets de rationnement soient distribués plus équitablement parmi la population que ne l'est l'argent, et en

supposant que ces tickets de rationnement ne soient pas échangeables contre de l'argent, les pauvres sont mieux lotis - au moins dans le sens où ils obtiennent plus de ce produit qu'ils ne le seraient si les distributions étaient laissées aux forces ordinaires du marché » (1995). L'économiste néerlandais Jacques Polak est parvenu à une conclusion similaire : le rationnement est devenu nécessaire parce qu'une légère hausse des prix peut rendre impossible à une personne au revenu modeste de satisfaire ses besoins de base. Dans une société marquée par une grande inégalité, une classe aisée peut faire monter presque indéfiniment les prix de quelques produits essentiels (1941). Ainsi, ce ne sont pas seulement les pénuries qui justifient le rationnement avec des contrôles de prix ; c'est surtout une pénurie qui survient dans une société caractérisée par des inégalités substantielles de revenu.

Au-delà de ces explications théoriques, le rationnement par les quantités a généralement et historiquement été accueilli plus favorablement que le rationnement par les prix (notamment par l'introduction d'une taxation). L'historien Mark Roodhouse, dans son analyse du rationnement britannique pendant la guerre, a souligné que dans les années 1939 et 1940, le gouvernement a rejeté l'idée d'augmenter les impôts pour réduire la consommation, car cela aurait eu un impact lent et inéquitable. Selon Roodhouse, le rationnement s'est avéré être une solution plus efficace pour obtenir des résultats rapides (2007). Ce qui est intéressant est que l'adoption du rationnement en tant que politique publique découle souvent de manifestations de mécontentement populaire, parfois amplifiées par des propositions politiques de taxation jugées socialement régressives. Au Royaume-Uni, pendant la Seconde Guerre mondiale, c'est la colère populaire des citoyens ordinaires, victimes d'un rationnement basé sur les prix, qui a conduit à l'émergence d'un rationnement basé sur les quantités, sous la pression d'Oliver Lyttelton sur Winston Churchill (Summers, 2016). Les États-Unis ont également vécu un phénomène similaire récemment, à la fin du XXe siècle. En 1974, la fin de l'embargo arabe a apporté un soulagement aux pénuries d'essence, mais le tableau énergétique global du pays est resté sombre. Le président Gerald Ford a présenté un plan visant à réduire la dépendance de l'Amérique à l'égard du pétrole importé en imposant des tarifs et des taxes sur les produits pétroliers. Son plan a été accueilli avec une condamnation universelle. Cependant, selon les sondages de cette époque, une majorité des Américains interrogés ont déclaré préférer un rationnement de l'essence au mécanisme de taxation (Cox, 2013).

- d. Le rationnement par les quantités permet d'éviter les effets rebonds lorsqu'il est appliqué à la consommation de toutes les ressources

L'impératif de croissance économique est confronté à la réalité des effets rebonds, connu également sous le nom du paradoxe de Jevons (Alcott, 2005). Ce dernier est « une situation où une amélioration technique ou sociale permettant d'utiliser plus efficacement une ressource donne lieu à une intensification de son utilisation » (Parrique, 2022). L'effet rebond peut se manifester de manière *directe* lorsque « le gain d'efficacité est réinvesti dans la même activité ». Par exemple, l'achat d'une voiture hybride plus économe en carburant peut conduire à une utilisation plus fréquente du véhicule pour cette raison. L'effet rebond peut également être *indirect* : les économies réalisées sur les dépenses d'essence grâce à l'utilisation d'une voiture plus économe seront réinvesties dans d'autres activités polluantes, telles que les voyages en avion. Ces répercussions indirectes ont un impact sur les stratégies visant à accroître l'efficacité de la production et la sobriété de la consommation (Parrique, 2022).

Cet effet indirect est très courant dans un modèle de rationnement partiel. En effet, Stan Cox explique que si seuls quelques articles sont restreints, les gens utilisent l'argent supplémentaire qu'ils auraient autrement dépensé pour des biens supplémentaires rationnés et le dépensent pour des biens non rationnés, ce qui fait augmenter leur consommation et leur prix (Cox, 2013). En d'autres termes, avec le rationnement, on se retrouve dans une situation similaire au *jeu de la taupe* (Cox, 2013) : lorsque la demande pour un produit est réduite ou limitée, elle ressurgit pour des biens non rationnés et peut nécessiter d'être maîtrisée.

Une illustration est fournie par les effets des mesures de rationnement de flux de voitures dans les grandes villes. En effet, plusieurs grandes villes dans le monde ont mis en place des mesures de rationnement basées sur les numéros de plaque d'immatriculation pour réduire la congestion routière et améliorer la qualité de l'air. Certains jours de la semaine sont réservés aux véhicules avec des numéros de plaque se terminant par certains chiffres, tandis que d'autres jours sont réservés à d'autres numéros, avec les week-ends ouverts à tous (Cox, 2013). Parmi ces exemples, on retrouve le programme de rationnement automobile basé sur les numéros de plaque d'immatriculation, mis en place par la ville de Mexico en 1989, dont l'objectif était de réduire le

trafic hebdomadaire de 20 %. Ce programme a été rapidement contourné par deux effets rebond. Le premier était un effet rebond direct : les gens ont conduit plus de kilomètres les jours où ils étaient autorisés à circuler, et le volume de la circulation a augmenté les week-ends. Le deuxième effet rebond est indirect : peu de temps après le lancement du programme, les familles plus aisées ont commencé à acheter des voitures supplémentaires avec des numéros de plaque d'immatriculation différents. Souvent, ces véhicules supplémentaires étaient des voitures d'occasion bon marché avec une faible efficacité énergétique et des émissions élevées. Finalement, le volume de trafic a été réduit de seulement 7,6% (Davis, 2008). En résumé, bien que l'objectif initial visait à réduire le trafic hebdomadaire de 20 %, les effets rebond directs et indirects ont finalement annulé les deux tiers de cette réduction prévue. On pourrait ainsi envisager que si la ville de Mexico avait complété son système d'alternance de plaques d'immatriculation avec un système de rationnement général distribuant un quota hebdomadaire de litres d'essence à chaque individu, avec une diminution progressive du budget total d'essence pour la ville, le mécanisme aurait probablement été plus efficace. Dans ce cas, les effets attendus de réduction du trafic et de la pollution atmosphérique auraient été probablement plus proches de l'objectif initial. Par ailleurs, étant donné que le bien rationné aurait été les litres d'essence, les opportunités de contourner le système en acquérant un autre véhicule ou en conduisant davantage les jours non limités auraient été fortement diminuées. Cependant, il est possible qu'un marché noir se développe dans un tel scénario.

Face à cette situation du *jeu de la taupe*, Jeff Rubin affirme que, « pour que l'efficacité totale limite réellement l'utilisation totale de l'énergie, par opposition à l'intensité énergétique », il faut empêcher les consommateurs de convertir les gains d'efficacité en consommation énergétique toujours plus importante (Rubin, 2007). Le rationnement d'énergie ou de GES pourrait réaliser cet objectif car la consommation énergétique ou les émissions de GES sont une variable commune à tous les biens et services de l'économie moderne. En effet, dans un système de rationnement imaginé par David Fleming, chaque individu aurait une « carte carbone » qui se verrait attribuer un quota annuel de droits d'émission, régissant ainsi toute utilisation d'énergie primaire (gaz, électricité, fioul, essence, etc.) (2007). Ces droits d'émission seraient exprimés en unités ou en points et seraient enregistrés sur une carte à puce, d'où le nom de « carte carbone ». Dans ce système de rationnement de carbone, les économies financières réalisées par une

personne grâce à la vente de sa voiture thermique pour opter pour un cocktail de transports actif et collectif ne pourraient pas être réinvesties dans l'achat d'un billet d'avion, à moins que l'empreinte carbone du billet d'avion ne soit inférieure à celle économisée par l'abandon de la voiture thermique. D'autres spécialistes de la question vont dans le même sens que Jeff Rubin. Herman Daly a déclaré qu'une politique du « sobriété d'abord » doit toujours être préférée à l'approche de « l'efficacité d'abord » recommandée par la plupart des économistes. Selon lui, cela s'explique par le fait qu'une politique de « sobriété d'abord » induit l'efficacité comme conséquence secondaire ; « l'efficacité d'abord » n'induit pas la sobriété - elle rend la sobriété moins nécessaire (Daly, 2003). Dans le système de rationnement de Fleming, la distribution de quotas carbone décroissants pour chaque entreprise et chaque individu inciterait toutes les industries à produire moins, mais de manière plus efficiente : moins de biens et de services, tout en ayant une utilisation énergétique plus judicieuse.

- e. Le rationnement par les quantités prévient les effets de cascade et la consommation ostentatoire

Le rationnement de biens et services permet de minimiser le plus possible les effets de cascades car ce mécanisme restreint l'expression d'une consommation des ultra-riches. En effet, l'économiste et sociologue américain Thorstein Veblen explique que les individus ne consomment pas seulement pour répondre à nos besoins directs, mais aussi pour afficher un statut social et pour se distinguer. C'est la consommation ostentatoire (*conspicuous consumption* en anglais) décrite dans son livre, la *Théorie de la classe de loisir* (1973).

Les modes de vie des classes les plus riches influencent celles qui sont moins aisées, créant ainsi des « cascades » où une augmentation de la consommation par une classe entraîne une augmentation de la consommation par toutes les classes inférieures. C'est ce que Robert H. Frank, Adam Seth Levine et Oege Dijk décrivent comme des « cascades de dépenses ». À mesure que les inégalités augmentent, ces phénomènes s'intensifient, entraînant une réduction des économies des ménages (2010).

Le succès du rationnement équitable dans le contrôle de la consommation s'explique en partie par le fait qu'il entraîne les plus grandes réductions au sommet de l'économie, contribuant ainsi à arrêter de telles cascades avant qu'elles ne commencent (Cox, 2013). Ces mécanismes de rationnement par quantité pourraient également désamorcer le tapis roulant des « biens positionnels » décrit par Fred Hirsch (1976). L'économiste britannique explique que si tout le monde augmente sa consommation, personne ne progresse véritablement. La satisfaction que quelqu'un retire d'un bien « positionnel » est conditionnée par le niveau de consommation des autres. Cela crée un jeu à somme nulle, où chaque individu qui tente de consommer davantage pour gagner un avantage social ne progresse pas en termes de positionnement et reste dans la même position relative par rapport aux autres. Une métaphore est que si tout le monde élève sa voix, personne ne s'entend.¹

2.3. Les limites du rationnement

Venons-en à présent aux principales critiques qui sont adressées en général au rationnement par les quantités. Ces critiques sont bien souvent formulées par des économistes, qui privilégient plutôt l'instrument de la taxation pour induire une réduction de la consommation de ressources. Le rationnement, perçu comme inefficace par ces économistes, n'est pas jugé à l'aune des objectifs éthiques ou politiques sous-jacents. Le sous-chapitre explore également la résistance culturelle au rationnement, surtout dans les sociétés de consommation modernes, où la liberté de consommer est étroitement liée à des droits fondamentaux et à une quête de délivrance matérielle.

a. La critique du rationnement par les quantités au profit de la taxation

L'économie néoclassique considère les problèmes environnementaux comme des externalités. Cela implique que pour résoudre ces problèmes, il est nécessaire d'internaliser ces externalités dans le système de marché par le biais de pénalités financières pour les activités qui nuisent à l'écosystème et d'incitations monétaires pour celles qui contribuent à son bien-être (Baumol and Oates, 1989; Pearce and Turner, 1990). Dans ces mécanismes de distorsion des prix, on retrouve

¹ Anecdote à part : lors de la Seconde Guerre mondiale, avant d'envisager le rationnement de chaussures, l'*Office of Economic Stabilization*, une agence du gouvernement américain mis en place pour contrôler l'inflation, avait examiné et rejeté l'alternative suivante : « contraindre les fabricants à produire des chaussures si peu attrayantes que les gens ne les achèteraient que si c'était absolument nécessaire ». C'est possiblement une mesure qui aurait pu mettre fin au phénomène des biens positionnels (Cox, 2013).

la taxe carbone. Celle-ci impose un surcoût par tonne de carbone afin de rapprocher son prix du coût social du carbone, c'est-à-dire le coût réel que ses émissions engendrent sur la société et l'environnement. En résorbant ce coût social, les recettes fiscales générées par la taxe carbone peuvent être utilisées pour financer les diverses réponses aux conséquences des changements climatiques, notamment en soutenant des initiatives de décarbonation et d'adaptation de l'économie, et redistribuer aux ménages les plus modestes et les plus impactés par cette taxe (Green, 2021). Selon les économistes en faveur de la taxe carbone, celle-ci incite les consommateurs et les entreprises à réagir au signal prix, la taxe carbone favorise des comportements et solutions bas-carbone. Or, les données empiriques démontrent une situation plus mitigée. Une méta-analyse des évaluations quantitatives *ex post* des politiques de tarification du carbone dans le monde depuis 1990 montrent que la majorité des études suggèrent que les réductions globales des émissions dues à une taxe carbone sont limitées, généralement entre 0 % et 2 % par an, ce qui est très loin des objectifs de réduction de GES de l'accord de Paris (Green, 2021). Deux raisons peuvent expliquer ce phénomène : premièrement, les prix du carbone, qui représentent un surcoût par tonne pour refléter le coût social des émissions, ne sont tout simplement pas suffisamment élevés pour induire des réductions substantielles des émissions, car la majorité des prix du carbone sont bien inférieurs aux estimations les plus prudentes du « coût social du carbone ». Deuxièmement, la tarification du carbone entraîne des fuites de capitaux, c'est-à-dire le transfert d'activités économiques vers des juridictions ne disposant pas d'une réglementation similaire. Ce phénomène est particulièrement vrai lorsque les capitaux sont très mobiles, ce qui réduit l'efficacité des mesures de tarification du carbone et peut nuire à la compétitivité des entreprises dans les régions où ces taxes sont appliquées (Green, 2021).

Généralement, les économistes néoclassiques vont juger le rationnement par les quantités comme une solution bien moins efficace. Pour certains, il s'agit un « instrument brutal, inefficace et peu susceptible d'être aussi efficace que les mécanismes du marché » (Wood et al., 2023). Weitzman (1974) souligne ainsi que le choix entre les instruments de prix (taxation) et de quantité (rationnement) dépend des incertitudes entourant les coûts marginaux et les bénéfices marginaux de la régulation. En effet, lorsque les coûts marginaux de fourniture d'un bien sont incertains, un instrument de prix (comme les taxes) est plus efficace si la courbe des bénéfices marginaux est plate, tandis qu'un instrument de quantité (comme les plafonds d'émissions) est plus adapté si

cette courbe est raide. Plus simplement, si le coût de fournir un bien, comme de l'air pur, est difficile à prévoir, une taxe est plus efficace lorsque les bénéfices de réduire la pollution sont relativement stables. En revanche, lorsque des seuils critiques doivent absolument être respectés pour éviter une catastrophe, fixer des limites strictes (comme un plafond d'émissions) devient une meilleure option. L'élément clé est la pente de la courbe des bénéfices marginaux, et non seulement les coûts (Weitzman, 1974). Par exemple, un instrument de prix, tel qu'une taxe carbone, est recommandé lorsque les bénéfices marginaux de la réduction des émissions sont relativement constants. Cependant, si un point de basculement est imminent, des contrôles plus stricts sur les émissions de carbone comme la carte carbone pourraient être nécessaires (Hepburn, 2006). En résumé, les taxes fonctionnent mieux quand les choses sont relativement stables, tandis que le rationnement est utile pour éviter des catastrophes environnementales imminentes.

Quelle est la limite du rationnement derrière cette position d'économie néoclassique ? En considérant le rationnement comme un outil trop rigide et inefficace, notamment parce qu'il ne permet pas d'ajuster l'offre et la demande de manière fluide et volontariste, comme le feraient des instruments de prix qui envoient un signal aux consommateurs et aux entreprises, les économistes classiques mettent en avant l'inefficacité technique du rationnement face aux mécanismes de marché, surtout lorsque les coûts marginaux et les bénéfices marginaux des activités régulées sont incertains, comme le démontre Weitzman (1974). Selon ces économistes, cette inefficacité se traduit en une rigidité qui empêche des ajustements flexibles de la distribution des ressources en fonction de l'offre et de la demande, contrairement aux mécanismes de prix, qui peuvent réagir rapidement aux changements de la demande ou de l'offre en ajustant les prix. Par exemple, dans le cas d'un rationnement des émissions de carbone, une entreprise faisant face à une forte demande pour son produit ne pourrait pas ajuster ses émissions pour y répondre. En revanche, un système de taxe carbone lui permettrait d'augmenter sa production, certes à un coût plus élevé, tout en générant des revenus supplémentaires qu'elle pourrait réinvestir dans la décarbonation de ses activités. Cette flexibilité, selon les économistes néoclassiques, offrirait aux acteurs économiques la possibilité de s'adapter plus efficacement aux contraintes tout en disposant des ressources nécessaires pour transformer progressivement leurs modes de production.

Cependant, la grande limite de l'argument de ces économistes est que leur analyse d'efficacité économique se concentre uniquement sur le choix des instruments à utiliser pour atteindre un objectif donné, sans examiner ni remettre en question la définition des objectifs politiques eux-mêmes, ni discuter des raisons pour lesquelles l'intervention du gouvernement serait justifiée. Autrement dit, ces économistes abordent la question de « comment atteindre un objectif » mais pas celle de « quels objectifs devrions-nous poursuivre » ou « pourquoi devrions-nous intervenir » (Wood et al., 2023). Cela signifie que l'analyse se limite à des considérations techniques d'efficacité économique, sans s'attarder sur les motivations politiques ou éthiques qui sous-tendent ces décisions. C'est notamment la position de Jamieson qui rappelle que ce débat ne peut être résolu par l'analyse économique seule, car les économistes ne peuvent pas échapper aux jugements de valeur ou aux considérations morales dans leurs travaux, même lorsqu'ils affirment ne traiter que de faits techniques (2014). En effet, comme il le souligne, les hypothèses des économistes classiques reposent souvent sur des positions normatives non reconnues (Jamieson, 2014). Tant qu'elle est strictement basée sur des considérations techniques comme l'incertitude entourant les coûts marginaux et les bénéfices marginaux de la régulation, la théorie économique est peu susceptible de soutenir le rationnement si l'objectif est une distribution égalitaire des ressources, si l'on s'oppose à ce que les riches aient la priorité dans l'accès aux biens, et si l'on estime, comme le pensait le public britannique en 1941, que toutes les classes sociales doivent partager équitablement les fardeaux de la société (Wood et al., 2023).

b. La faisabilité du rationnement face à la conception capitaliste de la liberté de consommer

Depuis la Seconde Guerre mondiale, les pays du Nord ne sont plus confrontés à des situations de pénurie généralisée, ce qui a profondément altéré la perception de la liberté de consommer. Par conséquent, on peut s'attendre à une résistance à l'imposition de limites à la consommation. Maurie Cohen ne pense pas que les résidents de toute société industrialisée accepteraient des limites globales sur la consommation, car selon lui, « après un demi-siècle d'une abondance matérielle extraordinaire, l'attachement du public envers les modes de vie consuméristes est désormais plus ferme que jamais » (Cohen, 2010). David Orr, un professeur américain, est d'accord pour dire que les perspectives de restrictions à la consommation en Amérique aujourd'hui sont sombres: « Nous devons tenir compte du fait qu'entre environ 1957 et 2008,

nous avons eu une collision avec l'opulence, et cela nous a changés en tant que peuple. Cela a changé nos attentes politiques, cela nous a changés moralement et nous avons perdu le sens de la discipline. Essayez d'imposer une taxe sur le carbone, encore moins un rationnement aujourd'hui, et vous entendrez des gémissements et des grognements de partout » (Cox, 2013).

Dans l'histoire contemporaine, certaines personnalités influentes ont cherché à remettre en question l'imaginaire collectif de cette liberté de consommer. C'était le cas de Jimmy Carter, le dernier président américain à avoir initié un débat franc sur la consommation, qui, dans un discours prononcé en 1979 à la sortie de la crise énergétique, a tenté de préparer le terrain pour un changement culturel de la consommation qui a été fortement rejeté par la population américaine et ses élites économiques :

« Dans une nation fière du travail acharné, des familles solides, des communautés soudées et de notre foi en Dieu, trop d'entre nous ont maintenant tendance à vénérer l'auto-indulgence et la consommation. L'identité humaine n'est plus définie par ce que l'on fait, mais par ce que l'on possède. Mais nous avons découvert que posséder des choses et consommer des choses ne satisfait pas notre désir de sens. Nous avons appris que l'accumulation de biens matériels ne peut combler le vide de vies qui n'ont ni confiance ni but » (Jimmy Carter, 1979)

Depuis lors, aux États-Unis, la liberté de consommer a pris une importance encore plus grande, devenant essentielle à l'exercice de nombreux droits fondamentaux, tels que la liberté de se déplacer, de s'associer, de communiquer, d'accéder à un emploi épanouissant ou à des soins de santé de qualité, et même de choisir librement son alimentation et ses boissons. Dans ce contexte, toute politique visant à limiter l'accès à ces ressources risque de rencontrer une forte opposition (Cox, 2013).

Selon Aurélien Berlan, philosophe et jardinier français, cette liberté de consommation s'inscrit dans une dynamique transhistorique qui a façonné la civilisation humaine : la quête de délivrance matérielle visant « la suppression des maux associés à la condition terrestre, donc le dépassement de la condition humaine » (2021). Cette délivrance matérielle s'est manifestée par le fait de déléguer le fardeau de la condition humaine à d'autres, en reportant sur eux les efforts nécessaires pour satisfaire nos besoins, autrement dit en faisant « faire à autrui » ce que nous ne voulons pas

assumer nous-mêmes. Et généralement, cette délivrance matérielle a nécessité diverses formes de dominations sociales plus ou moins directes et violentes, comme l'asservissement par les armes de gens réduits au statut d'esclave ou de serf. Bien que la généralisation de la délivrance matérielle depuis la Seconde Guerre mondiale dépende des énergies fossiles, permettant à l'humanité de surmonter les limites de l'énergie humaine et animale, elle repose toujours sur des formes de domination sociale, désormais plus « libérales » — indirectes et impersonnelles —, atteignant ainsi les mêmes objectifs tout en évitant le recours explicite à la violence. Cette domination sociale repose sur une inégalité de richesse car « l'accumulation d'argent permet aux riches de se décharger de certaines tâches » en s'appropriant à la fois les fruits et le temps de travail d'autrui. À l'ère de la liberté libérale, ce n'est donc pas seulement le « laisser-faire » qui règne, mais bien le « faire-faire » (Berlan, 2021). Dans notre société actuelle, cette quête de délivrance matérielle est soutenue par presque toutes les institutions : l'État, les syndicats, les entreprises, voire même la société civile. C'est la « coalition de croissance » (Schnaiberg, 1980) en tant que force sociale hégémonique dans les sociétés capitalistes avancées qui fait le poids dans les débats publics. Cette coalition est composée d'entreprises organisées, de syndicats organisés et de l'État qui trouveront, au-delà de leurs intérêts conflictuels, dans la croissance économique et dans la liberté de consommation, un moyen de faire progresser leurs moyens économiques (plus de profits, plus de salaires, plus d'impôts) et leurs objectifs (accumulation de capital, niveau de vie plus élevé, économie et services sociaux plus forts) (Pineault, 2023).

Face à l'option du rationnement, les trois acteurs seraient probablement sceptiques : l'État qui est convaincu que le gouvernement devrait d'abord « collecter » de l'argent pour financer les dépenses de l'État, et que la liberté consumériste serait donc nécessaire (notamment par les impôts de consommation) pour financer l'augmentation des dépenses sociales (Vogel et al., 2024); les entreprises privées qui misent sur cette liberté consumériste pour réaliser leur valeur et absorber leur surplus de production (Pineault, 2016; Pineault, 2019; Baran et Sweezy, 1968), et les syndicats qui visent à augmenter le nombre d'emplois et les salaires horaires, soit le volume global des revenus salariaux, pour assurer des conditions de vie décentes aux travailleurs mais aussi pour permettre aux travailleurs d'absorber l'expansion actuelle de la production de biens et services (Vogel et al., 2024; Pineault, 2023).

Cette quête de délivrance matérielle représente en réalité un obstacle majeur au rationnement, car elle encourage une consommation effrénée, visant à libérer certains humains du fardeau lié à l'extraction, la production et la dissipation des marchandises, et entre ainsi en contradiction avec le principe même de la limitation de la consommation des ressources. C'est donc une quête d'autonomie matérielle, voire d'indépendance matérielle, au lieu d'une quête de délivrance matérielle qu'il faudrait privilégier dans un contexte de rationnement (Berlan, 2021). Elle pourrait s'inspirer du principe d'autonomie d'Ivan Illich (2021). Illich oppose l'autonomie à la liberté de consommer. Ainsi, selon lui, rejeter le rationnement au motif qu'il entrave la liberté de consommer est invalide. Il considère que ces deux concepts sont antithétiques : « Une société qui définit le bien comme la satisfaction maximale du plus grand nombre par la plus grande consommation de biens et services industriels mutile de façon intolérable l'autonomie de la personne » (2021). Il propose plutôt de redéfinir le bien dans une société comme « la capacité de chacun de façonner l'image de son propre avenir, » en appliquant des critères négatifs pour proscrire les lois et les outils qui entravent l'exercice de la liberté personnelle. Illich distingue clairement la liberté de l'autonomie dans sa définition de la convivialité. Selon lui, l'autonomie peut être compatible avec des limitations des libertés individuelles, pourvu que ces limitations favorisent l'autonomie des membres de la communauté.

Cette redéfinition de la liberté par l'autonomie met de côté la dichotomie entre société rationnée et société abondante en ressources exploitables car cette dernière nous conduit à percevoir le rationnement comme une contrainte inutilement restrictive. Avec cette redéfinition de la liberté, le rationnement est un mécanisme d'autolimitation protégeant l'autonomie personnelle de l'individu face au pouvoir « mutilant » de la sur-consommation. En effet, permettant à l'individu de reprendre en main son autonomie de décision, le rationnement se doit être l'outil convivial de résistance contre « le monopole radical » qui impose, sous une forme particulière de contrôle social, « la consommation obligatoire d'un produit standard que seules les grandes institutions peuvent fournir » (Illich, 2021).

c. La faisabilité du rationnement face à des grands intérêts financiers et industriels

Gérer le rationnement est déjà complexe en période de rareté ; l'utiliser pour faire face à l'abondance pourrait présenter des défis encore plus grands (Cox, 2013). Aujourd'hui, l'humanité

ressent une rareté dissipative des puits de carbone (et à une surabondance des rejets polluants) plutôt qu'une rareté extractive des sources de carbone, c'est-à-dire qu'elle fait face à une saturation invisible des systèmes naturels à absorber les émissions de carbone plutôt qu'à un épuisement visible des ressources fossiles. Bien que l'abondance des combustibles semble rassurante d'un point de vue énergétique, elle masque une crise climatique moins perceptible mais tout aussi urgente à gérer. Dans ce contexte, l'absence de signaux tangibles et immédiats de cette rareté dissipative peut donner une fausse impression de sécurité. Cela alimente la tentation de relâcher les restrictions et de réduire artificiellement le niveau de rareté, compromettant ainsi les efforts nécessaires pour prévenir une crise majeure (Wood et al., 2023). De plus, les politiques néolibérales prédominantes ces dernières décennies ont vigoureusement opposé toute intervention qui pourrait être perçue comme une intrusion injustifiée dans la souveraineté des consommateurs, en argumentant que toute ingérence avec la demande des consommateurs serait déplacée (Redmond, 2000; Gowdy and Walton, 2003).

Donc, les grands intérêts financiers et industriels auront certainement tendance à affaiblir, démanteler voire détruire tout effort de rationnement. En effet, puisque toute forme de rationnement ou de restriction est perçue comme une menace pour leurs marges bénéficiaires ou leurs parts de marché, ces acteurs auront tendance à affaiblir, démanteler, voire détruire les efforts de rationnement pour protéger leurs propres intérêts. Les pressions économiques pour émettre davantage de quotas resteraient fortes et constantes, à l'instar des pressions subies par l'Europe pour augmenter le plafond de son système d'échange de quotas d'émission de carbone. En somme, l'articulation entre idéologies néolibérales et pressions économiques met en lumière la nécessité d'une vigilance accrue pour assurer l'équité et la durabilité des mesures de rationnement. Une fois les règles économiques de base établies, il sera crucial de les appliquer de manière équitable à tous, sans favoritisme envers les grandes entreprises considérées comme trop importantes pour échouer (*too big to fail*) ou envers les individus riches, puissants ou influents politiquement (Cox, 2013).

Chapitre 3: Cadre analytique de la décroissance et démarche méthodologique

3.1. Cadre analytique de la décroissance

Comme on l'a vu dans l'introduction, la stratégie de croissance verte, bien qu'adoptée par les gouvernements et les industries, reste inefficace face à l'augmentation de la production et de la consommation. Le découplage absolu entre la croissance économique et les impacts environnementaux étant impossible à court terme, la décroissance propose un changement radical de paradigme, visant à ralentir l'économie et à réduire la production et la consommation. Cela impliquerait de réorganiser la société pour vivre en harmonie avec les limites planétaires, en réduisant la production et la consommation pour instaurer une économie stationnaire respectant les seuils écologiques essentiels à la survie des écosystèmes et de l'humanité. Une telle transition exigerait une diminution significative de l'extraction des ressources naturelles et des pollutions diverses, dans une démarche de justice sociale et de suffisance.

Cependant, cette décroissance n'est pas juste une affaire de réencastrement de l'industrie du textile dans les limites planétaires (Rockström et al., 2009), mais aussi une démarchandisation des systèmes d'approvisionnement (logement, alimentation, sports, culture, santé, etc.) afin que ces systèmes ne soient plus considérés comme faisant partie de la sphère du PIB (Kropfeld et al., 2018). C'est également un projet décolonial porteur de justice sociale qui vise à démanteler les systèmes d'oppressions et de domination où les pays du Nord s'approprient l'énergie humaine et les ressources des pays du Sud en dépossédant les peuples qui y habitent de leur capacité de production qui pourrait être utilisée pour les besoins humains locaux. C'est cette appropriation du Sud global, incarnée par l'exploitation de millions de personnes dans des conditions de travail précaires et pour des salaires de misère (Emran et al., 2019), qui permet la surconsommation de biens et de ressources dans les pays du Nord (Hammer, 2023). Lorsqu'on quantifie cette appropriation, nous observons qu'en 2021, les économies du Nord ont absorbé 826 milliards d'heures de travail provenant du Sud, couvrant tous les niveaux de compétences et les secteurs, ce qui représente une valeur salariale équivalente à 16,9 billions d'euros aux prix du Nord

(Hickel et al., 2024). Donc, la décroissance est nécessaire comme stratégie politique de décolonisation qui vise à reconnaître la réalité de la dette écologique et qui appelle à mettre fin aux modèles coloniaux d'appropriation qui soutiennent la croissance du Nord, afin de libérer le Sud de sa servitude vis-à-vis de cette croissance (Hickel, 2021).

Dans cette section, nous proposons un cadre analytique de la décroissance afin d'analyser le cas historique étudié dans le chapitre 2, en mettant l'accent sur trois valeurs fondamentales : la soutenabilité, la justice et l'autonomie, présentés par Yves-Marie Abraham (2019). Ce cadre permet d'appréhender la mission systémique et multifacette de la décroissance décrite ci-dessus, qui s'étend de la préservation écologique à la lutte pour la justice sociale

Le pilier de la soutenabilité englobe plusieurs éléments autour de la gestion biophysique des ressources qui vise à réencadrer l'économie dans les limites écologiques. Une des propositions intéressantes est celle suggérée par Herman Daly, un économiste américain et un des pionniers de l'économie écologique. En effet, Daly propose trois principes pour une gestion durable des ressources : (i) le prélèvement des ressources ne doit pas dépasser leur capacité de régénération ; (ii) la production de déchets ne doit pas excéder la capacité des écosystèmes à les absorber ; et (iii) à long terme, les ressources non renouvelables ne devraient plus être utilisées du tout, favorisant leur réemploi prolongé lorsque nécessaire (2007). Ce qui caractérise la soutenabilité dans le cadre de la décroissance, c'est qu'elle repose exclusivement sur le concept de « soutenabilité forte ». La soutenabilité forte se définit par l'idée que le « capital naturel (ressources naturelles, écosystèmes) ne peut être substitué par le capital humain ou technologique. Autrement dit, les ressources naturelles doivent être préservées dans leur intégrité et ne pas être dégradées, car elles sont essentielles et irremplaçables pour la survie des systèmes écologiques et humains.

Donc, la soutenabilité prônée par la décroissance se distingue clairement de la soutenabilité faible, qui repose sur l'idée que l'ensemble du capital manufacturé et naturel soit maintenu au fil du temps afin de garantir que le bien-être humain ne diminue pas, ce qui implique que les bénéfices tirés de l'épuisement du capital naturel soient réinvestis de manière efficace et en quantité suffisante pour générer une augmentation du capital manufacturé (Victor, Hanna et

Kubursi, 1998). L'aspect central de cette forme de soutenabilité réside dans la conviction que le capital naturel peut être substitué par du capital technologique ou manufacturé. Autrement dit, tant que le bien-être global est préservé, il est possible de compenser la perte de ressources naturelles par des innovations technologiques (par exemple, la disparition des abeilles pourrait être compensée par l'utilisation de drones pollinisateurs). En plus de la soutenabilité écologique, la décroissance, en elle-même, doit être soutenable sur le plan social et économique. Cela signifie qu'elle ne doit pas entraîner une dégradation des conditions de vie, comme lors d'une récession ou d'une dépression économique, mais plutôt favoriser une transition équitable qui améliore le bien-être humain tout en réduisant les impacts environnementaux (Schneider, Kallis et Martinez-Alier, 2010). De plus, la décroissance soutenable ne vise pas seulement à réduire la production et la consommation, mais à réorienter l'économie vers des activités à faible intensité de ressources qui renforcent la qualité de vie et la justice sociale. Le terme « soutenable » ne sous-entend pas que la décroissance doit se poursuivre indéfiniment mais fait plutôt référence à la nécessité d'une transformation qui soit durable dans ses effets sociaux et environnementaux, tant à court terme qu'à long terme. L'objectif n'est pas de maintenir une baisse continue du PIB, mais de parvenir à une société où le bien-être, la justice sociale et la soutenabilité écologique sont prioritaires, indépendamment de la croissance économique (Schneider, Kallis et Martinez-Alier, 2010).

Le deuxième pilier est celui de la justice. En effet, la décroissance vise une justice à plusieurs facettes: entre les générations, entre les humains (intergénérationnelle) et entre les humains et non-humains (Abraham, 2019). Ce deuxième pilier repose sur la notion de justice, ici comprise comme un idéal d'égalité réelle entre les êtres humains, qui dépasse l'égalité formelle des droits pour viser une égalité des chances plus concrète et équitable. La décroissance est un appel à rompre avec les injustices intergénérationnelles de notre système de croissance. Ce dernier tend « à produire toujours plus d'artefacts à durée de vie très courte et de déchets à durée de vie très longue » (Abraham, 2019). Parfois, cet ensemble de capital manufacturé est appelé la *technosphère*, englobant toutes nos structures sociales complexes ainsi que les infrastructures physiques et les objets qui facilitent les flux d'énergie, d'information et de matériaux nécessaires au fonctionnement du système (Zalasiewicz et al., 2017). Cette technosphère s'intègre au sein de la biosphère (Kassas, 1984). Cependant, sa masse, désormais cinq fois supérieure à celle de la

biomasse, a littéralement explosé et s'est abattue sur la Terre, menaçant la capacité de maintenir un environnement habitable (Bonnet, Landivar et Monnin, 2021; Zalasiewicz et al., 2017). La technosphère léguée par nos ancêtres est à l'origine des désastres écologiques actuels, allant de la hausse des températures aux plastiques, déchets radioactifs et autres polluants persistants, et celle d'aujourd'hui contribuera aux catastrophes de demain, rendant progressivement la planète inhabitable. Une autre grande injustice intergénérationnelle est l'héritage d'un monde balayé par un processus de dépossession des moyens de production et de subsistance où nous sommes passés d'une « situation où la majeure partie de l'humanité n'avait pas besoin d'argent du tout à une situation où la majeure partie de l'humanité peine à survivre avec extrêmement peu d'argent » (Hickel, 2019a). Ce processus de prolétarisation forcée a contraint les individus à devenir des prolétaires, c'est-à-dire des travailleurs dépendants de l'emploi salarié pour leur subsistance (Hickel, 2019b). En effet, tout enfant né aujourd'hui risque de passer une grande partie de sa vie en tant que salarié, une situation de « double dépendance » où, d'une part, les travailleurs dépendent matériellement des moyens de production détenus par les capitalistes, et, d'autre part, ils sont juridiquement subordonnés à leur employeur par le contrat de travail, qui les oblige à suivre ses directives pendant les heures payées (Berlan, 2021). Malgré ses promesses d'une abondance matérielle pour tous, le système de croissance est également à l'origine de plusieurs injustices intragénérationnelles. Alors que la « courbe de Kuznets », utilisée pour justifier ces promesses, suggérait que les inégalités se réduisent avec l'augmentation de la richesse, les données empiriques récentes montrent le contraire. Par exemple, le travail de Thomas Piketty et de son équipe démontre que, dans les économies avancées, les inégalités ont diminué dans la première moitié du XXe siècle, mais ont recommencé à s'aggraver dès les années 1970, atteignant des niveaux similaires à ceux de la fin du XIXe siècle (Chancel et Piketty, 2021). Enfin, la question de la justice englobe également les relations entre humains et non-humains, car le système de croissance engendre de nombreuses « injustices interespèces » (Abraham, 2019). Il y a 10 000 ans, les vertébrés terrestres étaient majoritairement sauvages et représentaient une masse d'environ 300 millions de tonnes. En 1900, cette masse était de 450 millions de tonnes, dominée par les animaux d'élevage, et elle a triplé au début des années 2000, principalement en raison de l'explosion des populations humaines et animales domestiques. Aujourd'hui, les vertébrés sauvages ne constituent plus qu'environ 2 % de cette masse totale (Smil, 2002). Cette situation résulte d'un modèle centré sur la consommation humaine, où la croissance massive des

animaux d'élevage et le déclin dramatique des populations d'animaux sauvages ont eu lieu pour répondre aux désirs des humains, constituant un écocide animal sans précédent dans l'histoire de la planète.

Le troisième pilier est celui de l'autonomie, entendue comme une condition nécessaire pour s'émanciper des dominations impersonnelles imposées par les macro-systèmes économiques, techniques et bureaucratiques qui régissent nos vies (Berlan, 2021). L'autonomie, ainsi envisagée, s'oppose fondamentalement à l'hétéronomie, où les choix de vie sont dictés par des systèmes techniques ou des institutions centralisées, et ouvre la voie à une réappropriation collective des moyens de vivre et de décider. Cette autonomie se décline en deux dimensions essentielles : l'autonomie politique et l'autonomie matérielle. L'autonomie politique consiste à « s'organiser collectivement pour se donner ses propres lois (en général par le biais d'une assemblée générale) et s'occuper des affaires communes (plutôt par l'intermédiaire d'un conseil ou de personnes missionnées par l'assemblée), en évitant l'autonomisation des fonctions politiques en un appareil séparé » (Berlan, 2021). Ceci requiert l'établissement des formes de démocratie directe fondées sur l'isonomie (égalité devant les règles) et l'iségoria (égalité d'expression). Elle repose sur des pratiques telles que la rotation des charges, leur exercice de manière collégiale, et des mandats impératifs et révocables, tout en priorisant la recherche du consensus dans les conflits (Berlan, 2021). Quant à l'autonomie matérielle, elle renvoie à la capacité des individus et des communautés à subvenir eux-mêmes à leurs besoins essentiels, en rompant avec la dépendance aux structures économiques dominantes. Cela suppose de relocaliser les activités, de maîtriser les techniques nécessaires à une production respectueuse des écosystèmes et des humains, et de reconstruire des réseaux d'entraide (Berlan, 2021).

De nombreux penseurs, tels que Simone Weil, Ivan Illich, Günther Anders, Jacques Ellul et Lewis Mumford, ont contribué à la réflexion sur l'autonomie à travers la pensée technocritique, un courant critique du concept de progrès technique. Pour le philosophe-prêtre et critique social autrichien Ivan Illich, le concept de la convivialité (2021) propose une alternative radicale à la société industrielle, en mettant l'accent sur la créativité, l'autonomie et la liberté individuelle. Il défend l'idée que l'usage industriel des outils est aliénant, car il privilégie l'efficacité au détriment de la créativité humaine, réduisant les individus à des opérateurs de machines. Alors

que les « outils manipulateurs » limitent l'indépendance et créent des monopoles radicaux qui génèrent des processus de production industrielle exerçant « un contrôle exclusif sur la satisfaction d'un besoin pressant » et excluant « les activités non industrielles de la concurrence », les « outils conviviaux » sont accessibles à tous et favorisent l'autonomie (Illich, 2021), permettant une plus grande créativité et liberté. C'est à partir de cette analyse que Illich critique la dépendance de la société industrielle aux machines et propose une « société conviviale » dans laquelle les technologies servent les individus plutôt que les gestionnaires, tout en respectant les limites écologiques. Le philosophe et sociologue français Jacques Ellul, dans *La technique ou l'enjeu du siècle* (1954), décrit la technique comme un ensemble systématique de méthodes visant l'efficacité absolue dans tous les domaines de la vie humaine. Contrairement à la machine, la technique est un phénomène sociologique qui organise et structure toute activité humaine en recherchant la manière la plus efficace d'atteindre un objectif, souvent au détriment du sens de cet objectif. Cette quête d'efficacité entraîne la production de tout ce que la technique permet, sans que l'humain n'en garde véritablement le contrôle. Ellul critique la manière dont la technique engendre des effets secondaires indésirables, comme la dégradation écologique, qui sont ensuite traités par de nouvelles solutions techniques, créant un cycle sans fin de défis techniques et de technosolutions. Ce processus nécessite une centralisation accrue du capital, car la technique, dans sa quête d'autonomie et d'auto-augmentation, devient de plus en plus coûteuse. Ainsi, Ellul soutient que les petites entreprises décentralisées sont incompatibles avec le progrès technique, et que la centralisation économique, soit sous forme d'économie corporative ou étatique, est inévitable, jugeant donc utopique l'idée de décentraliser tout en maintenant le progrès technique. Dans *Technics and Civilization* (1934), Lewis Mumford classe les technologies en outils, machines et machines-outils, en fonction de leur flexibilité et de leur indépendance par rapport à l'opérateur. Les machines nécessitent une spécialisation accrue, des sources d'énergie externes et sont limitées dans leurs applications. Mumford, tout comme Schumacher et Illich, ne prône pas l'abandon des technologies modernes, mais encourage une meilleure compréhension de leur utilité et de leurs impacts sociaux, insistant sur la nécessité de restructurer l'utilisation des outils pour réorienter la pensée et les activités sociales vers la vie. Il critique l'influence croissante des processus mécaniques sur la vie organique et considère cela comme un symptôme d'une « troisième vague », en écho à la « seconde étape » d'Illich. Dans *Small is Beautiful* (1993), E.F. Schumacher critique l'usage des technologies « gigantesques »

dans la société industrielle, accessibles uniquement à une élite fortunée, et aliénant ainsi la majorité des individus de la prise de décision autonome. Il note que ces technologies ont réduit la part de la population travaillant directement dans des secteurs productifs, comme l'agriculture, tout en dévalorisant ce type de travail. Pour y remédier, Schumacher propose des « technologies intermédiaires » ou des « technologies à visage humain ». Ces technologies doivent être abordables en fonction des revenus locaux, adaptées aux petites échelles d'application, et conçues pour stimuler la créativité humaine. Il plaide pour la décentralisation, l'accessibilité et la simplification des technologies afin de les rendre moins complexes et moins coûteuses, tout en limitant leur impact sur la nature.

3.2. Démarche méthodologique

Le cas historique du rationnement britannique pendant la Seconde Guerre mondiale, étudié dans ce mémoire, offre une richesse d'éléments à analyser sous l'angle de la décroissance, tout en restant suffisamment ciblé pour permettre une exploration détaillée et cohérente. En concentrant l'étude sur un contexte spécifique, nous pouvons dégager des conclusions pertinentes sur la mise en œuvre du rationnement dans un cadre particulier, tout en réfléchissant à ses apports et limites pour des stratégies actuelles de réduction de la consommation et de transformation socio-économique. Le cas britannique permet ainsi de saisir l'interaction complexe entre rationnement, justice sociale, économie de guerre et transformation des comportements de consommation à grande échelle. Dans le dernier chapitre sur la politique d'autolimitation, la méthodologie adoptée suit un processus structuré en plusieurs étapes clés. Elle commence par un examen des travaux existants sur les politiques d'autolimitation, notamment ceux d'André Gorz, pour en dégager les principes fondamentaux. Cette analyse met en lumière une différence cruciale entre le rationnement britannique et l'autolimitation écologique : l'importance accordée à la délibération démocratique et participative. Ce constat permet de développer un plaidoyer en faveur de la démocratie délibérative, tant pour replacer les citoyens au centre des décisions politico-économiques de la société que pour son efficacité à susciter une mobilisation collective proactive. À partir de là, le chapitre propose un cadre politique de planification écologique, intégrant les enseignements de Gorz, une politique des besoins et d'autolimitation, ainsi que la souveraineté populaire. Enfin, il revisite certains aspects essentiels du rationnement britannique — les quotas individuels, la valeur non financière des biens et services et la communication

publique — en les adaptant à une perspective de planification écologique visant à soutenir une politique d'autolimitation.

Une étude de cas historique constitue le cœur de la méthode employée dans ce mémoire. Pourquoi? Selon Yin (2017), l'étude de cas présente l'avantage d'être hautement applicable aux contextes réels et aux situations humaines. Elle permet une analyse à la fois approfondie, globale et intégrée d'une unité sociale complexe aux multiples variables. L'objectif est de mobiliser diverses sources complémentaires afin d'obtenir une vision plurielle du phénomène, rendant ainsi l'analyse du chercheur plus approfondie et fiable (Yin, 2017). Dans ce mémoire, l'étude de cas peut être considérée comme descriptive, c'est-à-dire qu'elle vise à comprendre les événements en suivant des objectifs précis et des procédures formelles orientées vers la résolution de problèmes ou l'évaluation d'alternatives, afin d'obtenir une compréhension complète du phénomène (Yin, 2017). Cependant, les études de cas sont souvent critiquées pour leur validité et leur fiabilité (Riege, 2003; Street & Ward, 2012). Assurer leur rigueur est essentiel pour garantir des résultats crédibles, vérifiables, transférables et fiables (McGloin, 2008). Une étude de cas doit assurer : (1) une validité de construction pour une évaluation correcte des concepts ; (2) une validité interne garantissant l'adéquation des inférences aux données ; (3) une validité externe assurant la représentativité des résultats ; et (4) une fiabilité permettant la reproductibilité de l'étude (Yin, 2017). Les paragraphes suivants détailleront ces quatre critères afin de démontrer la rigueur méthodologique de ce mémoire et d'assurer la crédibilité des résultats obtenus.

Le premier facteur à considérer est la validité de la construction, impliquant l'utilisation de plusieurs sources de données et un processus de triangulation pour garantir la qualité des informations (Quintão et Andrade, 2020). Selon Fusch et al. (2018), cela nécessite de recueillir des données provenant de différentes sources, comme des interviews multiples ou des archives variées. La fiabilité d'une étude de cas repose donc sur la triangulation des données, qui implique l'utilisation de divers instruments de collecte, la mise en chaîne des preuves et la rigueur dans le traitement des informations. L'étude de cas dans ce mémoire répond à cette rigueur méthodologique car elle collecte des données provenant de différentes sources secondaires (ouvrages historiques, articles académiques, et rapports) et sources primaires (archives publiques et privées, rapports de sondages, presse d'époque, vidéos gouvernementales). Cette combinaison permet de confronter les interprétations académiques à des témoignages directs et à des

documents originaux, offrant une vue d'ensemble nuancée. Les sources secondaires ont été retenues pour leur capacité à contextualiser les événements et à fournir des analyses théoriques robustes, tandis que les sources primaires ont été choisies pour leur authenticité et leur capacité à rendre compte des perceptions contemporaines, des réactions sociales et des politiques mises en place. Dans l'ensemble, ces documents ont été sélectionnés non seulement pour leur pertinence historique et leur capacité à mettre en lumière les spécificités culturelles, sociales, économiques, institutionnelles et politiques du cas britannique, mais aussi pour leur diversité, permettant d'obtenir une vision globale de la période étudiée et d'éviter les biais d'interprétation d'un seul type de source. Parmi l'ensemble des sources, on retrouve un corpus constant à travers ce mémoire reposant sur des travaux majeurs. Les textes d'Izabela Zweiniger-Bargielowska, historienne universitaire spécialisée dans la Grande-Bretagne du XXe siècle, sont essentiels pour comprendre la politique britannique de rationnement et d'austérité de 1939 à 1955 (Zweiniger-Bargielowska, 1994; 2000). Elle examine les répercussions du rationnement sur la consommation et la politique du Parti conservateur. Julie Summers, consultante historique et écrivain, dans son livre « Fashion on the Ration », apporte une perspective sur la mode pendant la guerre, en expliquant comment les restrictions ont influencé le style vestimentaire des années 1940 (2016). Le livre de Hargreaves et Gowing (1952), « History of the Second World War: Civil Industry and Trade », explore la gestion de l'industrie civile et du commerce en période de guerre, en présentant un cadre analytique de la production de guerre. De son côté, l'économiste Dexter Merriam Keezer (1943) analyse le rationnement et le contrôle des prix en Grande-Bretagne pendant la Seconde Guerre mondiale, en étudiant l'efficacité de ces politiques économiques dans un contexte de pénurie. Le livre de Norman Longmate (2002), historien social et militaire, décrit la vie quotidienne pendant la guerre, en mettant en lumière les défis rencontrés par les civils. Maggie Wood, éditrice britannique, présente un recueil sur les vêtements féminins pendant la guerre, abordant les stratégies de conservation des ressources (1989). Enfin, l'ouvrage de Paul Addison (1985) offre une analyse de la société britannique après la guerre, en explorant les transformations sociales et économiques de l'après-guerre.

Le deuxième critère de rigueur méthodologique est la validité interne qui fait référence à la capacité du chercheur à démontrer que les conclusions tirées de l'étude sont bien le résultat des variables étudiées et non d'autres facteurs extérieurs (Quintão et Andrade, 2020). Cela implique de s'assurer que la relation entre cause et effet est correctement établie et que les résultats sont

réellement dus aux interventions ou conditions spécifiques observées, et non à des biais, des erreurs de mesure ou des influences extérieures non prises en compte. Les sources mentionnées (Zweiniger-Bargielowska, 1994; 2000; Summers, 2016; Hargreaves et Gowing, 1952; Keezer, 1943) offrent une validation interne de l'étude du rationnement au Royaume-Uni en permettant d'établir un lien causal entre les mesures de rationnement et les changements observés dans la société britannique pendant la Seconde Guerre mondiale. Julie Summers (2016), dans son ouvrage sur la mode pendant la guerre, montre comment les restrictions alimentaires et matérielles ont influencé le style vestimentaire, établissant ainsi un lien direct entre le rationnement et l'évolution des pratiques culturelles. Ce lien confirme que les effets observés résultent bien des politiques mises en place durant la guerre. De même, le livre de Hargreaves et Gowing (1952) sur la gestion de l'industrie civile et du commerce présente des données sur la production de guerre et la manière dont le rationnement a été intégré dans les processus industriels. Les données de ce livre précisent comment les restrictions imposées sur les tissus et les vêtements ont conduit à des économies substantielles en matières premières et à une gestion rigoureuse de la production, confirmant que les changements observés sont directement liés aux politiques de rationnement mises en place pendant la guerre (Hargreaves et Gowing, 1952).

Le troisième critère de rigueur méthodologique est la validité externe qui repose sur le choix des cas étudiés et la méthode utilisée (Quintão et Andrade, 2020). Il est important d'expliquer que les phénomènes observés peuvent être reproduits dans d'autres contextes. L'objectif n'est pas de faire une généralisation statistique, ce qui n'est pas possible avec une ou plusieurs études de cas, mais de tirer des conclusions qui peuvent être appliquées à une théorie. Cette validité permet donc d'approfondir la description du cas étudié tout en tenant compte de ses spécificités, évitant ainsi des comparaisons hors contexte tout en mettant en lumière des dynamiques généralisables. Pour garantir la validité externe, il faut expliquer pourquoi un cas a été choisi et décrire le contexte de l'étude de cas. Le choix d'étudier un seul cas historique, celui du rationnement des textiles au Royaume-Uni pendant la Seconde Guerre mondiale, repose sur l'idée que ce cas est exceptionnel. En effet, selon Mariotto et al. (2014), une étude de cas unique n'est pertinente que si le cas est exceptionnel, critique ou permet d'analyser l'évolution d'un phénomène dans le temps. Dans ce travail, le critère d'exceptionnalité s'applique, car le cas britannique, choisi pour sa spécificité historique et son caractère emblématique, constitue un exemple rare et singulier, illustrant des mesures de rationnement inédites dans une société orientée vers la croissance économique. Cette

expérience historique a eu des répercussions profondes sur les structures économiques, sociales et politiques du pays et reste souvent citée comme un exemple significatif d'implémentation de politiques de contrôle des ressources. Pour la description du contexte de l'étude de cas, voir la section 4.1.

Le quatrième critère de rigueur méthodologique est la fiabilité qui est liée au processus de reproduction des études. Comme il n'est généralement pas possible de reproduire une étude de cas dans les conditions dans lesquelles elle s'est déroulée, sa fiabilité est fondamentalement démontrée par la triangulation des données (Quintão et Andrade, 2020). Pour garantir la fiabilité de cette étude de cas historique, une approche méthodique et systématique de la collecte et de l'analyse des données fut essentielle. Le protocole de collecte des données a permis de combiner des sources primaires et secondaires, chacune choisie en fonction de sa pertinence pour le phénomène étudié. Afin d'assurer la cohérence et la validité des données, les informations collectées ont été croisées entre elles, en utilisant le logiciel de gestion de bibliographie Zotero et le logiciel d'analyse qualitative de textes et de données Taguette, pour organiser et coder les données selon des thématiques précises. C'est donc l'analyse thématique qui a été privilégiée dans ce travail de recherche car étant une méthode d'analyse qualitative utile pour identifier, organiser et interpréter les thèmes récurrents dans les données collectées, elle permet de structurer les informations en fonction de leur signification et de repérer des tendances ou des relations pertinentes pour répondre à la problématique du mémoire (Braun et Clarke, 2024). Par exemple, les effets macros du rationnement sur la mode et la consommation ont été systématiquement mis en relation avec les témoignages historiques de certaines personnes décrivant l'impact du rationnement sur leur propre style vestimentaire.

Chapitre 4: Le rationnement britannique du textile lors de la Seconde Guerre mondiale

Dans ce deuxième chapitre, nous étudierons le cas historique de ce mémoire : le rationnement des textiles au Royaume-Uni entre 1941 et 1949. Dans la première partie, nous commencerons par examiner le contexte industriel et social dans lequel s'inscrit le rationnement britannique. Ensuite, nous examinerons le rôle principal du Board of Trade dans les restrictions d'approvisionnement, la prohibition de certains matériaux et de biens de consommation et la mise en place de ce dispositif tout en analysant les raisons qui ont poussé au rationnement. C'est aussi l'occasion, dans cette partie, de faire quelques observations sur la complexité et le fonctionnement de la bureaucratie derrière cette mesure politique de rupture ainsi que les stratégies de communication gouvernementale. La partie suivante se concentre sur la description du dispositif du rationnement dans sa conception et son opérationnalisation ainsi que ces deux autres politiques connexes qui furent essentielles: la politique *Utility Clothing Program* et le contrôle des prix. Après, c'est une analyse des impacts sociaux et économiques à plusieurs échelles de ces trois politiques qui est proposée (émergence de l'autoproduction, réseaux de solidarité, amélioration de la qualité des textiles, etc.). Enfin, nous aborderons les réactions de l'opinion publique, de la presse, et des fabricants, ainsi que les problématiques liées au marché noir, les fraudes, et la fin progressive du rationnement sous l'effet des pressions politiques et des changements dans l'opinion publique.

4.1. Dans quel contexte le rationnement a-t-il été instauré ?

a. Le contexte économique

Le rationnement des textiles au Royaume-Uni a commencé à être mis en place en 1941, après plusieurs mois de préparation et de discussions gouvernementales. Il a été introduit officiellement le 1er juin 1941, suite à la prise de décision du gouvernement britannique face à la nécessité de réguler la consommation de biens civils pendant la guerre.

Ce rationnement s'inscrivait dans un contexte socio-économique et militaire particulier, sans précédent, où la guerre et ses conséquences mettaient à rude épreuve l'ensemble des ressources

disponibles. En effet, après sa déclaration de guerre, deux jours après l'invasion de la Pologne par l'Allemagne nazie le 1er septembre 1939, le gouvernement britannique a été contraint de fabriquer des uniformes militaires à une échelle impressionnante. En 1940, le nombre le plus élevé d'articles d'uniformes a été produit pendant la guerre : 17,5 millions de blousons et pantalons de combat, plus de 3,5 millions de grands manteaux, 16,5 millions de chemises et de gilets, ainsi que près de 12 millions de paires de bottes de munitions (Brayley, 2001). Après avoir évité le rationnement de vêtements civils au cours de la première année de la guerre, la possibilité de rationnement a été discutée pour la première fois à l'automne 1940, sur fond de danger inflationniste, d'une baisse des approvisionnements conjuguée à une augmentation des revenus (Zweiniger-Bargielowska, 2000). Dans ce contexte historique, la régulation de la consommation civile vestimentaire était privilégiée comme politique afin de garantir la production d'uniformes militaires et d'assurer le maintien et le renforcement du marché à l'exportation, source importante de devises étrangères (Summers, 2016).

Les ministres du gouvernement ont considéré que la Grande-Bretagne était engagée dans une guerre de longue durée. « Nous ne pouvons pas nous permettre de vivre à l'échelle à laquelle nous vivons actuellement », écrivait un haut fonctionnaire (Hargreaves et Gowing, 1952). Ceci signifiait que les ministres britanniques étaient conscients que le niveau actuel de consommation n'était pas soutenable compte tenu des circonstances de la guerre.

Les textiles avaient connu une nette amélioration qualitative au cours de la décennie précédente (années 1930), grâce à la nécessité d'obtenir des tissus de meilleure qualité pour la mode bon marché, inspirée par Paris ou Hollywood. Par exemple, Marks & Spencer, chaîne de magasins britannique populaire, menait des recherches sur la solidité des couleurs, le rétrécissement et l'imperméabilisation des tissus depuis le milieu des années 1930 (Summers, 2016). Le résultat a été l'établissement de normes plus élevées pour l'industrie textile dans son ensemble et des améliorations majeures dans l'industrie britannique du prêt-à-porter de masse, qui avait été mise en place pendant l'entre-deux-guerres. Des magasins en chaîne et des boutiques telles que Dorothy Perkins ou Bracegirdles répondaient à ce besoin en créant des lignes de mode prêt-à-porter pour les acheteurs à petit budget. Ceux qui ne pouvaient pas se permettre même ces gammes moins chères devaient se tourner vers les marchés de seconde main et les clubs de

vêtements, qui vendaient tous deux des vêtements bon marché mais de qualité médiocre (Summers, 2016).

Entre 1939 et 1943, le chômage en Grande-Bretagne a diminué de plus de dix fois. Le nombre de chômeurs complets est passé de plus de 1,3 million en 1939 à moins de 100 000 personnes (Reubens, 1945). Selon l'économiste Beatrice G. Reubens, une des explications à cette baisse drastique du chômage est que les forces armées ont retiré plusieurs millions d'hommes de l'offre de main-d'œuvre, et ces hommes ont été remplacés assez lentement et pas complètement par des femmes au foyer, des travailleurs retraités et des jeunes. En diminuant la taille de la main-d'œuvre à un moment où les opportunités d'emploi étaient constantes ou en augmentation, le nombre de chômeurs a baissé (Reubens, 1945). En raison du déploiement d'une grande partie de la main-d'œuvre masculine sur le front, la composition de la main-d'œuvre dans les usines britanniques a connu une féminisation marquée. Il est estimé qu'à mi-parcours de la guerre, environ un tiers des travailleurs d'usine étaient des femmes, et d'ici 1943, au moins 90 % des femmes célibataires et 80 % des femmes mariées âgées de dix-huit à cinquante ans contribuaient de diverses manières à l'effort de guerre (Summers, 2016).

b. Le contexte social

Dans la fin des années 1930, la Grande-Bretagne était profondément en proie à des clivages liés aux classes sociales. Cette période était marquée par un chômage de masse et une pauvreté étendue, accentuant l'écart croissant entre les nantis et les démunis. La disparité entre les chômeurs de Jarrow et l'élite élégante de Mayfair était vertigineuse. Cependant, au milieu émergeait une classe moyenne florissante, s'installant dans les nouvelles banlieues britanniques et adoptant une mode vestimentaire parisienne abordable. En 1939, le choix vestimentaire demeurait un puissant indicateur social, révélant l'identité et la classe sociale (Summers, 2016).

Les habitants les plus pauvres des villes et des petites localités pouvaient se contenter d'un seul ensemble de vêtements, les empêchant ainsi de sortir les jours de lessive. De plus, leurs enfants manquaient souvent de chaussures adéquates pour aller à l'école pendant l'hiver (Summers, 2016). Les membres les plus défavorisés de la société urbaine étaient contraints de se tourner

vers les marchés de seconde main, les prêteurs sur gages et les clubs de vêtements. Ces établissements étaient présents en grand nombre à travers le pays et suivaient généralement des procédures similaires. Par exemple, l'une des pratiques courantes était qu'une personne pouvait recevoir un chèque de 10 livres sterling de la part d'entreprises de crédit comme Provident², qu'elle remboursait ensuite avec intérêt sur une période d'environ 24 à 26 semaines. Ces chèques permettaient aux clients d'acheter des biens dans un réseau de détaillants partenaires, avec des paiements hebdomadaires collectés à domicile par les agents, généralement à hauteur d'une livre par semaine (O'connell et Reid, 2004). Les fonds ne pouvaient être utilisés que dans les détaillants partenaires affiliés à Provident, restreignant ainsi les choix des utilisateurs aux articles disponibles dans ces points de vente spécifiques. En général, ces détaillants produisaient des vêtements bon marché mais de qualité médiocre, ne résistant pas à l'épreuve du temps (Summers, 2016).

À cette époque, le nombre de vêtements par personne était bien loin du nombre que l'on connaît aujourd'hui. Selon une enquête de Mass Observation menée en 1941, la garde-robe typique d'une femme de classe moyenne comprenait environ sept robes, deux ou trois ensembles ou tailleurs deux pièces, un nombre similaire de jupes, trois manteaux, un imperméable et cinq à six paires de chaussures, réparties selon les saisons. En revanche, pour un homme issu d'un milieu moins favorisé, cela se limitait généralement à un seul costume, un manteau et une paire de chaussures ou de sabots (Summers, 2016).

4.2. En quoi a consisté concrètement le dispositif de rationnement pour les rationnés, dans toutes ses dimensions ?

a. La politique de rationnement vestimentaire

Le rationnement vestimentaire en Grande-Bretagne fut une politique sans précédent, non seulement en raison de son ampleur et de son contraste avec le début de la société de consommation britannique, mais aussi parce qu'elle introduisit dans la vie économique du pays

² Provident était une entreprise britannique fondée en 1880 spécialisée dans la fourniture de crédit aux clients de la classe ouvrière pour l'achat de biens de consommation courante tels que des vêtements, des chaussures, de la literie et des ustensiles de cuisine (O'connell et Reid, 2004).

une forme de nouvelle devise, les coupons de rationnement, avec des implications sociales, politiques et économiques qui ne devraient pas s'estomper à la fin de la guerre (Keezer, 1943).

L'élaboration du système de rationnement s'est faite dans la plus grande des discrétions. Alors que les attaques aériennes se poursuivaient sur Londres et d'autres villes, les statisticiens du BoT, qui s'étaient réfugiés en toute sécurité dans trois hôtels à Bournemouth, s'employaient à calculer les besoins vestimentaires de la population pendant la guerre (Summers, 2016). Lyttelton a rétrospectivement souligné que la partie la plus complexe du plan, nécessitant une évaluation, était le nombre total de coupons que chaque personne devrait posséder, ainsi que la pondération à accorder à chaque coupon. Par un coup de chance, l'un des collègues de Lyttelton avait collaboré avec un statisticien de la Banque d'Angleterre et ensemble, ils avaient passé les onze dernières années à compiler et à échanger des statistiques sur ce sujet précis. Lyttelton a pu utiliser leurs recherches pour étayer ses calculs pour le rationnement. Ce collègue avait affirmé que l'estimation de la suffisance était d'environ 90 % précise, ce qui, dans cette situation, était jugé adéquat et s'est avéré l'être (Summers, 2016).

Après l'élaboration du mécanisme de rationnement, c'est donc au tour de l'annonce de celui-ci. L'annonce du rationnement a été diffusée auprès des Britanniques le dimanche de la Pentecôte, le 1er juin 1941, car le lundi était un jour férié, et les magasins seraient donc fermés pendant deux jours, permettant aux détaillants de s'adapter au nouveau régime (Zweiniger-Bargielowska, 2000). Ce matin-là, Oliver Lyttelton a prononcé une allocution à la radio pour exhorter la nation à faire preuve de patriotisme en adoptant une tenue vestimentaire négligée :

« En temps de guerre, l'expression 'taché par la bataille' [*taché par la bataille en anglais*] est honorable. En tant que civils, nous devons apprendre à être vus dans des vêtements moins élégants parce que nous ne portons pas... une autre part de la guerre. Lorsque vous vous sentez fatigué de vos vieux vêtements, rappelez-vous qu'en les portant, vous contribuez à la construction d'un avion, d'un canon ou d'un char d'assaut » (Lyttelton, 1940).

La politique avait été tenue secrète et l'annonce de la politique a pris la grande majorité de la population britannique totalement au dépourvu. En effet, pour éviter que les gens ne fassent des achats impulsifs en prévision du rationnement annoncé, la première série de coupons

vestimentaires a été glissée dans la section non utilisée du carnet de rationnement alimentaire, où l'on trouvait habituellement la margarine. C'était une façon de surprendre la population avec l'annonce du rationnement et de limiter les réactions précipitées. Par la suite, un carnet de rationnement vestimentaire distinct a été émis, et ultérieurement, des coupons vestimentaires ont été distribués en conjonction avec les carnets de rationnement alimentaire (Zweiniger-Bargielowska, 2000).

Que fut vraiment l'objectif du rationnement ? L'un des objectifs principaux de l'administration britannique en temps de guerre par l'intermédiaire du rationnement est de rendre les approvisionnements pour les civils aussi rares que possible de manière sécurisée, permettant de libérer ainsi la main-d'œuvre, les ressources et les matériaux pour le travail de guerre direct. Donc, l'enjeu n'était pas seulement d'économiser le plus de matériaux de textiles pour la production d'uniformes militaires mais également de libérer le plus possible de main d'œuvre masculine pour les envoyer sur le front ou de les distribuer dans les industries de guerre (Keezer, 1943).

Un des économistes responsables de la conception du système de rationnement britannique des textiles expliqua que « Si nous pouvons éviter de dépenser l'un des 60 coupons de notre carnet de rationnement vestimentaire, il sera possible de libérer 8 000 travailleurs pour la guerre » (Keezer, 1943). Les économies réalisées sur les matériaux et donc sur l'expédition en réduisant le nombre de coupons étaient immenses. Deux coupons de moins par personne représentaient une économie de 90 millions de coupons, soit près de 27 millions de mètres de tissu (Summers, 2016). Cette guerre totale n'était pas simplement livrée sur les champs de bataille, dans les airs et sur les mers, mais également dans les minuscules lambeaux de tissu et les chaussettes dépareillées.

Le programme de rationnement avait pour portée de couvrir tous les vêtements et chaussures, à quelques exceptions près telles que les couvre-chefs ou les bleus de travail. Initialement, le linge de maison, les tissus d'ameublement et le matériel d'occultation n'étaient pas rationnés, bien que le linge de maison et les tissus d'ameublement aient été ultérieurement intégrés au programme (Zweiniger-Bargielowska, 2000). La ration a été fixée à environ les deux tiers de la consommation d'avant-guerre (66 coupons), représentant une réduction de 33 %. Les points de

rationnement ont ensuite été attribués en fonction de la quantité de matériaux utilisés, avec des valeurs différentes pour le coton et la laine (Zweiniger-Bargielowska, 2000). Atteindre une précision parfaite était difficile. Par exemple, certains vêtements comme les sous-vêtements s'abîmaient plus vite que les vêtements d'extérieur, et les chaussures s'usaient plus rapidement chez les enfants (Summers, 2016).

Les stocks importants se sont avérés inestimables pour respecter la ration initialement, et par la suite, les approvisionnements ont été plus étroitement adaptés aux coupons disponibles en réduisant la ration et en modifiant la valeur en points des articles individuels en fonction des niveaux de stock (Zweiniger-Bargielowska, 2000). Le nombre de coupons attribués par personne a donc connu des variations significatives, atteignant un maximum de 66 coupons et un minimum de 36 coupons. Après avoir fixé la ration initiale à 66 coupons, le BoT a décidé de réduire la dotation par personne à 60 coupons en 1942 et 48 coupons en 1943. Pour arriver à ces 48 coupons, les ministres du gouvernement ont fait preuve de stratégie (Hargreaves et Gowing, 1952). Ils voulaient que le nombre de coupons se rapproche de cinquante. Pour y parvenir, ils ont étendu la période de rationnement à quinze mois, de juin 1942 à fin août 1943. En pratique, cela signifiait que les gens disposaient de 48 coupons pour une période de douze mois (Summers, 2016).

La fin de la guerre n'a pas signifié la cessation du système de rationnement. Au contraire, non seulement le système a perduré, mais le nombre de coupons a été réduit à 36 puis rehaussé à 42, marquant ainsi une nouvelle phase de restrictions postérieure à la guerre. C'est une réduction de deux tiers (64%) par rapport à la consommation maximale d'avant-guerre. En 1946, la ration a été augmentée à 60 en septembre, puis réduite en deux étapes à 54 et 48 coupons après la crise du carburant. Elle est restée à ce niveau jusqu'à août 1948. Pendant l'été 1948, 12 coupons supplémentaires sont devenus valides, et à partir de septembre 1948, la ration est redevenue de 48 coupons. Le rationnement vestimentaire a pris fin le 15 mars 1949 (Hargreaves et Gowing, 1952).

Le BoT assignait le nombre de coupons requis pour chaque article, avec des ajustements occasionnels, comme pour les chaussettes courtes pour hommes, dont le nombre de coupons a

été réduit de trois à deux en 1942. Les modifications étaient généralement liées au nombre de coupons attribués aux individus plutôt qu'à la valeur des vêtements en coupons. Les manteaux d'hiver pour femmes coûtaient 14 coupons, tandis que les manteaux pour hommes nécessitaient 16 coupons. Les pantalons pour hommes étaient évalués à 8 points, sauf s'ils étaient en velours côtelé, pour lesquels ils étaient de 5 points. Les femmes devaient fournir 7 coupons pour une jupe ou une robe et 3 coupons pour des culottes, des corsets ou un tablier. Les manteaux nécessitaient 18 coupons, et une robe épaisse en nécessitait 11 (Summers, 2016). Les coupons s'appliquaient également pour la plupart des tissus. Le tissu d'occultation et les tissus d'ameublement étaient hors ration. En revanche, tout le reste exigeait des coupons. Près d'un mètre de tissu de laine de 36 pouces de large valait 3 coupons, et tout autre tissu en valait 2, la laine étant considérée comme plus durable (Summers, 2016).

Les coupons étaient codés par couleur pour limiter leur utilisation dans le temps et éviter les achats excessifs. Les coupons verts pouvaient être utilisés immédiatement, tandis que les marrons n'étaient valables qu'à partir du 12 octobre 1942. Les rouges devaient être conservés. De octobre 1942 à mars 1943, les coupons marrons et éventuellement les coupons verts restants pouvaient être utilisés, tandis que les rouges n'étaient valides qu'à partir du 1er avril 1943. Cette gestion exigeait une surveillance attentive et une prudence constante de la part des consommateurs, même après deux ans de rationnement (Summers, 2016).

Dans l'élaboration du rationnement, certaines exceptions sociales ont été prises en considération. Par exemple, une mesure spéciale a été mise en place pour les enfants et les travailleurs manuels. Les vêtements pour enfants étaient attribués à un niveau de points inférieur par rapport aux vêtements équivalents pour adultes, car ils nécessitaient moins de matériaux. À partir de 1942, les enfants ont également reçu un supplément de 10 coupons. Les travailleurs industriels constituaient un autre groupe important bénéficiant de coupons supplémentaires, étant donné que de nombreux métiers nécessitaient des vêtements spéciaux, et le travail manuel occasionnait fréquemment une usure exceptionnelle (Zweiniger-Bargielowska, 2000). Cependant, certaines injustices persistaient malgré les efforts pour assurer l'équité sociale. En effet, les femmes enceintes n'avaient aucune allocation supplémentaire pour les vêtements de maternité et avaient souvent seulement une ou deux tenues de maternité. Le BoT les conseillait en ces termes : «

Évitez de dépenser des coupons pour des vêtements de maternité spéciaux. Presque tous vos vêtements existants peuvent être facilement modifiés afin que vous puissiez les porter confortablement jusqu'à la naissance du bébé, et vous pourrez les porter à nouveau par la suite ». Pour leurs bébés, elles obtenaient des coupons supplémentaires, ainsi que pour certains enfants plus âgés qui grandissaient rapidement et dépassaient la taille et le poids moyens (Longmate, 2002).

b. La politique *Utility Clothing Program*

Pour répondre aux pénuries croissantes de vêtements malgré le rationnement, le BoT a introduit en février 1942 le programme utilitaire, avec des restrictions d'austérité sur la conception des vêtements entrant en vigueur en avril 1942 (Summers, 2016). Le programme « utilitaire » visait spécifiquement à garantir que les personnes aux moyens limités puissent acquérir des vêtements, des chaussures et d'autres biens de consommation essentiels de bonne qualité à des prix abordables (Keezer, 1943). Étant donné que les consommateurs avaient tendance à privilégier une qualité supérieure, à la fois du côté des consommateurs et des fabricants à la recherche du meilleur rapport qualité-prix, le programme utilitaire visait à rendre les biens durables plus accessibles. Il a eu pour effet de remplacer les matériaux de qualité inférieure par des matériaux plus durables, contrôlés en termes de qualité pour la première fois de son histoire, et a bénéficié aux consommateurs pendant et après la guerre (Summers, 2016).

Tout une gamme de produits « utilitaires » s'est développée en compétition avec les produits conventionnels. Ces produits « utilitaires » constituaient une série de biens clairement définie, avec des prix fixés, conçue pour répondre de manière judicieuse aux besoins essentiels et produite de la manière la plus économique possible pour offrir une bonne valeur de coupon de rationnement pour les personnes ayant un revenu hebdomadaire allant jusqu'à 24 dollars. Ces produits « utilitaires » étaient définis par des spécifications minimales, telles que la nature ou la quantité de matériau utilisé, la taille ou le poids; avaient des prix maximums et portaient normalement la marque d'identification de CC41 (*Civilian Clothing Order 1941*). Les spécifications des vêtements utilitaires éliminaient essentiellement les poches, les revers de pantalon, etc. (Keezer, 1943). Le BoT avait également poussé la réflexion au-delà de sa gamme

de produits « utilitaires » en envisageant l'idée d'un uniforme civil. Cette proposition fut rejetée comme inapplicable : le gouvernement ne voulait pas que les citoyens pensaient qu'ils seraient obligés de porter une forme quelconque d'uniforme d'État (Summers, 2016).

Le succès du programme des produits « utilitaires » a été le fruit d'un contrat de confiance entre les fabricants de textiles « utilitaires » et le gouvernement. En effet, les fabricants de textile et de vêtements participant au programme bénéficiaient d'une protection tant pour l'approvisionnement en matières premières que pour la préservation de leur main-d'œuvre, face à l'effort constant et intensif visant à diriger chaque travailleur possible vers l'effort de guerre. Cette relation de confiance a permis à environ 80 % de la production britannique de vêtements d'adhérer au programme de vêtements utilitaires en 1943 (Keezer, 1943). Pour donner une idée générale des proportions entre les produits « utilitaires » et les produits vestimentaires classiques, la production des produits « utilitaires » était généralement quatre fois supérieure à celle des produits conventionnels. Par exemple, au cours de l'année 1943, la Grande Bretagne a produit 204 millions de mètres carrés de tissu utilitaire en coton, comparativement à 53 millions de mètres carrés de tissu non utilitaire, et 97 millions de mètres carrés de viscose utilitaire contre 26 millions mètres carrés de viscose non utilitaire. À la fin de 1943, environ 90 % de toutes les chaussettes achetées sur le marché civil étaient des chaussettes utilitaires, un pourcentage bien plus élevé que pour tout autre type de vêtement (Summers, 2016). Un autre ingrédient qui a joué un rôle déterminant dans le succès du programme est le contrôle des prix des produits « utilitaires », contrairement aux produits conventionnels (*plus de détails dans la prochaine partie*). En effet, le BoT, par le biais de son programme utilitaire, veillait à ce que le tissu utilitaire reste compétitif et attrayant pour les consommateurs. Concrètement, le prix des vêtements utilitaires est resté stable d'août 1941 jusqu'à une baisse en août 1942, alors que les prix des vêtements non utilitaires ont considérablement augmenté. Ce mois-là, la taxe d'achat a été retirée de presque tous les biens utilitaires, les rendant encore moins chers en comparaison. Par exemple, un manteau utilitaire pour femme se vendait à plus de 1 livre sterling moins cher qu'un manteau non utilitaire, l'équivalent de 63 livres sterling aujourd'hui (107 dollars canadiens) (Summers, 2016).³

³ L'équivalent en livres sterling d'aujourd'hui a été obtenu grâce à ce lien suivant : <https://www.in2013dollars.com/uk/inflation/1941?amount=1>

Le BoT s'est également associé avec des couturiers de renom pour concevoir des modèles destinés à la production de produits utilitaires. En effet, en 1942, il a sollicité l'aide des meilleurs couturiers londoniens, membres de l'*Incorporated Society of London Fashion Designers* (IncSoc), pour collaborer à la production en masse de vêtements utilitaires (Summers, 2016). Ces concepteurs, autrefois rivaux, ont uni leurs forces pour soutenir la mode britannique à l'étranger. Le BoT a également sollicité leur expertise pour rehausser le profil du programme de vêtements utilitaires. Chaque maison de couture a proposé des designs individuels pour les vêtements d'extérieur, respectant les directives du Board visant à limiter la quantité de tissu utilisée. Chaque couturier a été invité à créer quatre vêtements : un manteau, une robe, un chemisier et une jupe, adaptés à la production de masse. Les vêtements ont été conçus et fabriqués au printemps et en été 1942. Quelques mois après, ces vêtements étaient produits massivement pour la population générale (Summers, 2016).

L'approche utilitaire a été étendue à tous les vêtements prêts-à-porter afin de garantir des styles simples et économiques, en interdisant les ornements tels que la broderie et en restreignant les plis, les boutons, les poches, ainsi que la largeur des manches et des cols. Des programmes utilitaires ont également été instaurés pour les chaussures, la bonneterie, les tricots, la literie, les textiles d'ameublement, ainsi que la poterie, avec des extensions ultérieures à des articles tels que les nappes et les couvertures après la guerre (Zweiniger-Bargielowska, 2000). À partir de l'été 1942, des restrictions plus rigoureuses ont été imposées sur les tissus, chacun étant désormais associé à un numéro à quatre chiffres publié par l'Institut britannique des normes. La liste comprenait alors 102 cotons et 69 rayons (Hargreaves et Gowing, 1952). Le BoT a décidé que les vêtements d'extérieur pour femmes devaient avoir un nombre limité de coutures, de plis et de boutonsnières, avec des spécifications maximales pour les manches, les ceintures et les cols. La longueur des chemises pour hommes a été réduite, les poignets doubles ont été interdits, tout comme les vestes à double boutonnage (Summers, 2016). Selon les estimations du BoT, la suppression de cinq centimètres du bas des chemises pour hommes et l'élimination des poignets doubles ont permis d'économiser environ 3,3 millions de mètres carrés de coton par an, ainsi que de préserver 1 000 emplois uniquement dans la fabrication du tissu (Hargreaves et Gowing, 1952).

Le régime de programme de produits utilitaires a également proscrit les revers sur les pantalons des hommes, suscitant un mécontentement général. De plus, aucun garçon de moins de 13 ans n'était autorisé à porter des pantalons longs. Les gilets ne pouvaient pas avoir de brides arrière ni de trous pour les chaînes, et les pantalons ne pouvaient pas avoir de fermetures éclair (Summers, 2016). Les manteaux ne pouvaient pas avoir de ceintures, de boutons en cuir ou en métal, ni de manches raglan en une seule pièce. En effet, les restrictions sur les manteaux ont permis d'économiser une quantité astronomique de ressources. Le Board a estimé qu'un « grand fabricant de manteaux bon marché pour femmes considérait que sa société économisait 23 centimètres de tissu de laine et de doublure dans chaque manteau utilitaire qu'elle fabriquait ». Cela représentait une économie totale de 45 000 mètres de chaque type de tissu par an (Hargreaves et Gowing, 1952).

Chaque spécification était détaillée dans un document technique fournissant des informations sur le poids du coton par yard, le nombre de fils par pouce, le degré de rétrécissement et le type de blanchiment ou d'impression pour le tissu fini (Summers, 2016). Par exemple, la spécification numéro 151 concernait les corsets de grandes tailles : « Une licence générale a été émise en vertu du décret de 1942 sur la fabrication de vêtements civils (restrictions) (N°8), autorisant les fabricants de corsets à ne pas dépasser 5 onces de métal [*141 grammes*], sauf dans les jarretelles, pour les corsets dont la taille dépasse 35 pouces [*89 centimètres*] » (Fagg, s.d.). Les vêtements confectionnés à partir de ces tissus étaient ensuite soumis à des tests de rétrécissement, de solidité au lavage et d'imperméabilisation. Chaque aspect du matériau, y compris le prix (à l'exception de la couleur et du design), était sujet à des restrictions. Même les vêtements pour bébés étaient limités, comme en témoigne une publicité de Kamella incitant les mères à acheter des sacs utilitaires pour bébé (*Utility Baby Bags* en anglais) en raison des restrictions sur les autres vêtements pour nourrissons (Summers, 2016).

c. La politique de contrôle des prix

Un élément crucial de la mise en œuvre réussie du rationnement est reconnu comme étant la fourniture des biens rationnés à des prix raisonnables (Keezer, 1943). Le contexte de la Seconde

Guerre mondiale a causé une explosion des prix des vêtements. Bien que l'approvisionnement immédiat en vêtements au Royaume-Uni soit resté stable, l'incertitude régnait dans toutes les transactions, entraînant des fluctuations inédites des prix. Les vêtements, dont le prix avait augmenté de manière insoutenable de 75 % au cours des dix-huit premiers mois de la guerre, commençait à faire monter l'indice et devait donc être rapidement maîtrisé (Summers, 2016). Selon l'indice britannique du coût de la vie, la nourriture avait augmenté de +18, le loyer de +1, les vêtements de +85, le combustible et la lumière de +32, et les autres articles de +49, avec une augmentation générale des prix de +29 (Keezer, 1943).

Bien que le BoT ait eu des pouvoirs d'urgence qui, s'ils avaient été utilisés avec autant de rapidité et d'audace, lui auraient permis de fixer des prix autres que ceux des aliments en général, le comité a été dominé pendant longtemps après le début de la guerre par une approche de « *business as usual* ». Pour traiter la question des prix, il s'est principalement appuyé sur la loi *The Prices of Goods Act* de 1939 pour limiter les profits, autorisant un ajustement à la hausse des prix pour couvrir les coûts croissants et ainsi accommoder des augmentations de prix très importantes. Cette loi n'a pas fonctionné avec succès, et il est rapidement devenu évident que pour un contrôle effectif des prix, des pouvoirs étaient nécessaires pour fixer des prix et des marges maximales ; cela exigeait le contrôle de la production et de l'approvisionnement par l'intermédiaire de l'adoption de la loi de 1941 sur le contrôle des prix des biens et services (*The Goods and Services Price Control Act 1941*) (Keezer, 1943).

L'adoption de cette loi de 1941 sur le contrôle des prix des biens et services a permis au BoT d'obtenir des pouvoirs spécifiques pour fixer les prix. La loi a donné le droit au BoT de déterminer les prix maximaux et fixer les marges bénéficiaires à toutes les étapes de la fabrication et de la distribution. Cependant, les archives semblent indiquer que ce n'était pas tant une question de législation qui faisait défaut. Le BoT aurait pu se prévaloir des mêmes pouvoirs d'urgence que le ministère de l'Alimentation, mais la véritable lacune résidait plutôt dans la volonté d'agir (Keezer, 1943).

En réalité, le contrôle des prix a été largement accepté par le Parlement britannique car les contrats salariaux britanniques étaient conçus pour s'adapter automatiquement aux fluctuations

du coût de la vie. Ainsi, les subventions pour contrôler les prix sont devenues un moyen direct de stabiliser les salaires. Cette approche a été politiquement reconnue, en particulier dans les cercles conservateurs, car elle offrait une méthode éprouvée pour maintenir le pouvoir d'achat des travailleurs face à l'inflation (Keezer, 1943). En plus des subventions, le BoT a supprimé la taxe sur les achats (imposition de 66,7 % sur les vêtements de luxe et 33,3 % sur les vêtements simples) des vêtements utilitaires. Cette réduction de prix, associée aux économies permises par la concentration de la production sur des modèles simplifiés, a rendu possible l'achat de plusieurs types de vêtements utilitaires à un coût n'excédant pas 50 % de celui des vêtements non utilitaires comparables (Keezer, 1943). À partir d'août 1941, de nouvelles règles ont été instaurées pour les vêtements de seconde main. Un prix fixe a été établi en fonction du nombre de coupons nécessaires pour l'article s'il était neuf, multiplié par le prix indiqué. Par exemple, si une robe en viscose neuve coûtait sept coupons, sa version d'occasion ne pouvait être vendue pour plus de quatorze shillings. Tout dépassement de ce prix fixe nécessitait un échange de coupons (Summers, 2016).

4.3. Pourquoi, comment et par qui ce dispositif a-t-il été mis en œuvre ?

a. Le BoT

Tandis que le ministère de l'Alimentation gère le rationnement et le contrôle des prix des denrées alimentaires, le *Board of Trade* (BoT) s'occupe de la fixation des prix et du rationnement de la plupart des autres biens de consommation (Keezer, 1943). Le BoT est le département gouvernemental britannique chargé de superviser les différents aspects du commerce, de l'industrie et des échanges. Au début du XXe siècle, le BoT joue un rôle important dans la régulation du commerce et de l'industrie, supervise les tarifs douaniers, les brevets et les conflits industriels et participe à la promotion des exportations britanniques (BTA, s.d.).

Pendant la Seconde Guerre mondiale, cette instance est devenue un département de production administrant des contrôles de plus en plus stricts sur de nombreux biens, et la production d'articles non essentiels tels que les bijoux a été complètement interdite (Zweiniger-Bargielowska, 2000). Pour le BoT, bien que le travail soit plus diversifié, impliquant une gamme étendue de produits, son aspect le plus crucial réside dans le fait de garantir que la

population britannique soit correctement habillée et que leurs foyers soient adéquatement équipés en temps de guerre. Dans les deux cas, l'objectif principal est d'accomplir la tâche avec un minimum de main-d'œuvre et de matériaux (Keezer, 1943). Le BoT était impliqué dans la planification de la production en spécifiant l'allocation des matières premières et la conception de la production dans de nombreuses industries. Il n'y avait aucun précédent pour une telle ingérence dans l'industrie civile et le commerce lors de la Première Guerre mondiale, et par conséquent, le BoT était « limité à la fois en connaissance et en préparatifs » (Zweiniger-Bargielowska, 2000; Hargreaves et Gowing, 1952). Cependant, le BoT n'a jamais été propriétaire des produits, mais exerçait un contrôle au moyen de réglementations sur les prix, sur les ordres de limitation des approvisionnements et de concentration de la production, ainsi que sur les licences et sur le rationnement de consommation (Cohen, 2010; Zweiniger-Bargielowska, 2000).

b. Les actions antérieures du BoT

Le BoT est connu pour avoir mis en place des ordres de limitation des approvisionnements qui furent inédits dans l'histoire contemporaine britannique, voire européenne. En effet, les « Limitation of Supplies Orders », introduites en 1940, ont restreint les ventes autorisées de textiles et de biens ménagers divers à une fraction du niveau d'avant-guerre (Zweiniger-Bargielowska, 2000; Hargreaves et Gowing, 1952). En mars 1940, soit six mois après la déclaration de guerre du gouvernement britannique, le Cabinet de guerre avait donné son accord de principe pour un programme de vêtements et de chaussures standardisés. Un mois plus tard, le premier « Limitation of Supplies Order » a été instauré, limitant la quantité de coton, de viscose et de lin pouvant être fournie aux détaillants. Au printemps de cette année-là, le gouvernement a acquis l'intégralité de la récolte de laine de l'année en provenance d'Australie et de Nouvelle-Zélande, ainsi qu'une grande partie de la production de laine d'Afrique du Sud. Cela leur a procuré d'importants stocks à utiliser à des fins militaires et une certaine quantité pour le commerce d'exportation essentiel (Summers, 2016).

En octobre 1940, à peine un mois après le début du Blitz, le ministère de l'Approvisionnement a décidé de cesser la fourniture de soie grège (obtenue par le simple dévidage du cocon) à des fins civiles. Le BoT a immédiatement pris la décision de réguler les stocks existants et a

simultanément introduit une « Woven Textiles Order », un décret sur les textiles tissés (Summers, 2016). À la suite des restrictions d'approvisionnement, une série de contraintes a été imposée sur les produits finis vestimentaires. L'approvisionnement en corsets a été réduit à 50 % de la production d'avant-guerre. Les fourrures ont diminué de 75 % car elles étaient considérées comme non essentielles. Les couvertures étaient limitées à 50 % de la proportion de tissu utilisée en 1940, les oreillers et les matelas à un tiers (Summers, 2016)

Après les ordres de limitation des approvisionnements, c'est maintenant le tour des prohibitions concernant les matériaux et les biens de consommation. « Il n'y a pas de place pour la production d'ornements et de babioles, de fioritures et de frivolités... nous devons nous concentrer sur l'essentiel », déclare le président du BoT, M. Dalton. En effet, la fabrication d'une « longue liste de frivolités allant des bijoux, jouets en métal, verrerie ornementale, articles de fantaisie et gadgets ménagers divers » était interdite (Hancock & Gowing, 1949). Les articles tels que « tissus d'ameublement fantaisie, nappes, serviettes de table, protège-robe » étaient interdits (Summers, 2016).

Deux mois après l'interdiction d'approvisionnement de soie grège, la fourniture de bas en soie pure aux consommateurs était complètement interdite, sauf pour le commerce d'exportation et sous licence spéciale. La matière était nécessaire pour les parachutes. Pour faire face à cette interdiction de bas en soie pure, la même année, une crème est arrivée sur le marché que les femmes pouvaient appliquer sur leurs jambes, puis tracer une ligne avec un crayon à sourcils à l'arrière de la jambe pour suggérer une couture de bas. À partir de ce moment-là, seulement 30 % de la production de soie et de viscose était destinée au marché intérieur. L'aluminium a été ajouté à la soie en tant que matériau interdit à la vente aux civils (Summers, 2016). En outre, après que les Japonais aient coupé l'approvisionnement en caoutchouc de la Grande-Bretagne en 1942, la fabrication de semelles et de talons en caoutchouc crêpe a été interdite et la hauteur des talons a été limitée à un maximum de 2 pouces (Longmate, 2002).

c. Motifs

C'est donc dans ce contexte de limitation des approvisionnements et de prohibitions sur les matériaux et les biens de consommation que la politique de rationnement est envisagée au plus haut niveau du BoT. En effet, étant donné la nette diminution des approvisionnements en matières premières destinées à la confection des vêtements civils, avec des quantités de coton et de laine disponibles atteignant environ 35 % de la normale d'avant-guerre, Oliver Lyttelton, président du BoT en 1940, a informé Churchill que les consommateurs avaient largement utilisé les vastes stocks de vêtements détenus par les commerçants. Cependant, il a souligné que ces stocks s'épuisaient désormais, entraînant des pénuries inévitables. Lyttelton a déclaré :

« Je crains que, à moins que les approvisionnements ne soient accrus ou que la distribution des approvisionnements existants ne soit égalisée (par le rationnement), une partie de la population devra faire face à des pénuries de vêtements à l'automne et en hiver. Il y aura des achats paniques et des files d'attente dans les magasins, les prix augmenteront et les magasins seront vidés par les plus fortunés, laissant des approvisionnements encore plus réduits, voire inexistantes, pour les classes les plus défavorisées. Je n'ai pas besoin d'insister sur les conséquences sociales d'une telle situation » (Mémorandum du Board of Trade au Cabinet de guerre) (Summers, 2016).

Winston Churchill, premier ministre du Royaume-Uni, était opposé au rationnement des vêtements, tout comme il l'était pour le rationnement alimentaire. Il déclara à Lyttelton qu'il ne voulait pas voir le public « en haillons et en lambeaux ». Lyttelton répliqua qu'il pensait que le citoyen lambda souhaitait le rationnement, entraînant une explosion de colère du Premier ministre (Summers, 2016).⁴

La perspective de Lyttelton selon laquelle le citoyen moyen souhaitait le rationnement découlait d'une série de consultations menées par le président du BoT. Il avait rencontré plusieurs femmes du *The Women's Group on Public Welfare*, une organisation philanthropique de femmes fondée à la fin des années 1930, axée sur l'amélioration des conditions sociales. De plus, une réunion

⁴ C'est probablement l'un des rares moments où un homme d'affaires britannique du parti conservateur (Lyttelton) exprime une idée similaire à celle d'un anarchiste russe, Pierre Kropotkine. Ce dernier écrit dans *Le Révolté*, un journal à tendance anarchocommuniste : « Et en 1871, dans Paris assiégé, lorsque le peuple veut faire un effort suprême pour résister à l'envahisseur, que réclame-t-il ? Le rationnement! » (**Kropotkine, 1886**).

supplémentaire, classée comme « ultra-secrète », fut tenue en présence de Miss Farrer du *National Federation of Women's Institutes* et de Lady Reading du *Women's Voluntary Service* (WVS), deux organisations féminines engagées dans des activités bénévoles et philanthropiques. Lors de cette réunion, chaque participante reçut une lettre préliminaire qu'elle devait envoyer à ses sections respectives pour organiser des rencontres avec des représentants du BoT la semaine suivante. Lady Reading exprima sa satisfaction en déclarant : « C'est magnifique - et il [le rationnement] était grand temps aussi ». Lyttelton avait donc prévu de s'appuyer sur deux organisations de femmes pour expliquer le plan au public. De plus, il avait organisé le déploiement de 150 représentants pour aider les commerçants à comprendre le système de coupons et son fonctionnement (Summers, 2016). Les femmes ont particulièrement applaudi les mesures de rationnement pendant la guerre, car avec les hommes dans les forces armées, elles portaient l'entière responsabilité de la vie familiale. Plus précisément, étant donné que les femmes étaient principalement responsables des linges de maison et des vêtements pour enfants, elles étaient conscientes de la rareté croissante des vêtements et voulaient garantir la disponibilité de l'offre en restreignant son approvisionnement (Summers, 2016).

c. Administration

Pour maintenir ce système de rationnement, incluant, par exemple, la distribution des coupons, la communication sur les changements du nombre de coupons et la prévention de la fraude, une bureaucratie gigantesque a été considérée comme nécessaire selon le gouvernement britannique. En effet, dans un contexte où l'administration britannique était centralisée dans les mains des ministères, une bureaucratie de taille inédite s'est mise en place pour distribuer les 2,5 milliards de coupons individuels de vêtements qui ont été émis dès la première année du rationnement des vêtements.

La première mission de cette bureaucratie du rationnement fut la mise en place d'un système de suivi rigoureux, permettant de contrôler chaque coupon émis et utilisé. Une fois qu'un client a remis un coupon, il doit être enregistré par le détaillant et vérifié par le BoT par rapport au tissu fourni à l'industrie manufacturière. Durant le premier été, le BoT a engagé soixante universitaires

qui ont été invités à aider avec cette comptabilité pendant les vacances d'été. Le système a bien fonctionné et a été ré-instauré l'année suivante (Summers, 2016).

La deuxième mission de la bureaucratie du rationnement consistait à informer et à réguler les détails techniques des biens rationnés, tout en surveillant et en adaptant le programme en fonction des pénuries régionales. Entre septembre 1941 et août 1942, le BoT a publié 315 avis concernant le programme de rationnement, y compris des détails tels que celui-ci : « deux coupons sont requis pour les culottes non lainées pour femmes de n'importe quel type, indépendamment de la largeur de la jambe, à condition qu'elles n'aient aucune extension de jambe à l'intérieur de la jambe en dessous de l'entrejambe ». De plus, le BoT avait des agents de distribution régionale (ADR) répartis dans tout le pays qui soumettaient des rapports hebdomadaires, donnant un aperçu détaillé des vagues de pénuries qui touchaient différentes régions du pays à différents moments (Summers, 2016).

La politique de remplacement était fastidieuse et délicate à administrer, d'autant plus que le public, contraint de faire face à des vêtements usés et à des rations en baisse, était hypersensible à la manière dont les demandes de remplacement de coupons étaient traitées. Le dépliant d'information du *Clothing Quiz* mettait en garde contre le danger des coupons perdus et affirmait que « seules des circonstances très spéciales permettaient leur remplacement ». En pratique, même après la première année de rationnement, les demandes légitimes ne pouvaient être ignorées. Afin de 'savoir' si les demandes de remplacement étaient légitimes, à partir de 1942, la politique distinguait entre les demandes des Groupes I et II. Le Groupe I, qui représentait environ 15 % du total, comprenait les demandeurs ayant subi des bombardements, des incendies ou des cambriolages et recevant un remplacement automatique des coupons perdus. Les demandeurs du Groupe II ont eu plus de mal à obtenir des coupons de remplacement. Au lieu de recevoir automatiquement des coupons de remplacement comme les candidats du groupe I, ils devaient passer un test qui vérifiait s'ils avaient réellement besoin des coupons en fonction du nombre de vêtements qu'ils possédaient. Toutefois, ce test n'était pas infaillible, car il n'était pas possible de vérifier avec précision si le demandeur avait réellement besoin des coupons de remplacement ou non (Zweiniger-Bargielowska, 2000).

La surveillance du respect des ordres de rationnement par les détaillants était assurée par des achats tests, au cours desquels un agent tentait d'acquérir des biens rationnés sans coupons ou proposait des coupons détachés. En pratique, un petit nombre d'agents d'enquête ne pouvait rien faire face à environ 300 000 détaillants et 40 millions de consommateurs, ainsi qu'aux grossistes et fabricants. Même une tentative de couverture nationale était « au-delà des capacités du personnel disponible », la police se limitant aux grandes villes, laissant les petites villes et villages intacts. Par conséquent, le BoT n'avait d'autre choix que de fermer les échappatoires les plus flagrantes en resserrant la réglementation et de compter sur la conformité volontaire. Cette politique a été couronnée de succès jusqu'à l'été 1948, lorsque l'afflux de coupons détachés a effectivement sapé le système de rationnement quelques mois avant son abolition (Zweiniger-Bargielowska, 2000).

d. Communication ?

L'enjeu de communication gouvernementale derrière le rationnement vestimentaire était de présenter de manière claire, concise et accessible le fonctionnement du rationnement à tout le monde, peu importe le niveau d'éducation. Pour réaliser cet objectif, le *Her Majesty's Stationery Office*, la société d'édition britannique de la couronne britannique, publiait annuellement le « Clothing Quiz » pour aider les gens à comprendre le nouveau programme. Les détails étaient extraordinaires, par exemple : « une paire de mi-bas pour homme - non en laine, ou une paire de chaussettes cheville ne dépassant pas huit pouces du talon jusqu'au haut de la chaussette lorsqu'elle n'est pas retournée = 1 coupon ». Les vêtements pour bébés étaient mentionnés avec une paire de chaussons tricotés valant la moitié d'un coupon. Le livre du quiz vestimentaire était réédité chaque année pour informer le public des derniers changements apportés au programme (Summers, 2016). Pour atteindre le plus de britanniques, le ministère de l'Alimentation et le BoT ont largement eu recours à la publicité dans les journaux (Keezer, 1943).

Le gouvernement britannique a également utilisé le patriotisme comme levier de communication pour promouvoir le rationnement et appeler à une baisse de la consommation vestimentaire. En 1943, le National Savings Committee, établi pendant la Seconde Guerre mondiale pour encourager l'épargne nationale et la vente de certificats d'épargne afin de financer l'effort de

guerre, a introduit deux publicités supplémentaires ciblant les vêtements comme point central de l'économie. En établissant un lien entre la *National War Savings Committee* et la campagne « Make Do and Mend », ces nouvelles publicités utilisent un personnage appelé le « Squander Bug » pour démontrer que l'achat de nouveaux vêtements aidait l'ennemi (Kot-Ofek, 2021; Manchester Guardian, 1943; Daily Worker; 1943). De plus, toute une stratégie de communication gouvernementale a été déployée pour inciter les britanniques, surtout les femmes, à prolonger la durée de vie de leurs vêtements avec la campagne *Make do and Mend*. Le Ministère de l'Information avait réalisé une vidéo d'utilité publique qui encourageait les femmes à former des groupes locaux *Make do And Mend* pour apprendre à réutiliser et réparer les vêtements, illustrant comment les vieux vêtements peuvent être transformés en nouveaux articles utiles. La vidéo mettait en scène des vêtements qui parlaient et qui suggéraient comment ils pourraient être réutilisés : un ancien costume pourrait se transformer en costume pour la fille ou en pantalon court pour le fils, deux vieux pulls pourraient être rétricotés en un nouveau pull, etc (Imperial War Museum, 1943).

Le BoT s'est penché sur la question de la prolongation de la durée de vie des vêtements en publiant, le 2 juillet 1941, un document rédigé par l'un de ses agents de distribution régionale, intitulé « Prolongation de la vie des vêtements - une enquête préliminaire sur les possibilités », incluant le *Women's Group on Public Welfare*, la WI et le *Townswomen's Guild*, entre autres. L'idée principale était que l'entretien des vêtements devait être promu, en particulier chez les femmes et les filles des classes moyennes et inférieures. Afin de réaliser cet objectif, le BoT a envisagé de rendre obligatoire la participation aux cours *Make do and Mend* pour les personnes gagnant entre 3 et 4 livres par semaine, mais il s'est ravisé et a plus tard annoncé qu'il souhaitait simplement orienter les britanniques vers ses ateliers. Dans la préface du livret *Make Do and Mend* du BoT, Hugh Dalton a remercié les lecteurs pour la manière dont ils avaient accepté le rationnement des vêtements et les a exhortés à « obtenir le dernier usage possible de tous vos vêtements et biens ». Il était catégorique : « les vêtements doivent simplement durer plus longtemps qu'auparavant ». Le livret a été un succès, se vendant à un demi-million d'exemplaires au cours des deux premières semaines après sa publication, reflétant le succès du Board dans la transmission de son message (Summers, 2016).

Le BoT a également introduit un personnage de marionnette appelé *Mme Sew-and-Sew*, vêtue d'un tablier noir et blanc, arborant un visage résolument joyeux. Vers le milieu de 1943, il était pratiquement impossible de feuilleter un magazine sans apercevoir le visage de *Mme Sew-and-Sew* dans les pages publicitaires. Elle prodiguait des conseils judicieux pour donner une deuxième vie aux textiles tout en encourageant les femmes à participer aux cours *Make do and Mend*. Parallèlement, des livrets tels que « New Clothes from Old » faisaient leur apparition sur les étagères des librairies (Summers, 2016; Ministry of Information, 1944).

4.4. Comment le système a-t-il été reçu?

a. L'opinion publique

L'opinion publique vis-à-vis du rationnement vestimentaire et de ces politiques connexes a fluctué au fil des années. Malgré l'annonce surprise du rationnement, la réaction initiale du public a été positive. Selon une enquête de Mass-Observation, 70 % approuvaient la politique, et les gens étaient « prêts à la tolérer comme [...] une partie essentielle de l'effort de guerre ». Ceux qui avaient « assez d'argent et de prévoyance pour constituer un bon stock » ont accueilli la nouvelle avec une « satisfaction suffisante » (Mass-Observation, 1941). Cette volonté de renoncer à une partie de leur confort reposait sur la condition préalable d'une perception de justice sociale et d'un sacrifice collectif, où aucun groupe, y compris les plus riches et puissants, n'était exempté des efforts nécessaires. Dans un rapport datant de mai 1941, le ministère de l'Information affirmait que tant que la population penserait que toutes les classes et sections de la société souffraient et enduraient de manière équitable, elle tolérerait des difficultés considérables. C'est « l'injustice » que les gens trouvent détestable (Wood et al., 2023). Dexter Keezer, un économiste américain, partageait la même analyse en 1943. Il rapportait : « On m'a souvent dit avec insistance que le peuple britannique est tellement constitué qu'il supportera presque n'importe quel degré de rationnement s'ils sont convaincus que tout le monde est traité de manière équitable, mais qu'ils résistent catégoriquement à tout arrangement qui semble discriminatoire » (Keezer, 1943).

Les premières critiques du rationnement vestimentaire remettaient en question l'équité du système de rationnement vestimentaire. Dès le début, il y avait « le sentiment que l'avantage

tendra à profiter à ceux qui peuvent se permettre d'acheter un vêtement de bonne qualité qui nécessite le même nombre de coupons qu'un article bon marché, mais qui durera le double ». C'est à la suite de ces critiques que le gouvernement britannique a mis en place la politique de contrôle des prix et la politique utilitaire (Zweiniger-Bargielowska, 2000; Public Record Office, 1941a). La politique de rations individuelles à taux fixe a également posé des problèmes sans précédent pour les dignitaires publics et en fait pour toute personne ayant besoin de vêtements spéciaux pour le travail. Les médecins et les étudiants en médecine ont immédiatement exprimé leur préoccupation. Les juges récemment nommés à la High Court et le clergé supérieur ont reçu des coupons supplémentaires, et initialement, les maires et les mairesses ont également bénéficié de concessions. Les demandes de coupons supplémentaires étaient parfois déraisonnables, venant de hauts fonctionnaires et officiels de haut niveau, tels que le maire élu de Blackpool, qui, en août 1943, demanda 328 coupons supplémentaires pour lui-même (équivalent à 7 ans de 48 coupons par an) et 178 pour sa femme (presque 4 ans) (Zweiniger-Bargielowska, 2000; Public Record Office, s.d, a).

Les critiques ont fusé après la réduction du niveau de rationnement et l'extension de sa portée, notamment l'inclusion du linge de maison dans le régime de rationnement. Le résumé mensuel de renseignements intérieurs a observé un mécontentement perpétuel et étendu à l'égard du rationnement vestimentaire. Entre l'automne 1942 et décembre 1944, des plaintes sur l'insuffisance des coupons de vêtements et des demandes de coupons supplémentaires pour le linge de maison ont été régulièrement mentionnées dans 8 à 12 des 13 régions. En octobre 1942, le rationnement des serviettes était décrit comme la goutte qui faisait déborder le vase, et des femmes au foyer de neuf régions sur 13 étaient insatisfaites. En été, la suggestion de Dalton de nouvelles coupes dans les rations a été accueillie avec « consternation », car le « minimum a déjà été atteint », et des « contrastes ont été établis entre la gestion par le gouvernement des situations alimentaires et vestimentaires ». Le problème était particulièrement grave parmi les sections les plus pauvres de la classe ouvrière dont les stocks de vêtements et de linge de maison étaient bien inférieurs à ceux des groupes à revenu plus élevé (Public Record Office, 1943a; Zweiniger-Bargielowska, 2000).

Parfois, le mécontentement pouvait gronder jusqu'aux instances législatives. En effet, l'impopularité de la diminution de la longueur des chaussettes a atteint le pouvoir législatif, car le 22 avril 1943, Nigel Colman, député, a demandé si le BoT prévoyait de lever la restriction des chaussettes pour hommes. Le BoT a refusé, expliquant que la réduction de la longueur des chaussettes économise beaucoup de laine et la fabrication de chaussettes plus longues. Le BoT a également répondu à l'impopularité de l'interdiction des revers en déclarant : « Il n'y a aucun argument sérieux pour rétablir les revers tant que la nécessité d'une économie de guerre perdure. Il n'y a pas de revers aux pantalons des officiers ou d'autres grades dans l'armée, la marine et la force aérienne [...] Les policiers et les autres porteurs d'uniformes n'ont pas non plus de revers » (Summers, 2016).⁵

Une des restrictions du programme utilitaire les plus impopulaires fut la limitation de la longueur des chaussettes pour hommes. Cette mesure, qui imposait une longueur maximale de 23 centimètres pour les chaussettes, suscita encore plus de mécontentement parmi les hommes en col blanc que la suppression des revers de pantalon (Summers, 2016). En effet, les chaussettes longues étaient la norme socio-culturelle vestimentaire des britanniques car dans les années 1930, les chaussettes des hommes étaient généralement à mi-mollet, voire au-dessus du mollet (Tabio, s.d).

b. La communication médiatique

Les médias exprimaient parfois leur désaccord avec les politiques de restriction du BoT. Un exemple est les magazines féminins qui ne semblaient pas prêts à renoncer aussi rapidement à l'idée du corset que certaines jeunes femmes étaient disposées à s'en passer. En 1944, un coup de colère parut dans *Vogue* mettant en lumière une injustice envers les femmes britanniques :

« Où peut-on acheter de bons corsets ? Nulle part. [...] Pourquoi ? À cause du Board of Trade, Mesdames. Demandez-leur pourquoi des ressources humaines et des matériaux [...] étaient gaspillés pour des ceintures de pacotille qui ne fournissaient aucune valeur de coupon, qui perdaient en une ou deux

⁵ Les revers de pantalon étaient une tendance de mode populaire, en particulier chez les hommes bien habillés et les cols blancs. Ils étaient considérés comme un complément élégant et sophistiqué aux pantalons, souvent associés à une apparence soignée (Nicholson, 2013).

semaines la qualité qu'elles avaient, et [...] qui devenaient finalement plus coûteuses, tant en argent qu'en coupons, car elles devaient constamment être remplacées. Vous êtes les femmes d'Angleterre. Vous êtes celles qui ont besoin de meilleurs corsets. Il vous incombe de vous assurer de les récupérer, tout comme les hommes d'Angleterre ont réussi à retrouver leurs revers de pantalon » (*Vogue* en 1944) (Summers, 2016).

Au-delà des critiques et des conseils de la mode, les magazines de mode ont joué un rôle crucial pendant la guerre. Ils ont élargi leur portée pour aborder des sujets tels que l'économie du textile et les coiffures adaptées aux ouvrières d'usine. Le gouvernement a mobilisé toutes les ressources disponibles pour transmettre son message. Comme les femmes assumaient la charge de la vie familiale depuis que leur conjoint était parti à la guerre, le gouvernement visait particulièrement ces femmes, et les pages des magazines féminins se sont avérées être le moyen le plus efficace pour attirer leur attention. Audrey Withers, rédactrice en chef de *Vogue* pendant la guerre, a souligné que « les magazines féminins occupaient une place spéciale dans la réflexion gouvernementale pendant la guerre, car avec les hommes dans les forces, les femmes portaient l'entière responsabilité de la vie familiale ; et le meilleur moyen d'atteindre les femmes était à travers les pages des magazines » (Summers, 2016).

À l'automne 1939, la rédactrice du livre de patrons de *Vogue* conseillait aux femmes de ne pas se plaindre des longues soirées causées par les coupures de courant, mais plutôt d'en profiter pour faire de la couture. Elle encourageait les débutantes à commencer par des modèles simples car « rien n'est plus démoralisant que de ne pas parvenir à produire l'article fini ». Anne Scott James a suggéré que les mères devraient envisager de s'habiller elles-mêmes et leurs enfants de manière similaire : « Si vous cousez ou tricotez vos propres vêtements, vous pouvez fabriquer beaucoup de choses pour votre fils ou votre fille avec les coins de tissu et les demi-onces de laine » (p.136) (Summers, 2016).

Beaucoup de journalistes ont accueilli positivement le programme utilitaire, notamment le design des vêtements utilitaires. Anne Scott-James, une journaliste britannique célèbre, a écrit à propos des vêtements utilitaires : « Ils sont la révolution de la mode. Ce sont d'excellents vêtements à des prix contrôlés par le gouvernement. Ils éliminent le luxe et déjouent le profiteur ». Des avis de presse spéciaux ont été publiés et des consultations ont eu lieu entre les rédacteurs en chef et

les membres du BoT. Audrey Withers a consacré beaucoup d'espace au programme utilitaire dans *Vogue*. *Homes and Gardens*, un magazine mensuel britannique de design d'intérieur, a écrit que « maîtrisées dans de nombreuses directions et incapables de s'adonner à une orgie de poches et de plis, les femmes découvrent une nouvelle beauté dans les lignes austères et le drame des combinaisons de couleurs inattendues ». Les journalistes et les rédacteurs ont célébré le fait que la simplicité du design, qui était depuis longtemps la marque de fabrique des grands créateurs de mode britanniques, était maintenant accessible à tous. Le *Daily Mail*, le quotidien britannique, a écrit que « les épouses de banlieue et les ouvrières pourront bientôt porter des vêtements conçus par la styliste de la Reine » (Summers, 2016).

Les médias américains ont également abordé la question. *Harper's Bazaar*, un magazine féminin américain, a écrit que « la mode est démodée » et que le manque d'ornements sur les costumes et les robes, ainsi que les lignes étroites et les proportions élancées, faisaient sentir aux femmes le patriotisme et l'élégance, les libérant des détails superflus (Summers, 2016). Les critiques négatives chez les médias étaient plus présentes après la fin de la guerre, lorsque le système de rationnement était toujours en place, témoignant d'une impatience grandissante chez certains acteurs médiatiques.

4.5. Quels ont été les impacts de ces politiques?

- a. L'émergence d'une culture de l'autoproduction et de la réparation au coeur des vies des femmes britanniques

Le rationnement vestimentaire a encouragé une vaste tendance à l'autoproduction au sein des foyers britanniques. Une des clés de voûte de ce mouvement d'autoproduction fut l'impulsion du gouvernement, sous la campagne *Make Do and Mend*, pour encourager les gens à tirer le meilleur parti possible des vêtements qu'ils possédaient déjà. Le livret *Make do and Mend* donnait également des conseils détaillés sur la réparation des poignets et cols effilochés, le reprisage de la dentelle, le raccommodage des chaussettes et des bas, ainsi que l'application de patches. Il proposait des astuces pour fabriquer des *cami-knickers* (chemise-culotte en anglais) à partir de jupons, pour découdre des vêtements et les nouer dans un nouveau design. Les femmes

étaient également encouragées, voire attendues, à confectionner des vêtements pour bébés et des habits pour leurs jeunes enfants (Summers, 2016).

Les femmes considéraient l'autoproduction comme une fierté, utilisant des matériaux peu prometteurs tels que des tissus d'obscurcissement ou des couvertures pour créer des pièces attrayantes. Une habitante de South Norwood raconta à l'historien britannique Norman Longmate : « On devenait un peu sensible à l'idée de porter des vêtements neufs et c'était agréable de pouvoir dire, quand quelqu'un demandait avec incrédulité : 'Est-ce une jupe neuve ?' 'Oh, non ! Je l'ai faite à partir de mon vieux manteau d'hiver' » (Longmate, 2002). La perception culturelle du rapiècement a changé au fil des années. Bien que le faire-soi-même visait à rendre les femmes inventives, le raccommodage a été élevé au statut d'un art respectable (Summers, 2016). On conseillait aux femmes d'avoir une boîte attrayante ou un panier à ouvrage, pas simplement une vieille boîte à chaussures sale, et d'être bien organisées afin que les épingles, les aiguilles et la laine ou le fil à repriser soient rapidement à portée de main. Le rapiècement n'était donc plus réservé aux défavorisés et dès 1942, même les magazines de mode les plus luxueux encourageaient l'idée de réparer les vêtements existants, affirmant que la recherche de la nouveauté était dépassée (Summers, 2016). De plus d'être des compétences pour faire durer les vêtements, le tricot et la couture à domicile avaient été promus en tant que devoir public, et la Croix-Rouge, qui était chargée d'envoyer des colis aux prisonniers de guerre ainsi qu'aux troupes sur le terrain, faisait souvent des demandes spécifiques pour certains types de vêtements. La *WI* a envoyé environ 22 millions de vêtements tricotés à la Croix-Rouge, ce qui représente en moyenne soixante-sept vêtements par membre du WI. Même lorsque la laine devait être achetée avec des coupons, les femmes continuaient à tricoter pour les forces (Summers, 2016).

b. La réappropriation du style et de nouveaux matériaux

Les femmes étaient décidées à préserver leur individualité : « elles créaient des vêtements, des chaussures et des accessoires à partir des matériaux les plus improbables, et personnalisait les simples robes utilitaires avec de la broderie, de la peinture et des ornements faits maison ». Ces vêtements n'étaient pas de haute couture et pas toujours très élégants, mais ils faisaient en sorte que sous les manteaux et vestes fonctionnels de manière austère, certaines femmes étaient

habillées de manière unique (Wood, 1989). Il n'y avait aucune restriction de couleur pour le tissu utilitaire, et beaucoup étaient lumineux avec des motifs intéressants tels que des carreaux, des rayures et même des motifs patriotiques. La liberté de couleur a donné lieu à une variété de motifs vifs visant à égayer les lignes sinon austères des vêtements de la gamme utilitaire. Des écharpes polychromatiques étaient également populaires (Summers, 2016).

Les femmes devenaient de plus en plus inventives dans la façon dont elles portaient leurs vêtements, parvenant même à introduire une variation de couleurs saisonnières, sous l'influence des principaux magazines de mode qui célébraient la liberté offerte aux femmes par la culture des coupons et les vêtements utilitaires. Elles étaient incitées à rafraîchir leur garde-robe en ajoutant des poches de couleurs contrastées aux jupes ou robes, en cousant des rubans de couleurs variées dans le pli d'une jupe en soie noire pour créer un effet kaléidoscopique ambulant, ou en essayant de donner à leur chemise de tous les jours une allure à la Byron en nouant deux mouchoirs de lin rouge sous le col (Summers, 2016). Elles utilisaient tout ce qu'elles pouvaient trouver comme matériaux. Un favori de l'époque était le papier utilisé par les architectes pour leurs dessins. Maggie Wood donna ce conseil : « Si vous aviez la chance de connaître un dessinateur, vous le supplieriez de vous donner ses vieux dessins afin que vous puissiez les bouillir et obtenir un beau matériau en batiste que vous pourriez transformer en mouchoirs et en soutiens-gorge » (Wood, 1989). Les sacs de nourriture et de farine étaient également des articles populaires pour être transformés en chemises, sous-vêtements et articles de linge de maison tels que des taies d'oreiller. D'autres femmes confectionnaient des chemises de nuit, des vêtements pour bébés et des torchons en mousseline de beurre, qui, comme la mousseline de fromage et le tulle de rideau, n'étaient pas rationnés (Wood, 1989).

La soie de parachute était parfois considérée comme une aubaine précieuse par des femmes souhaitant confectionner des sous-vêtements et des vêtements de nuit. La soie n'était disponible que rarement pendant la guerre, mais une grande quantité de matériaux de parachute avait été libérée par le gouvernement hors des coupons en 1945 et avait été rapidement achetée par les couturières et les femmes qui demandaient à leurs couturières de créer des vêtements pour elles. Un message d'utilité publique prétendait qu'à partir d'un tiers d'un parachute de vingt-quatre panneaux, on pouvait fabriquer deux chemises de nuit, deux jupons, deux paires de

cami-knickers et quatre paires de culottes. Il y a même des histoires de femmes se précipitant vers un pilote ennemi abattu, armées de ciseaux, non pas pour le tuer, mais pour récupérer ce qu'elles pouvaient du parachute. (Summers, 2016).

Un autre exemple d'adaptation aux limitations d'approvisionnement fut la ré-émergence des sabots. Après le blocage de l'approvisionnement britannique en caoutchouc par le Japon en 1942, menant à l'interdiction de la production de semelles et talons en caoutchouc, certains ont opté pour des sabots entièrement en bois, initialement portés surtout par les ouvriers d'usine dans le nord-ouest de la Grande-Bretagne. Ces chaussures étaient très appréciées en raison de leur durabilité et du fait qu'elles ne nécessitaient pas de coupons (Summers, 2016). Même les débris de la guerre servaient de matériaux de base. Une autre anecdote raconte qu'une jeune fiancée a acquis une paire de boucles d'oreilles en Perspex en forme d'étoile, supposément fabriquées à partir du pare-brise d'un avion allemand écrasé (Summers, 2016).

Les chiens étaient même cruciaux. En effet, la *WI* a publié un article suggérant à ses membres de collecter de la fourrure de chiens à l'aide de brosses métalliques et de la filer de la manière habituelle. Elles avaient même fait des recherches sur quelles races de chiens avaient la meilleure fourrure : colleys, chiens de berger, chows et pékinois (Summers, 2016). Comme le dit Julie Summers, « si la mode a stagné pendant la guerre, la créativité, elle, n'a pas faibli. Et la créativité est l'essence de la mode » (2016).

c. Les nouvelles habitudes de consommation du rationnement

Ce rationnement vestimentaire, réduisant le plus possible la consommation de vêtement, a chamboulé les habitudes de consommation. C'était évidemment l'objectif du BoT lors de la planification du rationnement. Par exemple, le budget national des vêtements civils comptait sur le remplacement des manteaux une fois tous les neuf ou dix ans et l'achat d'un nouveau costume environ tous les trois ans pour les hommes (Keezer, 1943).

Bien que le BoT ait eu pour objectif de limiter les achats de vêtements, les gens ont persisté à acheter des articles vestimentaires et à utiliser leurs coupons de manière quasi normale après la

mise en place du rationnement. Lorsqu'ils ont commencé à manquer de coupons, ils se sont concentrés sur l'achat de vêtements apparents. En conséquence, cela a entraîné une diminution des achats de sous-vêtements, ce qui a causé la fermeture de certaines usines produisant ces produits et la perte de leur main-d'œuvre. Le résultat suivant a été une pénurie de sous-vêtements qui, dans certains cas, n'avait pas été surmontée un an plus tard (Keezer, 1943).

d. L'impact inégal du rationnement sur la consommation vestimentaire

L'impact du rationnement sur la consommation vestimentaire des Britanniques fut inégal. Lorsque Mass Observation a interrogé de manière subjective les participants sur la manière dont ils pensaient être personnellement affectés par le rationnement des vêtements, les résultats ont montré que 54 % des femmes et 67 % des hommes ont déclaré ne pas s'attendre à être affectés. Seulement 6 % des personnes s'attendaient à être fortement touchées (Mass Observation, 1941). Alors que la majorité des Britanniques (68 %) n'avaient pas de critiques à l'égard des mesures de rationnement, les disparités entre les genres étaient significatives. Les femmes (48%) étaient trois fois plus susceptibles que les hommes (15%) de critiquer, anticipant des difficultés d'approvisionnement en bas et considérant le rationnement des vêtements comme injuste, en particulier les femmes enceintes (Mass Observation, 1941).

Le rationnement des vêtements, ainsi que la politique utilitaire et le contrôle des prix, ont en réalité eu un aspect positif pour les membres les plus démunis de la société, car la qualité des vêtements qu'ils pouvaient acheter a considérablement augmenté avec l'introduction du tissu et des vêtements utilitaires (Summers, 2016). Cependant, en termes de quantité, le rationnement n'a pas nécessairement entraîné une réduction significative des inégalités de consommation. Selon le BoT qui a mené une enquête en 1944 en comparant la valeur en coupons des garde-robes des gens par rapport à celles de 1942, ils ont constaté que 15 % les plus pauvres avaient une garde-robe d'une valeur équivalente à 180 coupons de vêtements, soit un peu plus de la moitié de la valeur de ceux des plus riches de la société (Hargreaves et Gowing, 1952). Pour les plus aisés, l'impact du rationnement a été à peine ressenti, car beaucoup d'entre eux disposaient d'un stock de vêtements suffisant pour traverser la période de rationnement. En effet, l'enquête du BoT constate que les 5 % les plus riches de la population totale avaient une garde-robe d'une valeur

équivalente à 320 coupons de vêtements, et ils en avaient plus, pas moins, depuis 1942. On pourrait spéculer que si le rationnement avait duré plus longtemps, l'impact aurait été graduellement plus élevé avec un stock de vêtements réduit au fur et à mesure. Les classes moyennes, représentant 15 % de la population, avaient également vu une légère augmentation avec une garde-robe d'une valeur équivalente à 260 coupons de vêtements. Les ouvriers industriels, représentant 65 %, avaient connu une légère baisse et avaient des garde-robes d'une valeur moyenne de 215 coupons (Summers, 2016; Hargreaves et Gowing, 1952).

e. L'émergence de réseaux de solidarité

L'introduction du rationnement vestimentaire a favorisé le développement et l'expansion des réseaux de solidarité. Cela a permis à ceux qui disposaient de peu de points de continuer à s'habiller et de répondre à leurs besoins de manière adéquate. C'était le cas des *Women's Voluntary Services* (WVS), un organisme bénévole dont l'objectif est d'aider les gens dans le besoin au Royaume-Uni. Les WVS ont joué un rôle crucial en mettant en place des échanges de vêtements d'occasion pour les enfants, où les mères pouvaient troquer des vêtements contre des points, qu'elles pouvaient ensuite utiliser pour obtenir de nouveaux vêtements pour leur famille en pleine croissance (Summers, 2016). Ces échanges de vêtements ont été entrepris dans le cadre d'activités bénévoles, dans l'esprit des discussions d'avant-guerre sur la citoyenneté active. En effet, ce type de travail bénévole était une manière d'exercer la citoyenneté active dans le domaine social, allant de la participation au processus démocratique à l'implication dans l'amélioration de la communauté (Kot-Ofek, 2021; Tinkler, 2003). Pour étendre l'influence de cette citoyenneté active des femmes, le WVS a également envisagé la mise en place d'un programme national de formation visant à enseigner aux femmes les bonnes pratiques domestiques. Ce programme inclurait des conférences sur des sujets tels que « La femme dans son foyer », « Le choix et l'entretien des vêtements » et « La place de la famille dans la communauté ». L'objectif était de former des femmes qui pourraient à leur tour instruire d'autres femmes, que ce soit dans les écoles ou les clubs de jeunes. Donc, le WVS souhaitait capitaliser sur l'élan de la mobilisation en temps de guerre pour éduquer les jeunes femmes et les inciter à devenir des citoyennes actives (Kot-Ofek, 2021).

Un autre exemple où la solidarité a été très utile fut pour les jeunes mariées britanniques. Avec l'introduction du programme utilitaire et du rationnement, les futures mariées ont rencontré des difficultés croissantes pour se procurer suffisamment de tissu avec des coupons afin de confectionner une nouvelle robe de mariée longue et blanche. Certaines ont opté pour l'emprunt de robes auprès de leurs mères ou de proches, tandis que d'autres ont choisi le tailleur deux pièces. Summers prend l'exemple d'une mariée écossaise qui n'avait que sept coupons pour sa tenue de mariage, mais elle a réussi à se débrouiller avec des chaussures, un chapeau et un sac empruntés, qui étaient sans coupon, ainsi qu'une paire de bas en nylon offerte en cadeau depuis les États-Unis (Summers, 2016).

f. L'amélioration de la qualité moyenne des textiles

Après la guerre, il est indéniable que la qualité des textiles s'est considérablement améliorée, en grande partie grâce au programme utilitaire qui a rendu les vêtements de haute qualité largement accessibles à des prix abordables. En rétrospective sur la conception utilitaire de la seconde moitié de la guerre, le designer Peter Russel, écrivant à Sir Thomas Barlow, directeur-général du programme utilitaire, en est venu à la conclusion que le rationnement, les réglementations d'austérité et le programme utilitaire « avaient créé une vaste amélioration dans la tenue vestimentaire générale du public en leur enseignant une discipline dans le vêtement et l'appréciation de la simplicité » (Attfield, 1999). C'est donc la fabrication à grande échelle de vêtements développée au cours de la seconde moitié de la guerre pour le programme utilitaire qui a contribué à cette amélioration de la qualité, accélérant la croissance de la mode grand public (Summers, 2016).

g. Le ré-agencement du marché du travail dans l'industrie du textile pendant le rationnement

Les politiques de rationnement et les ordres de limitation d'approvisionnement ont eu des répercussions sociales majeures sur l'industrie de l'habillement et les détaillants. En effet, ces restrictions d'approvisionnement ont conduit de nombreuses entreprises de fabrication de tissus et de vêtements, ainsi que leurs équipes, à n'être employées que partiellement. Cela a entraîné

une tendance à se concentrer sur des lignes de produits plus coûteuses, nécessitant plus de main-d'œuvre et générant des profits à long terme (Keezer, 1943). Afin d'aider l'industrie du textile à ré-agencer ses opérations et sa main d'oeuvre, un programme a été lancé au début de 1941 pour organiser la production de manière à occuper à plein temps un nombre limité d'usines et de leurs équipes travaillant à temps partiel, tandis que d'autres dans la même situation pouvaient être libérées pour le travail de guerre (Keezer, 1943). Le fruit de cette réorganisation fut une baisse de la superficie mobilisée dans les usines. Par exemple, la superficie des usines consacrée à la production de corsets avait été réduite d'un tiers, et la main-d'œuvre engagée dans la production de corsets civils de plus de la moitié (Summers, 2016).

Toutes ces politiques, du rationnement vestimentaire au programme de réorganisation industrielle, ont évidemment conduit à des changements brutaux dans le paysage du marché du travail du secteur textile :

- En comparant le nombre total d'employés dans l'industrie de l'habillement entre 1939 et 1945, on constate une diminution significative, passant de 494 500 à 303 900, soit une baisse de près de 38,5 %.
- Dans le secteur de la couture, le nombre d'employés a également chuté, passant de 234 600 en 1939 à 172 200 en 1945 (-26,5 %).
- Concernant les chapeaux et casquettes, le nombre d'employés est tombé de 29 600 à 12 700, ce qui équivaut à une réduction (-57,1 %). Le secteur des chemises, cols, sous-vêtements, salopettes et blouses a vu son effectif diminuer de 93 500 à 52 500 (-43,8 %).
- Dans la confection de vêtements et chapellerie, le nombre d'employés a chuté de 105 400 à 52 300 (-50,3 %).
- Enfin, les industries de l'habillement, notamment corsets, globes et parapluies, ont subi une baisse, le nombre d'employés passant de 31 400 à 14 200 (-54,8 %) (Hargreaves et Gowing, 1952).

Tableau 2: Main-d'œuvre dans l'industrie de l'habillement, Grande-Bretagne.

| Secteur d'activité | Mi-1939 | Mi-1940 | Mi-1941 | Mi-1942 | Mi-1943 | Mi-1944 | Mi-1945 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Couture | 234,6 | 243,3 | 242,0 | 194,6 | 178,1 | 158,5 | 172,2 |
| Chapeaux et casquettes | 29,6 | 23,7 | 23,2 | 19,1 | 12,7 | 11,4 | 12,7 |
| Chemises, cols, sous-vêtements, salopettes, blouses, etc. | 93,5 | 91,5 | 77,7 | 58,4 | 55,1 | 49,6 | 52,5 |
| Confection de vêtements et chapellerie | 105,4 | 82,7 | 70,6 | 56,4 | 50,1 | 47,4 | 52,3 |
| Industries de l'habillement - corsets, globes, parapluies | 31,4 | 30,6 | 24,3 | 17,1 | 14,4 | 13,6 | 14,2 |
| Total | 494,5 | 471,8 | 437,8 | 345,6 | 310,4 | 280,5 | 303,9 |

Sources: *Statistical Digest of the War* and *Ministry of Labour* (Hargreaves et Gowing, 1952). Les chiffres sont en milliers.

Les industries fournissant des matières premières à l'industrie de l'habillement ont également subi une réduction de leur main-d'œuvre. C'est notamment le cas de l'industrie de la laine au Royaume-Uni, qui a enregistré une diminution du nombre de travailleurs, passant de 207 600 en milieu d'année 1939 à 129 100 en milieu d'année 1944, ce qui représente une baisse de 37,8 % (Hargreaves et Gowing, 1952).

L'impact sur le secteur de la vente en détail fut également important. L'un des aspects majeurs du rationnement et de la campagne *Make do and Mend* qui a été souvent négligé par le gouvernement britannique fut l'impact qu'il a eu sur les détaillants de vêtements. Avec des stocks et des lignes en diminution, l'ensemble du secteur de la vente au détail a eu du mal à survivre pendant la guerre. En effet, Mass Observation a réalisé une enquête sur les magasins et grands magasins du West End de Londres en février et mars 1942. Ils ont constaté que le stock ordinaire de vêtements était très limité et que les approvisionnements en vêtements utilitaires n'avaient pas encore compensé le manque de vêtements dans les tailles les plus populaires (Summers, 2016).

h. L'émergence d'un marché noir et l'augmentation des fraudes

Le marché noir s'est développé pour les vêtements, car ils étaient faciles à stocker, distribuer et fabriquer, et la demande était élevée. Les autorités étaient préoccupées par le risque d'abus, comme le montre le *Clothing Coupon Quiz*. En effet, en déclarant sur le *Clothing Coupon Quiz* que le programme de rationnement est « votre programme - pour vous défendre en tant que consommateur, en tant que citoyen », toute personne honnête a compris que tenter de contourner le rationnement équivaut à tromper la nation (*cheat the ration, cheat the nation* en anglais) (Zweiniger-Bargielowska, 2000; Board of Trade, 1941).

Les activités illégales liées aux coupons de vêtements étaient monnaie courante, en particulier au cours de la première année de rationnement, et le marché noir des coupons de vêtements constituait un problème endémique. Cependant, le système a fonctionné de manière adéquate jusqu'aux derniers mois de rationnement par le respect volontaire des règles (Hargreaves et Gowing, 1952). Pour expliquer, le marché noir pendant la guerre était largement alimenté par le commerce de coupons de rationnement. Les coupons étaient utilisés pour acheter des biens rares ou contrôlés, mais ils étaient facilement perdus ou volés, ce qui permettait aux individus de les échanger illégalement. Comme les coupons pouvaient être utilisés dans n'importe quel magasin, il était difficile de surveiller leur utilisation ou d'empêcher leur détournement le long de la chaîne d'approvisionnement. Cela a conduit à un marché clandestin florissant, où les coupons étaient échangés contre des biens rares ou des services, contournant ainsi les restrictions officielles de rationnement. Il y avait une forte incitation au vol ou à la contrainte pour obtenir des livrets et

des coupons de rationnement, et les consommateurs pouvaient vendre leur carnet de rationnement et demander un remplacement en prétendant l'avoir perdu (Zweiniger-Bargielowska, 2000).

Bien que les détaillants soient les seuls censés découper les coupons des livrets, dans la pratique, beaucoup acceptaient des coupons détachés, et il était impossible de prouver après la transaction où ces coupons avaient été précédemment ou s'ils avaient été présentés par un client qui les avait acquis illégalement. Dans les premiers mois du rationnement, les coupons détachés étaient assez largement utilisés selon une enquête menée auprès de détaillants dans 11 villes en août 1941. En moyenne, près de 19 % des détaillants se voyaient proposer des coupons détachés par plus de 20 % des clients. À cette époque, les coupons de vêtements étaient en fait les coupons de margarine inutilisés du carnet de rationnement alimentaire et les principales raisons de proposer des coupons détachés étaient d'ordre pratique et le fait que les carnets de rationnement étaient utilisés pour d'autres produits rationnés (Zweiniger-Bargielowska, 2000; Public Record Office, 1941b).

S'ajoutait au marché noir la fraude, notamment beaucoup de demandes de remplacement. En effet, selon un rapport, les responsables émettant les coupons de remplacement estiment que plus de 90 % des demandes sont fausses. Une enquête interne a conclu qu'environ 70 % des demandes de remplacement étaient insatisfaisantes. Alors que la première année a été marquée par une explosion de près de 800 000 demandes de remplacement de coupons, entraînant l'émission de 27 millions de coupons supplémentaires, la deuxième et troisième année ont connu une baisse respective de 38 % et 50 % des demandes de remplacement. En effet, la procédure de demande de remplacement est devenue plus complexe, les carnets de rationnement perdus ne pouvant être remplacés qu'avec une lettre signée par un juge de paix et accompagnée d'un timbre d'1 shilling (Zweiniger-Bargielowska, 2000; Public Record Office, s.d, b; Public Record Office, 1943b; Public Record Office, 1943c).

Une autre source d'approvisionnement en coupons sur le marché noir était le vol et la contrefaçon. Les coupons étaient exposés au vol, que ce soit dans les magasins, chez les imprimeurs ou chez les pulpeurs. Au total, environ un million de coupons avaient été signalés au Board comme volés en 1943-1944. La réaction a été de renforcer la sécurité. La falsification

s'est généralisée au cours de cette période, car les coupons étaient initialement « conçus de manière rudimentaire et ne présentaient pas les mêmes problèmes techniques que la falsification des billets de banque ». La menace de contrefaçon a considérablement diminué avec l'introduction de l'impression sécurisée à partir de 1942, lorsque la conception des coupons est devenue de plus en plus sophistiquée et que les coupons ont été imprimés sur du papier de couleur. Tous les documents de rationnement vestimentaire portaient des numéros de série, permettant ainsi, avec la collaboration des agents émetteurs, d'identifier le titulaire légitime de n'importe quel carnet (Zweiniger-Bargielowska, 2000). En dépit de ces statistiques, seulement environ 1 % de tous les coupons de vêtements en circulation à partir de la deuxième année ont été obtenus illégalement (Summers, 2016).

De plus, la vente de vêtements rationnés à des prix élevés sans coupons était une pratique répandue pendant et après la guerre. Outre le vol, l'industrie du vêtement fournissait cette source d'approvisionnement, étant donné le grand nombre de petits fabricants qui la composaient. Même si l'achat de vêtements nécessitant des coupons pouvait épuiser les stocks des commerçants frauduleux, ces derniers pouvaient toujours compenser la pénurie en acquérant des coupons supplémentaires sur le marché noir. D'autres méthodes d'approvisionnement comprenaient la contrebande ou le détournement de produits destinés à l'exportation vers le marché intérieur (Zweiniger-Bargielowska, 2000). Les coupons étaient parfois achetés à des personnes qui avaient besoin d'argent, mais plus fréquemment, ils provenaient de proches âgés qui ne ressentaient pas le besoin d'acheter des vêtements. Cette pratique était connue sous le nom de « bidouillage » (*fiddling* en anglais), et de nombreuses personnes l'admettaient volontiers après la guerre (Summers, 2016).

4.2. Quand et pourquoi le rationnement est-il suspendu ?

Certaines règles de la politique utilitaire ont été assouplies vers la fin de la guerre, notamment en ce qui concerne les vêtements d'extérieur pour hommes avant la démobilisation. En effet, le gouvernement souhaitait éviter que les soldats démobilisés ne soient confrontés aux règles strictes de la politique utilitaire après avoir bravement servi leur pays. En février 1944, les revers de pantalon ont été rétablis, suivis par la levée des restrictions sur la longueur des chaussettes pour hommes en novembre 1945, et sur les sous-vêtements pour hommes en janvier 1946.

Chaque membre masculin des services a ensuite reçu une allocation de coupons de vêtements gratuite et de 90 coupons supplémentaires, presque trois fois plus que ce à quoi avaient droit leurs homologues civils en 1945. Cette décision n'a suscité que peu de plaintes quant à son équité dans les lettres et journaux de l'époque (Summers, 2016). Une fois démobilisés, les uniformes ont été rapidement transformés en vêtements de tous les jours. Les uniformes des marins et les kilts des régiments écossais ont notamment été réutilisés pour confectionner des jupes, et le tissu excédentaire a été utilisé pour les garnitures de chemise et les cravates. Bien que cela ait probablement enfreint les règlements militaires, cela n'a soulevé que peu de protestations (Summers, 2016).

e. La déréglementation des politiques de rationnement et mesures connexes

Au début de 1948, Harry Wilson, à la tête du BoT, a mis en place un comité pour simplifier et supprimer les contrôles, ce qui a conduit au « feu de joie de contrôles » de novembre (*bonfire of controls* en anglais). Environ 60 produits avaient moins de contrôles et pour environ 25 catégories, dont les landaus, les jouets, les couverts et le linoléum, les contrôles ont été totalement levés. En résumé, bien que près de 200 000 licences aient été supprimées, la déréglementation n'a pas eu un grand impact global. Elle a seulement touché une partie restreinte du système de contrôle, et moins de 40 fonctionnaires ont été affectés. En d'autres termes, malgré cette déréglementation, le contrôle global sur les produits et les licences est resté largement en place (Zweiniger-Bargielowska, 1994; Worswick et Ady, 1952; Tomlinson, 1997). Les régulations utilitaires sur les vêtements ont pris fin en 1946, tandis que le système de priorité a été supprimé en 1948. Les revêtements de sol et les textiles domestiques ont été déréglementés en 1949 (Zweiniger-Bargielowska, 1994; Hargreaves et Gowing, 1952).

f. La campagne pour la fin du rationnement en 1948

Le rationnement a perduré après la guerre. Non seulement le système est demeuré en vigueur, mais le nombre de coupons a été réduit à 36 en 1945, puis augmenté à 42 en 1946 (Zweiniger-Bargielowska, 2000). Cette continuation de rationnement était justifiée par trois raisons : premièrement, les exigences et efforts d'exportation ; deuxièmement, les pénuries

d'approvisionnement et de main-d'œuvre ; et enfin, le désir de maintenir une distribution équitable et d'éviter les hausses de prix (Zweiniger-Bargielowska, 1994). Le gouvernement britannique souhaitait mettre fin au rationnement des vêtements « dès que les circonstances le permettront », mais il n'était « pas prêt à prendre des risques [...] en ce qui concerne la distribution équitable des vêtements essentiels à la masse de la population » :

« Au fur et à mesure que l'offre et la demande s'équilibrent pour certains types de produits, nous devons y remédier non pas par une augmentation générale des rations, mais, lorsque cela peut se faire sans affecter notre effort d'exportation ou augmenter nos besoins d'importation, en retirant des produits des rations ou en les réduisant » (House of Commons, 1948).

En effet, le rationnement vestimentaire n'avait plus du tout le même soutien après la guerre que lors de la guerre. Ce n'était plus considéré comme un effort nécessaire pour faire face à l'ennemi, mais une véritable campagne d'austérité qui s'éternisait. 1947 fut l'année de trop où pendant trois longs mois, les Britanniques ont enduré le pire hiver, avec des pénuries de carburant drastiques, des coupures de courant, et le maintien du rationnement alimentaire après la Seconde Guerre mondiale. Il semblait que « le front intérieur fonctionnait sans guerre pour le soutenir » (Addison, 1985). Cette image sombre de la période est bien capturée dans « 1984 », le livre de Georges Orwell publié en 1949 dont le titre inverse la date de 1948 (Posner, 2000). À ce moment-là, « l'austérité s'était emparée de la conscience publique comme une maladie maligne » (Morgan, 1990). Dans ce contexte morose, le gouvernement britannique met fin au rationnement vestimentaire en mai 1949.

Malgré la fin du rationnement vestimentaire, une vague conservatrice contestant les politiques du parti travailliste prend de l'ampleur et s'impose progressivement. Les élections générales de 1950 ont largement tourné autour de la question du rationnement, le parti conservateur faisant campagne sur un manifeste promettant d'y mettre fin au plus vite (Kynaston, 2007). En effet, les arguments conservateurs en faveur d'une fin du rationnement des autres biens et de la politique utilitaire a été particulièrement efficace auprès des ménagères, qui ont été confrontées à des conditions d'achat plus difficiles après la guerre que pendant celle-ci. Le Parti conservateur a favorisé la création de « comités de ménagères » (*Housewives Committees*) afin de permettre aux

femmes au foyer d'exprimer leurs préoccupations concernant les difficultés auxquelles elles étaient confrontées. La conférence des femmes de 1947 a vivement critiqué « l'augmentation constante du fardeau imposé aux femmes au foyer », une résolution similaire étant adoptée lors de la conférence conservatrice en octobre (Zweiniger-Bargielowska, 1994). Cette pression pour la fin du rationnement gagnait la bataille post-guerre des idées car selon un sondage Gallup réalisé en novembre 1947, 62 % des personnes interrogées préféraient leur style de vie avant la guerre à celui du présent (Zweiniger-Bargielowska, 2000; Gallup Poll, 1976). Avec la victoire de Winston Churchill en octobre 1951, le chemin vers la fin totale des réglementations vestimentaires s'est ouvert. La politique utilitaire a été abolie en 1952 après 11 ans d'existence (Summers, 2016).

Chapitre 5: Apports et limites du rationnement britannique du point de vue de la décroissance

L'un des objectifs principaux de ce mémoire est d'analyser et de discuter les contributions et les limites du rationnement britannique, tel qu'examiné dans le chapitre précédent du point de vue de la décroissance. Cette évaluation se concentrera sur les apports et les limites de cette expérience historique en s'appuyant sur les trois axes fondamentaux de la justice, de l'autonomie et de la soutenabilité.

5.1. Apports et limites du rationnement britannique en matière de justice sociale

a. Garanti d'un niveau de consommation digne pour tous et toutes

Au niveau des apports en matière de justice sociale, la politique du rationnement britannique a instauré une culture de la suffisance et de la sobriété, garantissant un socle social minimum pour tous, tout en limitant les excès de la consommation. En d'autres termes, le rationnement vestimentaire britannique a consisté à répondre aux besoins réels plutôt qu'à soutenir la croissance économique et la consommation. Le quotidien britannique *Liverpool Echo* soulignait le fait que les politiques utilitaires et de rationnement veillaient à ce que les gens soient correctement nourris et bien habillés, en tenant compte des approvisionnements disponibles et de leurs revenus :

« Avant la guerre, nous parlions de prospérité et de la vie abondante. Il y avait plus de chômage que de prospérité pour les masses à travers le monde, et les erreurs se sont accumulées. Maintenant que nous planifions la pénurie et réduisons la consommation de biens non essentiels, la population dans son ensemble est mieux nourrie. Il y a moins de pauvreté et personne ne manque de rien » (*Liverpool Echo*) (Keezer, 1943).

Le plus remarquable dans le témoignage du *Liverpool Echo* est surtout la diminution des inégalités, combinée à une réduction de la production. En effet, le journal souligne que les politiques utilitaires et de rationnement ont contribué à assurer des vêtements décents pour tous

et toutes, dans un contexte de décroissance de production et consommation vestimentaire. De plus, moins de vêtements signifiaient moins de tracas avec les superflus ; tout ce qui était sophistiqué semblait déplacé. « Les garde-robes rétrécissaient rapidement, et plus elles devenaient petites, plus elles devaient être parfaites » s'enthousiasmait Babs Bouët-Willaumez, rédactrice en chef de la mode de *Vogue* (Summers, 2016).

b. Le contrôle des prix

Un des grands apports en matière de justice sociale de l'expérience de rationnement britannique est le contrôle des prix, qui fait référence à un ensemble d'instructions données aux producteurs sur le montant qu'ils peuvent ou ne peuvent pas légalement exiger pour leurs produits (Tucker, 2021). En général, les prix peuvent être fixés de trois manières : (1) à un niveau de référence, basé sur les prix avant une perturbation comme une guerre⁶; (2) à un niveau politique, pour soutenir des objectifs comme des revenus décents pour les agriculteurs ou des prix d'achat abordables pour le gouvernement; (3) en permettant des fluctuations dans une fourchette, pour que les producteurs puissent ajuster leurs prix selon les coûts sans exclure les consommateurs du marché (Tucker, 2021). Le contrôle des prix pendant le rationnement britannique n'était pas un « accessoire », mais une nécessité impérieuse, soulignant que le rationnement et la régulation des prix forment un duo politique indissociable. En effet, « la plupart des responsables de l'administration des contrôles [au Royaume-Uni pendant le rationnement] considéraient qu'en parler séparément revenait à dissocier des jumeaux siamois » (Keezer, 1943). Une des raisons ? « Les programmes de rationnement ne fonctionnent souvent bien que s'ils sont accompagnés d'un contrôle des prix plafonds », en raison du fait que le rationnement des biens de consommation risque de perdre l'adhésion du public si les prix sont perçus comme injustes (Wallace, 1951). De plus, le rationnement est largement considéré comme un complément essentiel au contrôle des prix pour garantir son efficacité, surtout lorsque les revenus monétaires augmentent et que l'offre de biens de consommation diminue (Lauterbach, 1944). Au-delà de l'argument d'efficacité, c'est donc tout un enjeu de justice sociale derrière la politique du contrôle des prix pendant le rationnement britannique car cette politique permet d'atténuer les effets socialement régressifs

⁶ Aux États-Unis, il y a eu quatre occasions au cours du 20e siècle où des contrôles de prix systématiques ont été utilisés : pendant la Première Guerre mondiale, la Seconde Guerre mondiale, la guerre de Corée et les bouleversements économiques sous l'administration Nixon (partiellement liés à la guerre du Viêt Nam) (Tucker, 2021).

sur la société, en maintenant les prix bas afin de rendre les ressources essentielles abordables pour la majorité de la population. Un système de rationnement couplé à un contrôle des prix offre la possibilité d'acheter des biens à un prix fixé indépendamment du marché, ce qui les rend considérablement moins chers que s'ils étaient soumis uniquement aux forces du marché. À titre d'exemple, les États-Unis ont mis en place le *Emergency Price Control Act of 1942* pour stabiliser les prix pendant la Seconde Guerre mondiale. L'argumentaire qui justifiait la mise en place de ce contrôle des prix était de stabiliser les prix et d'éviter les augmentations spéculatives, injustifiées et anormales des prix; d'éliminer et de prévenir la recherche de profit excessif et l'accaparement de richesses ou de pénuries causées par ou contribuant à l'urgence nationale (Estep et al., 1942).

Cet apport n'est pas propre au rationnement britannique car dans l'histoire, de nombreux systèmes de rationnement alimentaire ont pris la forme d'un système de distribution publique (SDP), connu sous le nom de *public distribution system* en anglais, qui fournit régulièrement des articles alimentaires spécifiques aux consommateurs, souvent sur une base mensuelle. Dans un SDP typique, les rations alimentaires destinées aux consommateurs se situent à l'aval d'un réseau qui achète et stocke des céréales à des prix garantis. Le SDP impose des contrôles de prix, accorde des subventions et rationne les stocks fournis aux détaillants. Ce système est généralement mis en place non pas pour répondre à des limitations absolues de l'approvisionnement alimentaire, mais pour éviter les prix excessifs des aliments qui prévaudraient en l'absence de ces mesures (Cox, 2013).

Par exemple, ce système de SDP a été mis en place par le gouvernement égyptien pendant la Seconde Guerre mondiale, dans les années 1940, afin de fournir des aliments adéquats et peu coûteux à tous les résidents du pays. Initialement, ces programmes subventionnaient des produits tels que le sucre, l'huile végétale, le thé, le kérosène, le tissu de coton, et d'autres articles essentiels. Ces subventions ont été maintenues après la guerre pour contrer l'inflation, et dans les années 1960, elles ont été étendues à d'autres secteurs, notamment les transports, le logement, l'énergie, le savon, voire les cigarettes. En 2008, confronté à des émeutes alimentaires et à une augmentation des prix, le gouvernement a élargi le système de cartes de rationnement, qui fournissait alors du riz, du sucre, du thé, de l'huile végétale et parfois de la farine. En 2012, le

système de rationnement avait été étendu à 63 millions d'Égyptiens, soit une augmentation de plus de 40 % en quatre ans (Cox, 2013; Gutner, 2002). Un autre exemple de SDP avec un contrôle des prix alimentaires fut en Irak. Les produits alimentaires étaient distribués aux consommateurs par l'intermédiaire de 45 000 agents agréés en alimentation et en farine à travers l'Irak. Chaque bénéficiaire ne payait que 250 dinars pour un panier mensuel de marchandises (CAD \$0,26). Avant d'être réduite en 2010, la ration du PDS comprenait 9 kilogrammes de blé, 3 kilogrammes de riz, 2 kilogrammes de sucre, ainsi que 500 grammes de concentré de tomate, 250 grammes de thé, 250 grammes de lait pour les adultes et près de 2 kilogrammes pour les enfants, un litre d'huile de cuisson, 250 grammes de savon et 500 grammes de détergents (Cox, 2013).

Dans le contexte biophysique actuel, les perturbations écologiques (ruptures d'approvisionnement alimentaire et de matières premières, etc.) et énergétiques (pic de pétrole, instabilité géopolitique causée par les crises écologiques, etc.) risquent de se généraliser, ce qui entraînera des pénuries et des hausses de coûts pour les biens et les services essentiels (Dutorme, 2024). Or, après la mise en place d'un contrôle des prix, les inégalités ne se creusent pas, contrairement à une situation où les prix des biens de première nécessité augmentent plus rapidement que ceux des produits moins essentiels consommés par une classe plus aisée, ce qui peut compliquer le maintien de la cohésion sociale et de la solidarité nationale dans un contexte d'autolimitation (Tucker, 2021). Un exemple de contrôle des prix pour protéger la subsistance des citoyens est la proposition de Dullien et Weber (2022) de fixer le prix d'une certaine quantité de gaz par ménage lors de la crise énergétique de 2022. De plus, le contrôle des prix empêche l'accumulation de profits chez les producteurs en dépossédant les consommateurs de leur pouvoir d'achat, voire de leur pouvoir de vivre, en limitant la spéculation et en atténuant les pressions inflationnistes dans les secteurs particulièrement susceptibles de pratiquer des prix abusifs (Parrique, 2022; Humphrey, 1942; Olk, 2023).

c. L'interdiction de la vente et de l'échange des coupons

Un autre apport en termes de justice sociale au niveau du rationnement britannique est celui de la non-marchandisation des coupons. Celle-ci s'inscrit dans la conception égalitaire que Nathan Wood et ses collègues proposent (ECR pour *egalitarian conception of rationing*). Leur ECR cherche à adopter une caractéristique clé du rationnement britannique de la Seconde Guerre

mondiale : le rejet des marchés en évitant de rendre les quotas échangeables (Wood et al., 2023). En effet, l'ECR est une déclaration forte contre les systèmes de rationnement qui privilégient certains individus par rapport à d'autres. C'est un rejet normatif de la commercialisation des quotas qui permettent aux riches de consommer plus que les pauvres, faisant en sorte que les pauvres supportent donc une plus grande part du fardeau de nos efforts pour réduire la consommation de ressources. En effet, les ménages à revenu élevé, ayant plus de ressources financières, peuvent acheter des quotas supplémentaires pour consommer plus de ressources alors que les ménages à faible revenu, qui ne peuvent pas se permettre d'acheter des quotas supplémentaires, se trouvent limités à des niveaux de consommation plus bas, creusant ainsi l'écart entre les riches et les pauvres. Ces derniers doivent donc supporter une part disproportionnée des réductions de consommation tout en voyant les plus riches maintenir leur niveau de confort. De plus, lorsque vous permettez aux quotas d'être échangeables, les marchés deviennent le principal mode de distribution de ces quotas. En rejetant la primauté du marché, cela affirme que les quotas de rationnement sont des biens que l'argent ne peut acquérir (Wood et al., 2023). De plus, l'ECR est un rejet de l'idéologie de l'*homo economicus*, réduisant l'humanité à des acteurs économiques rationnels. Nathan Wood et ses collègues expliquent que ce dont nous avons davantage besoin, c'est de « l'homo solidarus » ; par conséquent, un système de quotas qui reflète davantage des valeurs basées sur la solidarité plutôt qu'une fétichisation de l'argent. Interdire la commercialisation des quotas viserait donc à minimiser l'influence de l'argent (Wood et al., 2023).

Cette non-marchandisation des points de rationnement est une caractéristique distinctive du rationnement britannique, et plus largement des systèmes de rationnement instaurés durant la Seconde Guerre mondiale, car tous les systèmes de rationnement, qu'ils soient en phase d'idéation ou de concrétisation, ne suivent pas nécessairement cette approche. Par exemple, plusieurs intellectuels comme Fleming (2007) proposent que les citoyens qui n'utilisent pas leur quota puissent le céder à d'autres qui souhaitent consommer davantage de ressources que ce que leur allocation initiale leur permet. L'idée principale derrière cette pratique est qu'elle peut favoriser la redistribution des richesses. Partant du principe que les ménages à revenu plus élevé ont tendance à consommer davantage, les ménages à revenu plus faible (qui consomment moins) peuvent vendre leurs quotas excédentaires aux ménages à revenu plus élevé qui nécessitent des

allocations de rationnement plus importantes pour maintenir leur niveau de consommation, facilitant ainsi la redistribution des richesses (Wood et al., 2023). S'ajoute à cet argument l'argument typique des économistes qui soutiennent généralement que l'interdiction du commerce entre deux parties nuit à chacune d'entre elles (Mankiw, 2020). Ainsi, la question la plus fréquemment posée par les économistes est : pourquoi renoncer à la possibilité de commercer ? L'une des raisons est qu'un système de quotas échangeables pour le rationnement du carbone ne fixe pas de limite rigoureuse à la consommation individuelle (Cox, 2013). En effet, les principales propositions de rationnement du carbone ont toujours supposé la possibilité d'échange car cela met l'accent sur le principe de « conservation des gains », récompensant les comportements les plus sobres, pour compléter le principe de « pollueur-payeur ». Cependant, bien que la vente légale de points de carbone ait tendance à redistribuer l'argent des ménages à revenu élevé vers ceux à revenu faible, les détracteurs soutiennent qu'un marché du carbone crée un système à deux niveaux : les efforts de sobriété énergétique deviennent obligatoires pour les moins fortunés mais facultatifs pour les plus aisés, qui peuvent acheter leur liberté de consommer excessivement (Cox, 2013). Brian Tokar de l'Institut d'écologie sociale de Plainfield, dans le Vermont, soulève le point que la plupart des économistes qui ont conçu les grands systèmes de négoce du carbone en amont évoluaient déjà dans le monde de la finance, allant des actions, des obligations et des produits dérivés. Il soulève également une question pertinente : comment les personnes ayant une expérience financière qui se limite à leur comptes chèques, marquée par des escroqueries comme les prêts sur salaire, géreront-elles des cartes qui auront un impact déterminant sur leur manière de consommer et de vivre ? (Cox, 2013). Cette préoccupation est également partagée par l'économiste britannique Nick Eyre, qui estime que l'introduction du négoce du carbone dans l'économie quotidienne pourrait encourager une préférence pour l'argent immédiat au détriment de paiements ultérieurs, ce qui pourrait entraîner des pratiques injustes de spéculation de la part des intermédiaires financiers (2017).

Cependant, la non-marchandisation des besoins présente une limite importante : elle entraîne l'émergence d'un marché noir, poussant des citoyens respectueux des lois à violer la loi sans qu'il n'y ait de gains apparents. C'est ce que l'historien Mark Roodhouse observe dans son analyse des rationnements de la Seconde Guerre mondiale. Ce dernier explique que le fait que les systèmes de rationnement des années 1940 et 1950 ne permettaient pas l'échange de quotas a créé des

conditions favorables pour l'émergence d'un marché noir pour écouler les coupons et les rations excédentaires, notamment le marché noir des coupons de vêtements, le plus important. Par exemple, des femmes de la classe ouvrière, ayant de grandes familles, vendaient des coupons supplémentaires à leurs collègues d'usine, ainsi qu'à des ménagères de la classe moyenne pour lesquelles elles travaillaient comme femmes de ménage (2007).

d. Conclusion

Le rationnement britannique a donc joué un rôle fondamental dans la promotion de la justice sociale, en garantissant un accès équitable aux biens essentiels, quel que soit le statut social. En assurant un minimum vital pour tous, il a permis de réduire les inégalités, notamment en offrant à chacun des rations égales, indépendamment de sa classe. Cette approche a également favorisé une culture de sobriété, en limitant la consommation non essentielle et en mettant l'accent sur les besoins primaires plutôt que sur le consumérisme excessif. Le contrôle des prix a évité les abus de spéculation, préservant les plus vulnérables de l'inflation. L'interdiction de l'échange des coupons a renforcé l'égalité d'accès, empêchant les plus riches d'accaparer davantage de ressources, et a consolidé la solidarité sociale. Ainsi, le rationnement a non seulement permis une gestion plus équitable des ressources en temps de guerre, mais a aussi offert un modèle de justice sociale en période de crise.

5.2. Apports et limites du rationnement britannique en matière d'autonomie

Rappelons le sens de l'autonomie dans le contexte des réflexions de Berlan (2021), qui la définit comme la capacité à s'émanciper des systèmes économiques, techniques et bureaucratiques dominants. Elle englobe à la fois l'autonomie politique, fondée sur des formes de démocratie directe et participative, et l'autonomie matérielle, qui concerne la capacité de subvenir aux besoins essentiels en dehors des structures économiques dominantes.

e. Une culture de l'autoproduction

Un grand apport du rationnement est la revitalisation d'une culture d'autoproduction chez les ménages britanniques. C'était notamment le cas avec les sous-vêtements. Une fois que les culottes ont été rationnées en 1941, les femmes ont fait preuve d'une débrouillardise extraordinaire, utilisant une grande variété de matériaux et de techniques pour créer des sous-vêtements confortables. Des publicités pour des livres de patrons de soutiens-gorge et de culottes ont fait leur apparition dans tous les magazines féminins, certaines montrant même des modèles de tricot pour des culottes et des sous-vêtements pour les deux sexes, suggérant aux femmes de découdre de vieux cardigans ou d'autres vêtements pour tricoter de nouveaux sous-vêtements. Certaines femmes n'avaient d'autre choix que de les réparer elles-mêmes. Les magazines offraient des astuces utiles, accompagnées de dessins, montrant aux femmes comment remailer un bas bien repris. Les bas dépareillés étaient conservés et teints pour les assortir (Summers, 2016). En fait, *Make do and Mend* promeut la maintenabilité et la modularité, suivant la philosophie des approches low-tech. Par exemple, une femme britannique non seulement s'était confectionné une nouvelle robe de chambre, mais elle l'avait réalisée de telle manière que, si nécessaire, elle pouvait découdre toutes les additions et la ramener à la robe initiale à bord franc avec laquelle elle avait commencé (Summers, 2016).

Il est important de noter qu'en réalité, il y avait des cours de production et de raccommodage de vêtements partout dans le pays avant même le début de la guerre et donc avant la campagne *Make do and Mend*. Le *Women's Institute of England and Wales (WI)*, un organisme communautaire britannique pour les femmes, montrait déjà la voie avec ses cours. Avec 5 800 instituts à travers l'Angleterre et le Pays de Galles, et plus d'un quart de million de membres, la WI formait un réseau solide et uni de femmes dans les villages de campagne et était en mesure d'aider à un tel programme. Le *National Council of Social Services*⁷ et les conseils affiliés avait déjà un réseau de 700 clubs, principalement composés de travailleurs à bas salaire, qui se concentraient sur des cours de couture. Hugh Dalton, président du BoT, écrivit aux groupes de femmes le 16 septembre 1942, les exhortant à faire « tout en votre pouvoir pour sensibiliser toute

⁷ Le NCSS est une organisation basée au Royaume-Uni qui représente et soutient les organisations bénévoles et caritatives. Elle est connue à présent sous le nom de *National Council for Voluntary Organisations*.

la nation à la nécessité de réparer et de se débrouiller ». En effet, en 1943, lorsque le BoT produisit enfin sa brochure *Make do and Mend*, la plupart des femmes auraient argumenté qu'elles s'étaient activement impliquées dans cette démarche pendant la majeure partie de trois, voire quatre, années (Summers, 2016).

Cette vague d'autoproduction fut à contre-courant des tendances des sociétés de croissance, surtout celle de la généralisation de la délivrance matérielle où la consommation de masse « permet de faire accéder une partie croissante de la population à l'aisance et aux jouissances bourgeoises » (Berlan, 2021). Dans cette quête de délivrance matérielle, la liberté de consommation se manifeste par l'instillation de désirs dans la population, désirs qui ne peuvent être satisfaits que par l'argent, puisque les ressources nécessaires à leur réalisation ne sont pas directement accessibles. Cette logique a préparé le terrain pour l'émergence et l'accélération du processus de « colonisation intérieure », où la vie matérielle des classes populaires, autrefois largement préservée des circuits de reproduction du capital par l'autoproduction, l'artisanat ou l'échange local, est désormais prise en charge par les grandes firmes capitalistes (Berlan, 2021; Lefebvre, 1968). Or l'autoproduction impulsée par le rationnement s'inscrit dans cette autonomie matérielle qui encourage les pratiques d'autosubsistance, permettant de répondre à la majorité des besoins par la production personnelle, tout en offrant la possibilité de vendre le surplus et d'acheter des biens complémentaires, ce qui facilite la circulation des produits sans nécessiter d'organisations de grande échelle et les problèmes qui en découlent. C'est une approche qui vise à « faire nous-mêmes, par nous-mêmes et pour nous-mêmes ce dont nous avons besoin, qu'il s'agisse de denrées alimentaires, de tâches ménagères ou de problèmes relationnels à résoudre » (Berlan, 2021).

La limite principale de cette tendance à l'autoproduction britannique réside dans le fait qu'elle était justifiée par les contraintes d'approvisionnement de l'époque plutôt que par un projet politique d'autonomie matérielle. Autrement dit, elle était davantage perçue comme une réponse temporaire à une situation exceptionnelle plutôt que comme une démarche durable visant à réduire la dépendance au système industriel mondialisé. Bien que l'autoproduction permette de regagner une certaine autonomie en répondant à ses propres besoins, dans le contexte britannique, elle a été avant tout encouragée par un devoir patriotique. Ce dernier visait à

préserver les ressources nationales, incitant les individus à réutiliser et adapter les vêtements déjà en leur possession, plutôt qu'à promouvoir une véritable transition vers une autosuffisance pérenne et délibérément choisie.

f. Le manque d'autonomie politique

Une des limites évidentes du rationnement britannique en matière d'autonomie est qu'il n'a pas été le fruit d'une décision démocratique. Du début à la fin de cette expérience, on est resté en pleine « hétéronomie politique ». En effet, quand le BoT prenait ses décisions de restriction, c'était une situation pendant laquelle des bureaucrates décidaient de choses qui ne les impactaient pas ou très peu, et des citoyens lambda qui ne prenaient pas de décisions politiques étaient soumis à ces décisions venant d'en-haut. En réalité, tout processus d'autonomie politique, ou même simplement d'information des Britanniques sur l'instauration d'un tel système de distribution des ressources, a été délibérément écarté afin de maintenir le secret politique et éviter des réactions de panique anticipées (Zweiniger-Bargielowska, 2000).

Ce refus de la délibération démocratique dans le processus d'élaboration du rationnement reflète ce qu'André Gorz appelle l'expertocratie (1992). Dans ce modèle de prise de décision, les décisions politiques et sociales sont prises en main par des experts techniques et scientifiques. L'idée derrière cette approche, c'est que ces spécialistes sont les mieux placés pour fixer des seuils et des techniques viables, afin de gérer les ressources de manière rationnelle, soutenable et pérenne. En matière d'écologie, l'expertocratie n'a pas pour objectif de remettre en question l'industrialisation ou la domination de la raison instrumentale, mais plutôt de réduire les dégâts environnementaux grâce à des politiques de gestion des rejets, de recyclage et de développement de technologies non destructrices (Gorz, 1992; Sinaï, 2020). Dans ce cadre, les contraintes se traduisent par des interdictions, des réglementations, des taxes, des subventions et des pénalités administratives s'inscrivant dans l'approche de la carotte et du bâton. L'État et les experts deviennent « les juges des contenus de l'intérêt général », imposant leurs décisions aux citoyens et aux acteurs économiques, peu importe leurs intentions ou leur compréhension.

Cette expertocratie peut étouffer toute délibération démocratique populaire autour des besoins réels de la population. Ceci peut faire émerger des dérives autoritaires, susceptible de se traduire

par la création d'une « dictature des besoins », où une élite technocratique définirait de manière unilatérale et arbitraire ce qui constitue un besoin réel ou imaginaire, sans aucune consultation démocratique. En effet, cette dictature, théorisée par Theodor Adorno et Agnès Heller, est un appareil politique qui décide sans aucune consultation et de manière autoritaire ce qui est considéré comme un besoin imaginaire ou besoin réel (2008). En se fondant sur l'argumentation que certains besoins ne seront pas satisfaits car ils ne sont pas vrais, cette dictature des besoins pourrait devenir socialement régressive envers les plus défavorisés dans un contexte où ceux-ci seraient définis par des bureaucrates coupés de la réalité (Adorno et Heller, 2008; Durand et Keucheyan, 2024). Elle pourrait également être régressive envers ceux qui, ayant plus valorisé dans leurs habitudes de vie les « faux » besoins par rapport aux « vrais » besoins, se trouvent parfois plus pressés par ces « faux » besoins en raison du processus d'accoutumance (Berlan, 2021). Cette absence d'autonomie politique pourrait donc également être perçue comme une limite du rationnement selon la justice. Par exemple, lors de l'expérience britannique de rationnement de textiles, alors que les fourrures étaient considérées comme non essentielles par le BoT, certains rédacteurs de magazines de mode ont plaidé en faveur des fourrures, soutenant qu'elles représentaient une source de chaleur dans les maisons non chauffées. Cependant, en vain, le BoT n'était pas disposé à céder aux pressions. C'était également similaire pour les femmes enceintes à qui le BoT ne donnait aucune allocation supplémentaire pour les vêtements de maternité. On pourrait aussi affirmer que les diverses colères populaires face aux restrictions du BoT, telles que les jeunes femmes critiquant l'interdiction du corset et les hommes déplorant la limitation de la longueur des chaussettes, illustrent les symptômes d'une dictature des besoins imposée par un processus technocratique, où des bureaucrates et législateurs prenaient des décisions uniquement pour économiser des millions de mètres carrés de textiles, sans prendre en compte l'impact social sur les Britanniques (Summers, 2016).

Le rationnement britannique témoigne également de l'expertocratie à travers l'usage massif de la communication gouvernementale. Dans le contexte du rationnement britannique, la communication du gouvernement a permis d'informer la population du fonctionnement du rationnement, d'exploiter le sentiment de patriotisme pour inciter la population à respecter le système de rationnement et à baisser sa consommation, de réparer les vêtements pour prolonger la durée de vie de ceux-ci, etc. (Imperial War Museum, 1943; Kot-Ofek, 2021; Manchester Guardian, 1943; Daily Worker; 1943; Summers, 2016). Tous les moyens de communication

étaient mobilisés: les affiches placardées dans la rue, les magasins locaux, les bâtiments publics et les salles de fêtes; les tracts distribués; les vidéos gouvernementales diffusées dans les cinémas; les messages sur des émissions radio, etc. Même les actrices de cinéma ont été mobilisées, notamment l'actrice britannique Deborah Kerr portant des vêtements utilitaires en mars 1942 avec un manteau en tweed couleur framboise dans le *Picture Post*, un ancien magazine britannique hebdomadaire de photographie (Imperial War Museum, s.d.). Cette communication publique concernant le rationnement se faisait sans aucune consultation du peuple britannique. Elle était entièrement contrôlée et assurée par le Ministère de l'Information (MOI), créé le 4 septembre 1939, au lendemain de la déclaration de guerre du Royaume-Uni. Sa mission était de « promouvoir la cause nationale auprès du public, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays en temps de guerre », en diffusant de la « propagande nationale » et en contrôlant les nouvelles et l'information (The National Archives, 1936). Selon l'une des grandes figures du MOI, Sir Walter Monckton, ce dernier ne ressentait aucune obligation de consulter le peuple britannique sur les affaires de propagande car, selon lui, « le principe qui nous guide en matière d'information est de la vérité, et rien que la vérité ». Le MOI devait fournir des informations véridiques et complètes au public, sans le consulter au préalable, estimant qu'ils avaient un partenariat de confiance avec le public, où leur rôle était de transmettre les faits sans que le peuple ait son mot à dire dans le processus (Monckton, 1941).

La structure bureaucratique centralisée du MOI, caractérisée par une organisation rigide et un personnel spécialisé opérant sans consultation populaire, reflétait clairement que toutes les missions de ce ministère seraient exécutées en interne, mobilisant exclusivement ses ressources humaines. Le MOI était d'une complexité organisationnelle importante, comprenant divers postes, dont des directeurs, directeurs adjoints, officiers salariés de plusieurs grades, censeurs en chef, censeurs adjoints et assistants, ainsi que des officiers de liaison avec la presse et des spécialistes répartis dans les divisions de la censure, des nouvelles et des relations régionales (Larson, 1941). Il comptait 999 employés répartis en quatorze divisions organisées en quatre grands groupes : le premier gérait les relations avec la presse, les nouvelles et la censure; le deuxième était dédié à la publicité; le troisième, à vocation culturelle, incluait des divisions sur les films, la radio, la littérature et l'art; enfin, le dernier groupe, à caractère administratif et exécutif, supervisait la gestion interne du ministère (Larson, 1941). Dirigé par un ministre et un directeur général dont le rang équivalait à celui d'un chef permanent d'un département public de

premier ordre (Larson, 1941), le MOI se distinguait par une concentration de spécialistes hautement expérimentés. Le premier ministre de l'Information lors de la Seconde Guerre mondiale fut Lord Macmillan, un éminent avocat écossais de 66 ans, ayant une carrière marquée par des rôles variés de direction et de présidence de comités et commissions royales et ayant été directeur adjoint du renseignement durant la Première Guerre mondiale. Tom Clarke, un autre fonctionnaire du MOI travaillant au niveau de la presse, était depuis 1935 directeur de *Practical Journalism* à l'Université de Londres et avait été auparavant correspondant dans toutes les parties du monde (Larson, 1941). Cette concentration du pouvoir décisionnel et informationnel au sein d'un appareil bureaucratique complexe, exclusivement dirigé par des experts et des élites politiques, illustre une dynamique où la voix des citoyens était totalement absente. En s'arrogeant l'autorité de contrôler l'information publique et de dicter les termes du débat national sans consultation ni participation démocratique, le MOI incarnait une forme de gouvernance hétéronome, contribuant directement au manque d'autonomie politique des Britanniques durant cette période.

g. Une perte d'autonomie technique mécanique dans l'industrie du vêtement

L'une des principales limites du rationnement britannique réside dans son association avec une politique de concentration de la production industrielle, entraînant la disparition d'un réseau de petites manufactures peu mécanisées, qui constituait l'essentiel de l'industrie du vêtement et incarnait une forme d'autonomie technique artisanale (Bide, 2017). La politique de concentration de la production industrielle avait pour objectif de rationaliser la production en centralisant les opérations au sein de grandes usines, ce qui permettait d'optimiser l'efficacité, de réduire les coûts et de surtout libérer la main d'œuvre pour la guerre. Les infrastructures industrielles étaient nécessaires non seulement pour la fabrication de matériel de guerre, mais aussi pour le stockage. Pour gérer cette transition, un contrôle strict des locaux de production et de stockage a été mis en place (Murphy, 1942). En juillet 1942, dans le cadre du plan de concentration, le gouvernement a récupéré 250 000 travailleurs et 55 millions de pieds carrés d'espace industriel. Le secteur de la bonneterie a été l'un des premiers à adopter ce plan. Les principaux fabricants de rayonne ont fermé plusieurs de leurs usines pour se regrouper dans une nouvelle installation dédiée à la production de masse. Cette concentration a permis à l'industrie du tapis de libérer 59 % de ses employés (10 000 sur 17 000), à la poterie de réduire son effectif de 11 % (4 000 sur 37 000),

aux chaussures de réduire de 10 % (10 500 sur 105 000), à la bonneterie de libérer 21 % de ses employés (20 000 sur 95 000), à la rayonne de réduire de 16 % (2 500 sur 16 000), et à la filature et au tissage du coton de libérer 20 % de ses effectifs (50 000 sur 250 000 employés) (Murphy, 1942).

Les petites entreprises, qui ne pouvaient pas rivaliser en termes d'échelle et d'efficacité, ont souvent été absorbées par de plus grandes entités. Cela a entraîné une diminution du nombre d'entreprises indépendantes dans de nombreux secteurs, notamment parce que les entreprises employant moins de vingt personnes étaient considérées comme trop petites pour être concentrées. Une enquête menée auprès de 4 000 usines des secteurs tenus de présenter des propositions indique que 1 400 d'entre elles n'atteignaient pas la taille minimale et restaient en dehors des limites du plan, 950 ont été fermées, 1 000 ont poursuivi leurs activités et 650 ont fabriqué des produits sur commande du gouvernement. Parmi les usines dépassant la taille minimale, les deux cinquièmes ont continué à se consacrer entièrement ou partiellement à la fabrication de biens de consommation (Murphy, 1942).

C'est donc une restructuration majeure de l'industrie britannique qui fut actée, menant à une intensification et une centralisation du capital dans la majorité des industries et mettant fin à une diversité de manufactures à petite échelle. Cette centralisation du capital n'a fait que affaiblir l'autonomie technique mécanique, car elle a mis hors circuit les petites manufactures peu mécanisées, dont les employés avaient encore un contrôle direct sur leurs outils et leurs méthodes de production. En centralisant les ressources et les capacités productives dans de grandes usines, le contrôle des travailleurs sur leur propre production a diminué, laissant place à une standardisation croissante et à une dépendance accrue envers des machines complexes et coûteuses. Ce processus reflète ce que Jacques Ellul a décrit comme l'incompatibilité entre progrès technique et décentralisation économique (1954). La concentration du capital devient inévitable face à la montée de la technicité, transformant l'économie en un domaine où seules les grandes entités peuvent prospérer.

h. Conclusion

Le rationnement britannique de la Seconde Guerre mondiale a offert des opportunités significatives pour renforcer l'autonomie matérielle à travers une culture d'autoproduction et de

débrouillardise qui s’opposait aux logiques de croissance économique. Cependant, cette expérience est restée marquée par un manque d’autonomie politique, où les décisions clés étaient prises par des experts et des bureaucrates, sans participation citoyenne ni véritable délibération démocratique. De plus, le rationnement britannique de la Seconde Guerre mondiale s’est accompagné d’une perte significative d’autonomie technique dans l’industrie du vêtement, où la centralisation des ressources et des capacités productives dans de grandes usines a mis hors circuit les petites manufactures peu mécanisées, affaiblissant ainsi le contrôle direct des travailleurs sur leurs outils et méthodes de production au profit de la standardisation et d’une dépendance accrue envers des infrastructures industrielles complexes et coûteuses.

5.1. Apports et limites en matière de soutenabilité

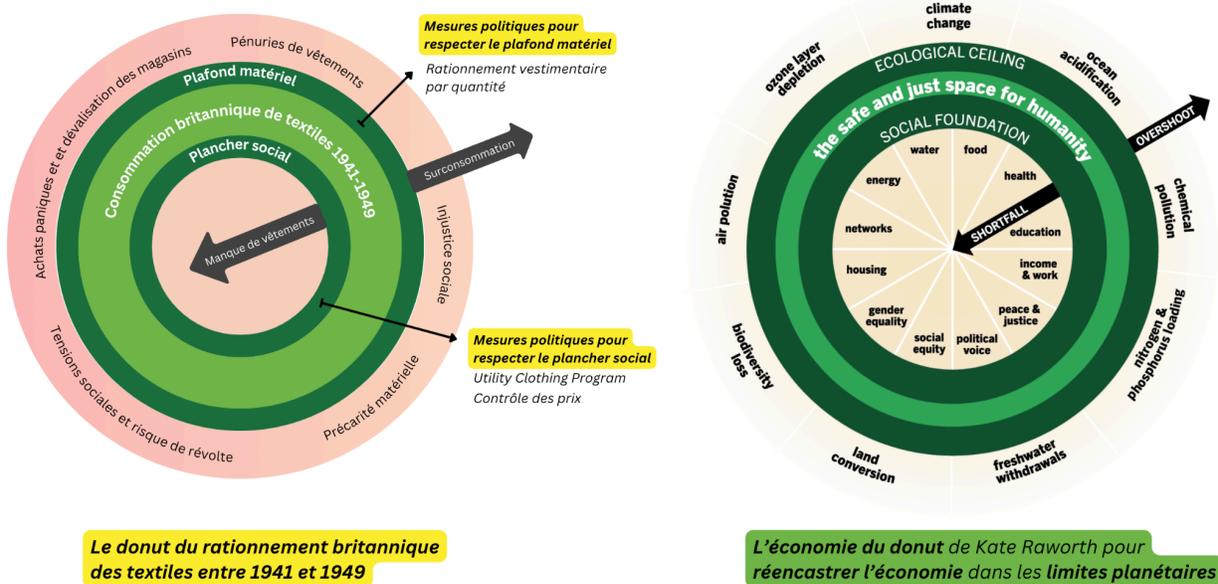
- i. Encadrement de la consommation dans des plafonds matériels et des planchers sociaux par le calcul en nature

Le principal apport du rationnement durant la guerre, qui le distingue des politiques précédentes, réside dans son fondement sur un calcul en nature, c'est-à-dire qu'il se base sur des ressources réelles (matérielles et humaines), et non sur des transactions financières ou des mécanismes de valeur d'échange. Ainsi, les biens et services ne sont plus distribués en fonction de leur prix ou de leur valeur marchande, mais selon des critères déterminés par les besoins essentiels et les capacités de production limitées. Ce système relègue donc la monnaie et le marché au second plan, en privilégiant une allocation rationnelle et équitable des ressources selon des priorités définies politiquement et socialement, dans le but de soutenir l'effort de guerre tout en assurant une justice sociale (Uebel, 2005). Pendant que la guerre crée un élan productiviste sans précédent dans un contexte économique limité par les contraintes d'approvisionnement, le rationnement de guerre implique une allocation des biens, services et ressources selon une hiérarchisation des besoins qui est politiquement déterminée (Durand et al., 2023). En réalité, le calcul en nature est une caractéristique qui distingue les économie des guerres des autres économies de croissance. Otto Neurath, philosophe, sociologue et économiste autrichien, voyait dans la guerre un terreau potentiel pour cette conception de l'économie basée sur le calcul en nature (Uebel, 2005), en expliquant qu'« il peut exister des systèmes d'économie en nature supérieurs à certains systèmes d'organisation monétaire » (Neurath, 2005). Son principal opposant, Ludwig von Mises, rejoint

par Friedrich Hayek dans le débat sur le « calcul socialiste », partageait cette observation, bien qu'il critiquât cette évolution comme étant une ingérence croissante du politique dans l'économie (Tooley, 1999).

Pendant le rationnement britannique, le calcul en nature était essentiel car celui-ci permettait de garantir l'encastrement de la consommation totale de ressources entre un plafond matériel et un plancher social. La production massive d'uniformes militaires dans un contexte de forte diminution des approvisionnements en matières premières a contraint le gouvernement de rationner les vêtements civils pour respecter un plafond matériel, soit un seuil national de consommation totale de vêtements civils qui fluctuait entre un tiers et deux tiers de la consommation vestimentaire civile d'avant-guerre, et un plancher social, garanti par le programme utilitaire vestimentaire et le contrôle des prix, garantissant à tous et toutes de quoi se vêtir de manière décente (Hargreaves et Gowing, 1952). Cela signifie qu'il aurait pu y avoir des répercussions sociales et économiques si le calcul en nature n'avait pas été adopté et en cas de dépassement significatif du plafond matériel fixé par le rationnement britannique. En effet, selon le mémorandum du BoT au Cabinet de guerre, si le rationnement n'était pas instauré et que le plafond de consommation totale de textiles n'était pas respecté, les conséquences auraient été désastreuses sur le plan économique et social : des pénuries de vêtements croissantes entraînant des achats paniques et des magasins dévalisés; une précarité matérielle pour beaucoup, financièrement incapables d'acheter une quantité suffisante de vêtements avant les pénuries, menant à des injustices sociales; toutes ces conditions constituant des ingrédients parfaits pour des tensions sociales et un risque de révolte (Summers, 2016).

Figure 1: Le donut du rationnement britannique contre l'économie du donut de Kate Raworth (2017)



Ce calcul en nature a conduit, pendant la Seconde Guerre mondiale, à deux innovations politico-économiques majeures qui ont marqué le rationnement britannique : l'établissement d'une valeur non financière des biens et la fixation d'un quota individuel annuel. En effet, dans un système de rationnement, tout bien rationné a une valeur financière ainsi qu'une valeur non financière (en coupons, points, etc.). Ce système de valeur non financière en coupons ou points vise souvent non seulement à limiter la consommation totale, mais aussi à distribuer les produits d'une manière différente de ce que ferait le marché seul. Dans le cas étudié du rationnement britannique, c'était surtout l'impératif de réduire la consommation de ressources matérielles qui déterminait la valeur non financière des vêtements, et donc la manière dont les biens et services étaient distribués. En effet, l'utilisation de ressources matérielles (coton, soie, etc.) et humaines (main d'œuvre ouvrière) établissait la valeur en points des vêtements car les différents types de vêtements se voyaient attribuer des valeurs de coupon ajustées selon la quantité de matériel et de main-d'œuvre nécessaire à la fabrication de chaque article, d'où le fait que les culottes avaient une valeur de 3 coupons et que les manteaux d'hiver 14 coupons et que les vêtements d'enfants avaient moins de valeur en coupons que les vêtements d'adultes (Summers, 2016).

Tout établissement d'une valeur non financière des biens est accompagné d'une fixation d'un quota individuel annuel. Dans le cas historique étudié, pour établir ce quota, plusieurs types de données (importations de ressources brutes, consommation vestimentaire par personne, etc.) ont permis au gouvernement britannique d'estimer l'ampleur de la réduction nécessaire de la production et de la consommation de ressources afin d'encadrer la consommation entre la consommation vestimentaire minimale des britanniques (besoins) et les approvisionnements décroissants en textiles (plafond matériel). Cependant, pour déterminer les quotas individuels, il ne s'agit pas seulement de quantifier l'ampleur de la réduction nécessaire de la production et de la consommation de ressources, mais aussi le rythme de cette réduction, car les quotas distribués aux individus et communautés évoluent selon le rythme de réduction de la consommation totale de ressources. C'est pour cette raison que la ration individuelle fluctuait entre un tiers et deux tiers de la consommation individuelle vestimentaire civile d'avant-guerre.

j. La baisse de production et de consommation des vêtements civils

L'un des principaux effets du rationnement vestimentaire et des restrictions sur les approvisionnements a été de provoquer une réduction de la production, de la distribution et de la consommation de vêtements civils au sein d'une société orientée vers la croissance. Les décrets réduisant les approvisionnements civils ont diminué, en décembre 1940, ces approvisionnements de deux tiers. La décroissance de l'approvisionnement des textiles fut répartie de manière différente selon les matériaux. Par exemple, au printemps 1941, les approvisionnements en textiles avaient été réduits, respectivement, à 20 et 40 % du niveau d'avant-guerre pour le coton et la viscose respectivement. Autrement dit, la diminution de l'approvisionnement en coton par rapport au niveau d'avant-guerre équivaut à une réduction de 80 %, tandis que la réduction de l'approvisionnement en rayonne par rapport au niveau d'avant-guerre représente une baisse de 60 %. Par exemple, la consommation de fil dans l'industrie de la bonneterie s'est réduite d'environ 37,45 % entre 1937 et juin 1945 (Hargreaves et Gowing, 1952).

Tableau 3: Consommation de fil dans l'industrie de la bonneterie (en millions de livres)

| Date | 1937 | Juillet 1942-Juin 1943 | Juillet 1943-Juin 1944 | Juillet 1944-Juin 1945 |
|---|-------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|
| Total | 158.6 | 110.1 | 109.1 | 99.2 |
| Taux de décroissance (%) | - | 30.5 | 0.9% | 9.4% |

Source: (Hargreaves et Gowing, 1952)

Cette réduction d'approvisionnement s'est traduite en une diminution de la consommation de textiles, ainsi qu'une décroissance physique de la consommation vestimentaire par personne. La production de laine peignée (woolen spinning) a diminué de 44,2 % entre 1939-1940, où elle s'élevait à 412 millions de livres, et 1944-1945, avec seulement 230 millions de livres (Hargreaves et Gowing, 1952). C'est similaire pour les livraisons de tissus en laine tissés, qui ont connu une baisse de 19,2 %, passant de 236,4 millions de verges linéaires (*linear yards*) en 1942-1943 à 191 millions de verges linéaires en 1944-1945 (Hargreaves et Gowing, 1952). La décroissance physique de la consommation vestimentaire par personne était une conséquence logique car la ration initiale a été fixée à environ les deux tiers de la consommation d'avant-guerre, atteignant plus tard seulement un tiers de la consommation d'avant-guerre (Keezer, 1943). Cette décroissance de la consommation vestimentaire ainsi que d'autres biens s'est traduite par une baisse non négligeable des dépenses globales des consommateurs. Au cours des trois premières années de rationnement en général, les dépenses globales des consommateurs ont diminué de 15 % (Cox, 2013).⁸ La diminution de la consommation annuelle vestimentaire des ménages, combinée à une propension à opter pour des articles de meilleure qualité et à chercher à prolonger la durée de vie de leurs vêtements, a permis de maintenir relativement stable le stock de vêtements dans les garde-robes des Britanniques. En effet, selon l'évaluation effectuée par le BoT sur la valeur en coupons des garde-robes d'un échantillon de consommateurs, la valeur en coupons des garde-robes a légèrement diminué, passant de 225

⁸ Cette diminution des dépenses financières a constitué l'une des deux anomalies du XXe siècle britannique, la première étant la Première Guerre mondiale, car elle a marqué une interruption temporaire de l'augmentation constante des dépenses des consommateurs, qui avait plus que triplé entre 1900 et 1984 (Zweiniger-Bargielowska, 2000).

coupons pour les hommes et 223 coupons pour les femmes en 1942 à 223 et 219 coupons respectivement (Hargreaves et Gowing, 1952).

E.L. Hargreaves et M.M. Gowing, dans l'histoire officielle de l'industrie et du commerce civils pendant la Seconde Guerre mondiale, concluent que :

« Dans l'ensemble, ces constatations indiquent que le rationnement des vêtements a contribué de manière significative à l'effort de guerre en permettant de réduire la production civile sans affecter le moral. Bien que cela ait causé des inconvénients, cela n'a pas entraîné de difficultés graves » (1952).

En effet, l'effet de l'expérience de guerre sur la consommation peut être succinctement décrit comme suit : malgré une période de six ans de conflit, les civils ont dû se contenter de moins de quatre ans d'approvisionnement habituel en vêtements, mais ont réussi à préserver leur garde-robe pratiquement intacte (Hargreaves et Gowing, 1952).

k. L'utilisation d'informations détaillées dans la conception du système de rationnement

L'apport d'informations dans la conception du système de rationnement, notamment pour déterminer la valeur non financière des biens et les quotas individuels, a été un point fondamental lors de l'expérience de rationnement des textiles au Royaume-Uni pendant la guerre. Le gouvernement britannique a collecté des données sur les besoins (plancher social) avec les seuils maximaux de ressources à consommer (plafond matériel) afin d'estimer le champ viable de consommation entre le plafond matériel et le plancher social, et de positionner le niveau de consommation actuelle par rapport à ces deux limites. En effet, les données d'importations de ressources brutes ont permis au Board of Trade (BoT) de se tenir informé de la forte diminution des approvisionnements en matières premières destinées à la fabrication des vêtements civils, ce qui a immédiatement incité le président du BoT à envisager le rationnement. Deuxièmement, les données physiques de consommation ont été essentielles pour élaborer le système de rationnement. En effet, les données compilées sur onze années de consommation vestimentaire britannique par le président du BoT et un ancien collègue de la Banque d'Angleterre ont permis d'assigner le nombre total de coupons que chaque adulte devrait recevoir (Summers, 2016). Ce

qui est intéressant dans l'établissement du nombre de coupons pour le rationnement des textiles au Royaume-Uni est que l'équipe de statisticiens du BoT a privilégié les données physiques plutôt que les données financières. En effet, lorsqu'ils ont tenté de convertir les dépenses annuelles en vêtements et chaussures des personnes les moins bien rémunérées du pays en nombre de coupons, la complexité et l'inefficacité de cette tâche les ont contraints à privilégier les données physiques fournies par la Banque d'Angleterre, qui se sont révélées beaucoup plus précises (Howell, 2013). Cela est logique finalement, car le rationnement est une politique de gestion des ressources physiques alignée sur un calcul en nature.

En quoi est-ce un apport en matière de soutenabilité dans une perspective de décroissance ? Ainsi, l'utilisation des données physiques pour fixer les quotas de rationnement n'a pas seulement permis de réguler la consommation en temps de guerre, mais aussi de réconcilier la nécessité de réduire la consommation avec les impératifs de justice sociale, en garantissant à chacun un niveau de consommation décent. Cela constitue un exemple d'une gestion des ressources alignée sur les principes de la décroissance et de la soutenabilité, où les limites naturelles et sociales sont prises en compte pour déterminer les volumes de consommation acceptables.

1. Une communication publique axée sur la suffisance

Un autre apport en termes de soutenabilité est la communication publique promouvant le rationnement. En incitant les individus à ne pas consommer et à épargner pour préserver les ressources civiles, les nombreux messages diffusés durant la période de rationnement rompent avec l'hégémonie de la publicité commerciale, en promouvant des principes de consommation basés sur la suffisance: la réduction de la quantité de consommation; les changements modaux, c'est-à-dire le passage à un mode de consommation moins gourmand en ressources; la longévité des produits, c'est-à-dire l'allongement de leur durée de vie et les pratiques de partage de produits entre les individus (Gossen et Kropfeld, 2022; Sandberg, 2021). En d'autres termes, la communication du rationnement axée sur cette suffisance pose le constat que le comportement le plus patriotique est celui où on ne consomme pas, et que si la consommation est nécessaire, elle doit être la plus sobre en consommation de ressources, privilégiant des produits réparables, modulables, appropriables et pérennes. C'est, en temps de guerre, l'équivalent du principe de

suffisance, qui soutient que le bien le plus écologique est celui qu'on évite de produire et de consommer. Et si la consommation devient nécessaire, elle doit être la moins polluante possible, en favorisant des produits durables et réparables.

m. La fragilité et brièveté du système de rationnement

La principale limite du rationnement britannique réside dans son caractère non durable, puisqu'il était conçu uniquement pour répondre à une situation de guerre et de rareté des ressources. Ce système n'avait jamais pour objectif de se transformer en un mécanisme pérenne de distribution des ressources. Le problème ne réside donc pas dans une incapacité à évoluer, mais dans l'absence même d'une intention ou d'une vision visant à en faire un outil durable pour transformer les dynamiques économiques de croissance du pays.

Il s'agit donc d'un rationnement subi, imposé par des circonstances exceptionnelles, et non d'une forme d'autolimitation réfléchie et volontaire. Cette distinction révèle toute la faiblesse de cette politique : un rationnement imposé sans adhésion profonde ni transformation des structures économiques et culturelles est particulièrement vulnérable aux pressions externes, aux critiques sociales, et à l'influence des intérêts économiques dominants. En effet, le rationnement, initialement conçu pour garantir une distribution équitable des ressources en période de pénurie, s'est révélé vulnérable face aux critiques virulentes qui ont émergé contre sa prolongation. Les réactions contre la poursuite du rationnement ont en fait révélé deux phénomènes classiques dans les sociétés de croissance lorsqu'une politique ou un mouvement de résistance tente de freiner les mécanismes d'accumulation du capital : la crainte d'un déclasserement face à la concurrence internationale et l'influence écrasante de certains intérêts économiques. En effet, en lien avec le premier phénomène, lors de la dernière année de la guerre, les magazines de mode ont exprimé non plus de la résignation, mais de l'impatience face au programme utilitaire du gouvernement. Les rédacteurs ont affiché un profond sentiment de frustration. Vogue a critiqué, au nom de l'industrie de la mode, les designs austères en Grande-Bretagne par rapport à ceux des designers américains et à la nouvelle collection parisienne de l'automne 1944. En mai 1945, Vogue a réclamé de meilleurs accessoires, soulignant qu'« aucun aspect de la mode n'a plus souffert des restrictions et des pénuries » (Summers, 2016). C'est donc la concurrence, génératrice de « lois coercitives externes », qui pousse les entreprises à « accroître constamment leur capital [...] par

accumulation progressive » (Marx, 1906), un impératif qui fut invoqué implicitement pour justifier la fin du programme utilitaire. En outre, la reprise de la compétition internationale après la guerre exacerba la pression sur les industries britanniques, qui cherchaient à se libérer des contraintes du rationnement pour se repositionner sur le marché mondial. Ce contexte de rivalité mondiale, combiné aux intérêts économiques nationaux, a contribué à accélérer le démantèlement des politiques de rationnement, perçues comme des freins au dynamisme économique post-guerre.

Le deuxième phénomène s'incarne par des efforts importants de communication de masse en faveur d'un dé-rationnement, menés par des intérêts économiques puissants. En effet, face à la justification par Harry Wilson de la poursuite du rationnement des vêtements, une importante campagne pour mettre fin au rationnement a été menée par les fabricants de vêtements, soutenue par la presse de droite. (Smith, 1964). En effet, la faction socialiste du parti travailliste sous-entendait que le rationnement contribuait à modérer les impulsions des consommateurs, donc à préserver leur autonomie en tant que consommateur. Par la suite, de nombreux soutiens essentiels du parti (dont un nombre considérable de femmes), épuisés émotionnellement et physiquement par un rationnement prolongé, ont déserté le Parti travailliste lors des élections générales de 1951. De l'autre côté, les Conservateurs, propulsés par la colère des femmes au foyer vis-à-vis du rationnement, ont exploité cette colère à coup de campagnes de communication et de discours et sont revenus au pouvoir en promettant le retour d'une consommation de pré-guerre et ont rapidement entrepris le démantèlement du rationnement et d'autres mesures de contrôle de la consommation d'après-guerre (Cohen, 2010).

Ces deux phénomènes révèlent le potentiel d'exploitation politique qui pourrait émerger après la mise en place d'un système de rationnement écologique, notamment par la manière dont la perception de cette rareté peut être manipulée pour mettre fin au rationnement. Par exemple, dans la lignée de l'histoire marquée par le lobbying intensif des industries auprès du gouvernement canadien, des puissants intérêts industriels pourraient tenter de manipuler l'opinion publique en prétendant que la raréfaction des puits de carbone n'est pas une raison valide pour mettre en place un rationnement de ressources qui restent toujours abondantes géologiquement (Campbell, 2022). Si cette idée prend racine, le corps citoyen pourrait ne plus considérer le rationnement comme nécessaire, ce qui entraînerait une perte de légitimité du système et risquerait son

abandon. C'est pourquoi, dans le chapitre 5, ce mémoire plaide pour une politique d'autolimitation élaborée par un large éventail de citoyens au sein d'institutions de démocratie directe, plutôt que pour un système de rationnement fragile, conçu et géré par des bureaucrates non-élus, vulnérable aux pressions d'intérêts économiques puissants capables de convaincre une grande partie de la population de son démantèlement.

n. Conclusion

L'histoire du rationnement britannique, telle qu'analysée dans ce mémoire, révèle à la fois des apports significatifs et des limites notables dans une perspective de décroissance. D'un côté, le rationnement a permis de répondre positivement à des enjeux fondamentaux : il a favorisé une distribution équitable des ressources, assurant un niveau de consommation décent pour tous, tout en régulant les prix et en évitant la marchandisation excessive. Il a aussi favorisé une forme d'autonomie matérielle, en encourageant l'autoproduction et en offrant une nouvelle approche pour gérer les ressources, en se basant sur des critères non monétaires. Ces mesures ont permis de limiter la consommation vestimentaire, contribuant ainsi à la soutenabilité écologique à une époque de rareté.

Cependant, les limites du rationnement sont également évidentes, montrant les défis liés à l'imposition de limites dans une société orientée par la croissance et la consommation. Sa conception temporaire et son incapacité à se transformer en un système durable de distribution des ressources ont montré la fragilité de ce modèle face aux pressions économiques et sociales d'une société en croissance. Sa gestion centralisée et imposée a également suscité des résistances, en grande partie alimentées par les pressions des intérêts économiques et par une absence de participation démocratique dans son élaboration

Ce que montre cette analyse, c'est que l'imposition de limites à la production et à la consommation, loin d'être un frein, peut avoir des effets positifs en termes de justice sociale, de soutenabilité environnementale et même d'autonomie. Cependant, ces constats soulignent qu'une politique de décroissance ne saurait se contenter d'un rationnement subi et imposé. Elle doit plutôt s'appuyer sur une logique d'autolimitation volontaire, ancrée dans des structures de démocratie directe et participative. Le chapitre suivant explore cette piste, en proposant une

politique d'autolimitation qui tire parti des enseignements du rationnement tout en surmontant ses faiblesses et favorisant une transition vers une économie post-capitaliste.

Tableau 4: Ensemble des apports et limites analysés à travers le prisme analytique de la décroissance

| | Apports | Limites |
|----------------------|--|---|
| Justice | <ul style="list-style-type: none"> ● Garanti d'un niveau de consommation digne pour tous et toutes ● Le contrôle des prix ● La non marchandisation des coupons | <ul style="list-style-type: none"> ● La dictature des besoins (<i>dans la section sur le manque d'autonomie politique</i>) |
| Autonomie | <ul style="list-style-type: none"> ● La promotion de l'autoproduction | <ul style="list-style-type: none"> ● Le manque d'autonomie politique ● Une perte d'autonomie technique mécanique dans l'industrie du vêtement |
| Soutenabilité | <ul style="list-style-type: none"> ● Le calcul en nature ● La baisse de production et de consommation des vêtements civils ● L'apport d'informations dans la conception du système de rationnement ● Une communication publique axée sur la suffisance | <ul style="list-style-type: none"> ● La fragilité et brièveté du système de rationnement |

Chapitre 6: Proposer une politique d'autolimitation

Quels enseignements pour la décroissance peut-on tirer de l'histoire du rationnement britannique ? Cette question, au cœur de cette réflexion, invite à examiner à la fois les limites et les apports de ce dispositif. Si le rationnement a montré des fragilités face aux pressions économiques et sociales des sociétés de croissance, il a aussi offert des enseignements précieux sur la manière de concevoir un système plus équitable de gestion des ressources en période de contrainte.

Ainsi, au-delà de ses failles – comme l'absence d'intention de pérennité ou sa soumission aux intérêts économiques dominants – le rationnement britannique a permis une répartition temporairement plus équitable des ressources et a démontré la possibilité de mobiliser une société entière autour d'un effort collectif de modération. Ces apports méritent d'être revisités à la lumière des défis écologiques contemporains.

L'objectif de ce chapitre est donc d'esquisser une politique d'autolimitation inspirée des leçons tirées de cette expérience historique, mais repensée dans une perspective de décroissance. Cette politique, en rupture avec les logiques coercitives et centralisées, chercherait à instaurer une gestion démocratique et volontaire des ressources, ancrée dans des valeurs de solidarité, de justice et de durabilité.

6.1. Une politique d'autolimitation pour une autonomie matérielle et politique

Afin de faire rupture avec l'engrenage de la production et l'hétéronomie de nos systèmes productifs qui a aboli les ancrages traditionnels ayant défini autrefois ce qui était suffisant, André Gorz propose de revenir à l'approche politique de l'autolimitation. En effet, le philosophe estime qu'une civilisation soutenable technologiquement et autonome politiquement était atteignable si le travail humain était orienté vers la satisfaction des besoins de ceux qui le réalisaient (1992). Ceci passerait par le remplacement de notre mode de production hétéronome qui permet à l'économie de produire des services et des biens bien au-delà de nos besoins par un mode de production autonome où l'autoproduction serait prioritaire. Cette production autonome créerait

les conditions adéquates pour institutionnaliser la notion du « suffisant » : « limiter les besoins et les désirs pour limiter l'effort à fournir » (Gorz, 1992). En d'autres termes, l'autolimitation est « un arbitrage collectif sur la quantité de travail acceptable pour satisfaire un besoin spécifique qui permettra de limiter les besoins et les désirs, réduisant ainsi les efforts nécessaires à fournir » (Sinaï, 2020).

Donc, l'autolimitation permet de cadrer la discussion de la décroissance autour du fait que, dans un contexte d'autoproduction, c'est avant tout une décroissance de la production et une baisse du travail salarié à fournir, qui est consubstantiel à la nécessité de réviser et limiter nos besoins et désirs. Cependant, cela ne signifie pas nécessairement moins d'efforts à fournir. Si l'autolimitation permet de libérer les individus du travail exploité et de l'aliénation capitaliste, le travail au sens anthropologique — créateur de lien social, porteur de sens et ancré dans les nécessités concrètes de la vie — pourrait rester central et parfois exigeant dans un mode de production autonome. Ce qui disparaît, ce n'est pas le travail en tant que tel, mais l'asservissement à une logique productive déconnectée des besoins réels.

Et contrairement au rationnement qui est une mesure expertocratique imposant des règles arbitraires sur le corps citoyen, l'autolimitation est un projet démocratique qui reprend le pouvoir aux experts pour le redistribuer aux citoyens et citoyennes en inscrivant cette politique dans un « processus enraciné dans des formes de participation, d'autodétermination collective et de délibération démocratique » fondé sur une liberté qui implique de « se donner des règles de conduite et donc des limites » (Brand et al., 2021). C'est donc pour cette raison que, dans ce chapitre, nous examinerons l'autolimitation comme opportunité politique permettant de revitaliser la souveraineté populaire. Cela signifie que l'autolimitation offre aux citoyens la possibilité de s'approprier les institutions et les outils nécessaires à la conception et à la mise en œuvre du rationnement, leur permettant ainsi de reprendre le contrôle de leurs besoins et des moyens employés pour les satisfaire.

La différence fondamentale entre le rationnement et l'autolimitation réside dans la manière dont les règles de distribution des ressources, biens et services sont établies et appliquées. Tandis que le rationnement par les quantités résulte de dominations sociales personnelles (bureaucrates non élus, dictateurs, représentants élus, etc.) et que le rationnement par les prix émane de

dominations sociales impersonnelles (marché capitaliste), souvent déconnectées des réalités sociales des travailleurs, l'autolimitation, quant à elle, est directement façonnée par les communautés humaines à travers un processus d'autodétermination démocratique.⁹ En somme, la principale faiblesse du rationnement britannique réside dans le fait qu'il n'est pas véritablement souhaité par la population, particulièrement sur le long terme. La question centrale devient alors de savoir comment préserver les bénéfices d'un tel rationnement tout en assurant sa durabilité. Pour cela, il est essentiel que les règles soient non seulement acceptées, mais également désirées par celles et ceux à qui elles s'appliquent. La seule voie pour y parvenir est de les ancrer dans une démarche démocratique, où elles émanent d'une délibération collective, permettant à chacun de contribuer activement à leur élaboration et à leur mise en œuvre.

6.2. La délibération démocratique : une condition essentielle à l'autolimitation

Un des grands objectifs de la délibération démocratique dans une politique d'autolimitation est de reprendre le contrôle de nos besoins qui ont été pris en otage par le système capitaliste : en effet, nos besoins émergent de nouvelles normes de (sur-)consommation qui sont elles-mêmes déterminées par la surproduction (voir section 2.2). En fait, avec cette dynamique de production qui fixe en aval la demande, le système capitaliste a changé la norme de consommation en employant deux stratégies: en changeant les façons de satisfaire nos besoins que Max-Neef nomme les satisfacteurs (*satisfiers*) (1991) et en créant de nouveaux besoins artificiels (Keucheyan, 2019). Les satisfacteurs dépendent de paramètres socio-historiques spécifiques qui sont établis par les systèmes sociotechniques dans le cadre d'un processus sociétal (Max-Neef, 1991). Si la mobilité est un besoin transhistorique, l'industrie de l'automobile a bouleversé le satisfacteur de mobilité au point qu'elle pousse les consommateurs à désirer un camion léger plutôt qu'un accès facile et abordable aux transports collectifs (Mattioli et al., 2020). C'est similaire pour l'industrie du textile qui utilise plusieurs stratégies pour que les consommateurs achètent une quantité de vêtements bien supérieure au niveau de suffisance (EMF, 2017b; The

⁹Cela ne signifie pas que tous les politiciens qui soutenaient le rationnement manquaient de solidarité sociale ou ne respectaient pas les règles imposées au peuple britannique. Par exemple, le député travailliste Joe Tinker, en réponse au discours du roi en 1940, affirmait clairement qu'il n'était « pas meilleur que le citoyen ordinaire » et qu'il n'avait « pas le droit d'être dans une meilleure position que lui en temps de guerre » (Goodin et Dryzek, 1995).

True Cost, 2019). Le problème avec le métabolisme social des sociétés thermo-industrielles est que les dispositifs sociotechniques conçus pour satisfaire les besoins actuels dans les pays développés, basés sur des infrastructures complexes et mondialisées, exigent une consommation d'énergie nette beaucoup plus élevée que ce qui est réellement nécessaire pour répondre aux besoins de la population.

En principe, soumettre à la délibération démocratique la définition des besoins à satisfaire et les moyens à mettre en œuvre pour ce faire permettrait de reprendre le contrôle de la production et de la consommation et de transformer les satisfacteurs car elle vise à non seulement limiter la consommation totale de ressources, distribuer de manière équitable ces ressources pour respecter le plancher social mais aussi donner l'opportunité aux communautés humaines de déterminer et mener démocratiquement « la profonde restructuration de la base matérielle et technique de la société ». La délibération démocratique, notamment sur les besoins, est donc la clé de cette politique d'autolimitation car c'est à partir d'elle que s'organise la dynamique de l'économie post-capitaliste (Husson, 1991). En effet, lorsque les individus s'accordent, à travers la délibération, sur les besoins sociaux à prioriser, la quantité d'énergie et de matières nécessaires pour répondre à ces besoins, et les seuils métaboliques à ne pas dépasser, la société transforme complètement sa manière d'allouer son surplus financier et d'investir. En permettant à une logique de besoins écologiquement soutenables de remplacer celle du profit, l'ensemble des profits est alors mis dans un pot commun et utilisé selon les priorités sociales (Husson, 1991; Durand et Keucheyan, 2024).

De plus, la délibération démocratique à travers la démocratie directe et locale est génératrice de mobilisation générale et cohésion sociale lors de ces changements brusques de nos modes de vie. Dans sa présentation du système des quotas énergétiques échangeables (TEQs), Fleming et Chamberlin critique l'approche consistant à fournir aux individus de nombreuses directives et réglementations, à les surveiller pour s'assurer qu'ils les respectent, puis à corriger les problèmes qui surviennent lorsqu'ils ne le font pas correctement (2005). L'échec est inhérent dans cette approche car les gens coopèrent par nécessité, mais sans réelle motivation ; ils ne réfléchissent pas à des moyens d'améliorer le processus. Les programmes de réduction de la consommation énergétique, qui impliquent une prise de décision bureaucratique centralisée et imposent des

contraintes aux citoyens via des taxes, ont moins de chance d'encourager une coopération volontaire et créative. Pour pallier ce problème, le rationnement énergétique des TEQs pourrait transcender les incitations individuelles à réduire la consommation énergétique en favorisant également le développement d'un second « bien commun » : la capacité collective (2005). Les individus deviendront des acteurs d'un programme collectif, découvrant et enrichissant une compétence partagée pour repenser la structure de l'économie locale, l'implantation des producteurs locaux et les systèmes dans lesquels ils opèrent. Pour Fleming, lorsque la communauté explore et développe sa capacité commune, des réductions substantielles de la consommation énergétique deviennent réalisables grâce à cette cohésion et mobilisation autour d'un effort collectif qui n'est plus perçu comme une charge mais comme un projet sociétal en soi (Fleming et Chamberlin, 2005). En outre, cette dynamique de mobilisation générale par la participation démocratique pourrait également servir de rempart contre les dérives autocratiques en renforçant le soutien populaire pour les politiques mises en place et en consolidant les acquis socio-écologiques de la planification écologique, car elle engage activement une large part de la population dans le processus de changement.

Cependant, cette vision repose sur une condition essentielle : que les communautés humaines choisissent la décroissance comme projet politique. La délibération démocratique peut en effet servir de levier pour organiser la dynamique de l'économie post-capitaliste, mais elle contient aussi un risque inhérent : celui de voir les citoyens décider de soutenir la croissance, notamment si les normes culturelles et les aspirations économiques dominantes continuent de privilégier la délivrance matérielle et l'hétéronomie politico-économique. Pour que la décroissance puisse rivaliser avec la croissance en tant que projet politique, la qualité du processus de délibération démocratique doit être irréprochable. Cela implique que les citoyens soient pleinement informés des limites planétaires et des causes socio-économiques et politiques qui sous-tendent les crises écologiques et sociales actuelles. Cela signifie qu'il est essentiel que les citoyens comprennent et acceptent la nécessité de repenser leur rapport à la consommation, à la production et aux structures de pouvoir économique.

Alors que l'expertocratie doit être évitée dans une politique d'autolimitation, quelle est la place des experts dans la délibération démocratique ? Une piste intéressante est de suivre la *double stratégie* qui associe les connaissances des experts aux connaissances et aux visions de ceux dont

les besoins doivent être satisfaits (Büchs et Koch, 2019; Doyal et Gough, 1991). Dans cette stratégie, jouant le rôle de soutien scientifique, les experts pourront être cruciaux à plusieurs étapes de cette délibération démocratique: la collecte des données et l'agrégation de celles-ci, la substance théorique pour améliorer les processus de prises de décisions, leurs recommandations pour la délibération démocratique, la quantification et la surveillance de l'atteinte des objectifs fixés, etc. Les experts des sciences naturelles, tels que les pédologues, agronomes, hydrologues et climatologues, pourraient jouer un rôle crucial en évaluant la fertilité des sols, l'impact des changements climatiques, la distribution de l'eau autour des cultures, ainsi que les effets sur la biodiversité et les services écosystémiques. Du côté des sciences sociales, des économistes écologiques, sociologues et psychologues seraient nécessaires pour analyser l'impact de la politique d'autolimitation sur les dépenses des ménages, les comportements de consommation, et l'évolution des structures sociales dans un contexte de réduction des ressources. Ils pourraient fournir des cibles précises, comme des seuils de consommation de textiles par habitant, basés sur des indices socio-environnementaux. Par exemple, certaines études suggèrent des plafonds environnementaux comme 128,7 kg d'équivalent CO₂ par habitant et par an (Akenji et al., 2021), ou une consommation limitée à 5 articles de vêtements neufs par an (Coscieme et al., 2022) pour respecter les objectifs climatiques. De plus, les experts des sciences sociales et économiques, en apportant des cadres conceptuels comme la théorie lexicographique des besoins (Lavoie, 2022) et en sensibilisant les décideurs à des notions telles que le tapis roulant hédonique (Luhmann et Intelisano, 2018), peuvent enrichir la délibération démocratique en proposant des processus de prise de décision alignés avec la soutenabilité écologique, la justice sociale et la démocratie directe. Un exemple concret de ce dispositif est la Convention citoyenne pour le climat en France, où, après avoir été informés par des experts, les citoyens prenaient les décisions finales, garantissant ainsi que la délibération démocratique demeurait le principe central des choix politiques (2020).

6.4. La planification écologique au service de l'autolimitation

En combinant la délibération démocratique avec la collecte de données sur la production, la consommation et les besoins, la politique d'autolimitation pourrait s'intégrer de manière cohérente dans un cadre plus global de planification écologique. Cette planification écologique est un ensemble institutionnel d'outils, basé sur des indicateurs concrets et des évaluations

variées, qui permet de transitionner d'une économie capitaliste et de croissance dominée par une distribution des ressources par le marché à une gestion démocratique de la production et de la consommation des ressources, biens et services, centrée sur des objectifs socio-écologiques de post-croissance prédéfinis (Durand et al., 2023). C'est donc un cadre qui réorganise en profondeur la production, la consommation et l'investissement dans un contexte macroéconomique où la propriété des moyens de production est démocratisée.

Chaque politique proposée dans ce mémoire, reliée à une vision plus large et holistique, serait interdépendante à d'autres politiques non citées dans ce mémoire (revenu de base et revenu maximal, moratoires sur l'extraction des ressources et les grandes infrastructures, démocratie financière, etc.), formant cet ensemble politique de la planification écologique. Les politiques de ce mémoire s'inscrivent dans l'une des grandes orientations de la planification écologique, qui consiste à imposer des plafonds à l'utilisation des ressources et à la pollution, afin de garantir que l'extraction et les rejets restent dans les limites que la Terre peut régénérer et absorber en toute sécurité (Hickel, 2019). Pour cela, la planification écologique devrait définir des budgets internationaux pour chaque processus biophysique (émissions, ressources en eau, terres agricoles, etc.) et chaque catégorie de ressources (métaux, énergies fossiles, biomasse, etc.), ventilés par échelle géographique et secteur économique (Krausmann et al., 2018; Hickel, 2019, 2020; Anderson et al., 2020). Il ne s'agit pas juste d'établir des budgets, mais aussi d'organiser la distribution des ressources selon les priorités d'usage afin de garantir une consommation parcimonieuse de chaque kilogramme de ressource, ce qui, en conséquence, demande de faire des arbitrages démocratiques (Durand et al., 2023). La réorganisation du travail dans la manière dont il est distribué, partagé et réalisé sera également une pièce essentielle de la planification écologique car « l'alignement de l'activité économique sur les objectifs socio-écologiques nécessite la réorganisation des processus de production au sein des organisations et de l'économie dans son ensemble » (Durand et al., 2023). L'enjeu de la planification écologique en décroissance réside dans l'accompagnement financier et social des travailleurs affectés par la réduction du travail salarié, ainsi que dans la distribution équitable des heures et emplois, en estimant les besoins en travail pour des secteurs écologiquement viables et socialement souhaitables, adaptés aux capacités et appétences des individus (Durand et al., 2023). De plus, la planification écologique implique une restructuration profonde des fondements matériels et techniques de la société, nécessitant de nouveaux modèles techniques, une organisation du travail

différente et des structures de propriété modifiées (Durand et al., 2023). La planification écologique permet aussi à l'économie de prévenir les ruptures liées à la transition vers une économie post-capitaliste, facilitant la relocalisation des chaînes d'approvisionnement perturbées par les crises écologiques (Durand et al., 2023; Duterme, 2024).

Dans le contexte de la planification écologique, à chaque niveau de décision (national, régional, municipal, etc.), plusieurs commissions pourraient être formées afin de traiter des problématiques actuelles. Ces commissions pourraient être composées des deux structures qui composent l'appareil de planification écologique : le corps d'élaboration et le corps d'exécution (Durand et al., 2023):

1. Le corps d'élaboration est le processus institutionnel responsable de délibérer et de définir les objectifs, les limites de l'approvisionnement de ressources, biens et services et les règles de l'autolimitation. Dans un objectif d'agrégation informationnelle et d'intégration qualitative par délibération, ce processus rassemble les contributions plurielles de scientifiques, citoyens, mouvements sociaux et organismes gouvernementaux afin d'élaborer un plan macroéconomique et macroécologique qui est soutenable écologiquement et socialement. Pour élaborer ce plan, la qualité démocratique et la densité du processus sont cruciales pour non seulement garantir sa légitimité mais aussi sa pertinence sur une longue temporalité. Les principales tâches du corps délibératif sont donc d'intégrer/agréger les points de vue divergents via la délibération; d'engager un dialogue avec le corps exécutif sur l'élaboration de scénarios alternatifs de trajectoires sociales, écologiques et économiques et de délibérer et de choisir entre eux.
2. Le corps exécutif est la structure chargée de mettre en œuvre les plans élaborés par le corps d'élaboration en mobilisant les ressources de l'administration publique afin de préparer les plans et choisir les instruments adéquats pour leur mise en œuvre. Il surveille l'atteinte des objectifs fixés et ajuste les interventions en réponse aux développements imprévus, en utilisant des mesures et cibles écologiques précises et cohérentes qui relèvent du calcul en nature. Le corps exécutif s'appuie sur une gestion efficace des ressources économiques et matérielles en utilisant divers outils politiques, comme

l'investissement public, la politique industrielle, la gestion du budget, les politiques de crédit, et la sélection des experts, pour garantir l'atteinte des objectifs fixés.

Dans cette vision de la planification écologique, la politique d'autolimitation nécessiterait l'implication d'un organe (attaché au corps d'élaboration) chargé de recueillir des données sur le niveau de consommation actuel de la population, afin de les agréger et de les analyser à différentes échelles géographiques avec l'appui d'experts. Tout en recensant les habitudes de consommation et les besoins, cet organe de la planification écologique devrait également consulter les citoyens pour définir ce qui constituerait un seuil minimal de consommation socialement acceptable, c'est-à-dire les besoins humains fondamentaux nécessaires pour garantir à chacun un niveau de vie décent et digne. Ensuite, les limites écologiques des puits dissipatifs (forêts, océans, sols, etc.) et les stocks de ressources disponibles seraient traduits en seuils globaux de consommation à ne pas dépasser au niveau collectif. À partir de ces données sur le niveau actuel de consommation, les besoins et les limites biophysiques, le corps exécutif pourrait ainsi instaurer diverses restrictions et réglementations visant à limiter l'exploitation des combustibles fossiles et d'autres ressources. Cela conduirait inévitablement à une raréfaction de nombreux biens, y compris certains biens essentiels, ce qui ferait de l'autolimitation alors un principe de gestion collective, destiné à faire face à cette rareté en tenant compte des contraintes écologiques et des besoins fondamentaux (Wood et al., 2023).

6.5. Vers un quota individuel, une valeur non financière des biens et un programme de rachat de quotas

Dans cet objectif, ce mémoire propose que l'État-nation démocratique, par le biais de la planification écologique et de ses deux corps d'élaboration et exécutif, assume un rôle central dans l'établissement d'une valeur non financière des biens, l'instauration d'un système de quotas individuels et la mise en place d'un programme public de rachat des quotas excédentaires.

a. Pourquoi adopter une valeur non financière des biens et comment la définir ?

Rappelons que la valeur non financière est une mesure alternative, souvent exprimée en coupons ou points, attribuée à des biens ou services dans un système de rationnement, visant à limiter leur

consommation et à les distribuer différemment des mécanismes de marché traditionnels. La vision politique de l'autolimitation défendue dans ce mémoire pourrait se refléter dans la façon dont la valeur non financière des biens doit être définie. En effet, dans une politique d'autolimitation, la valeur des produits exprimées en points ou autres métriques non financières peuvent être établies en fonction de différents critères car la composition de cette valeur est l'agrégation de deux éléments: un élément prescriptif qui incarne la vision politique de la société vers laquelle nous devrions transitionner (critères sociaux et économiques) ainsi qu'un élément empirique face à une situation factuelle incarné par l'impératif de réduire l'utilisation de ressources biophysiques (critères biophysiques).

Dans les propositions de rationnement écologique, l'élément prescriptif de la valeur non financière, qui correspond à la vision politique et normative orientant les critères sociaux et économiques vers une société idéale ou souhaitée, est absent, tandis que l'élément empirique se limite principalement aux émissions de gaz à effet de serre. Par exemple, une des propositions du rationnement écologique est le système des quotas énergétiques échangeables (TEQs pour *Tradable Energy Quotas*) de Fleming et Chamberlin. Celui-ci est un projet de quota carbone la plus détaillée et la mieux élaborée, ayant été soumise à une étude de pré-faisabilité complète par le gouvernement britannique (2011). Dans ce système de TEQs, 40 % du budget carbone annuel, soit les émissions de gaz à effet de serre pendant la fabrication, le transport et l'utilisation de biens et services, est directement alloué aux adultes individuels sur une base hebdomadaire. Les 60 % restants sont vendus aux enchères à tous les utilisateurs d'énergie non domestiques de l'économie. Par la suite, tant les ménages que les utilisateurs d'énergie non domestiques paient l'énergie à la fois en espèces et en une partie de leur quota énergétique. Chaque année, le registraire émet moins de TEQ en ligne avec la diminution du budget carbone, réduisant ainsi les émissions nationales (Fleming et Chamberlin, 2011).

Cette approche réductrice, centrée principalement sur les changements climatiques et relevant d'une vision tunnel carbone, risque de produire des solutions partielles à des problématiques complexes, tout en engendrant des effets secondaires imprévus (Savasta-Kennedy, 2014). Dans cette proposition de politique d'autolimitation, l'objectif est donc de dépasser une approche centrée uniquement sur la réduction des émissions de carbone en prenant en compte d'autres limites écologiques essentielles, telles que la biodiversité, la santé des sols, et la consommation

de ressources non fossiles comme l'eau et les métaux. Donc, la valeur non financière des biens rationnés devrait agréger plusieurs critères écologiques, dont les suivants :

- la consommation de ressources et d'énergie pour extraire les ressources, produire, distribuer, consommer et dissiper les biens;
- l'empreinte carbone incluant les émissions de scope 3 (si possible) sur toute l'analyse de cycle de vie;
- la superficie de terres agricoles utilisée pour produire les biens (eHANPP);
- l'impact des ressources extraits et consommés dans le cycle de vie des biens sur la biodiversité (nombre d'espèces affectées et d'hectares d'habitat convertis), l'air (pollution atmosphérique due aux procédés de fabrication et de transport), l'eau (consommation d'eau et niveau de contamination des eaux par produits chimiques) et la terre (dégradation des sols agricoles);
- l'impact et la qualité de la dissipation des déchets (microplastiques relâchés dans l'environnement, durée de vie et biodégradabilité des déchets; la proportion qui est circularisée);
- les critères de basse technologie (*low tech*) du bien de consommation (kWh par unité de production, unité de produit par unité de ressource, durée de vie moyenne du produit, taux de défaillance, temps de réparation, pourcentage de composants locaux, distance moyenne parcourue, nombre de composants du bien, niveau de miniaturisation des composants du produit, etc.).
- Etc...

De plus, des critères sociaux devront également être mis en lumière pour inscrire cette politique d'autolimitation dans l'abolition des systèmes d'oppression (esclavage moderne, travail des enfants, précarité de l'emploi, inégalités salariales, discriminations, etc). Afin de bifurquer les modes de production basé sur ces exploitations humaines vers des alternatives construites sur la coopération, la démocratisation et d'autres principes de la décroissance et du post-capitalisme, la valeur non financière des biens rationnés devrait être composée des paramètres sociaux suivants :

- les conditions de travail de la main d'oeuvre ayant extrait les ressources et produit, distribué et dissipé les biens (taux de syndicalisation, heures travaillées par semaine par personne, le salaire moyen, nombre d'enfants employés, nombre de cas de travail forcé

signalés, nombre d'accidents de travail, nombre d'heures de travail supplémentaires non payées, conditions de sécurité sur le lieu de travail, accès aux soins de santé pour les travailleurs, etc.);

- la responsabilité socio-environnementale du producteur auprès de la population et l'environnement local (index de perception de corruption, nombre de cas de violations des droits avec la population locale et/ou autochtone, cas de maladies causées par le cycle de vie du produit, nombre de conflits sociaux par unité de production, etc.);
- la démocratisation chez les organisations impliquées dans le cycle de vie du bien (niveau d'implication des travailleurs dans les décisions de l'entreprise, existence de mécanismes de consultation et de participation, présence de conseils de travailleurs ou de coopératives de travailleurs, etc.);
- l'égalité des genres (proportion de femmes employées, écart salarial entre hommes et femmes, etc.)
- la coopération chez les organisations impliquées dans le cycle de vie du bien (existence de mécanismes d'entraide entre les membres de l'organisation, nombre d'échanges de ressources comme le temps et le savoir-faire entre les membres de l'organisation, sans contrepartie monétaire).
- Etc...

La valeur non financière des biens rationnés devrait également inclure des critères économiques afin d'orienter l'économie vers une décroissance qui vise à délogisticiser, décomplexifier et désintermédiariser les chaînes d'approvisionnement dans un objectif de relocaliser et faire atterrir territorialement les moyens de production (Bonnet et al, 2021). En plus d'une relocalisation et d'une décomplexification de la production, des critères économiques devraient composer cette valeur non financière afin d'éviter que la relocalisation de la production se transforme en une réindustrialisation des territoires. En effet, une réindustrialisation s'incarne par l'investissement et l'implantation de capitaux fixes surdimensionnés (machines, équipements, et infrastructures) (Ellul, 1954), qui forcent les entreprises à augmenter leur production à des prix toujours plus bas afin d'être compétitives, les enfermant dans des économies d'échelle toujours plus imposantes et provoquant au final une relocalisation des externalités écologiques du capitalisme. C'est donc plutôt une *réartisanalisation* (et non une réindustrialisation)

post-capitaliste du territoire qui doit être priorisée par les critères économiques de la valeur non financière des biens rationnés, refusant les formes d'échanges hétéronomes ainsi que la séparation entre producteurs et consommateurs. En effet, cette réartisanalisation placerait au coeur des modes de production et consommation les trois principaux versants de l'autonomie matérielle : (1) pourvoir à nos propres besoins, (2) faire par nos propres moyens et (3) vivre de nos propres ressources, c'est-à-dire l'autosuffisance, l'autoproduction et l'ancrage local (Berlan, 2021; Landauer, 1911). Les deux premiers versants reposent sur le principe de « faire nous-mêmes, par nous-mêmes et pour nous-mêmes ce dont nous avons besoin » sur les bases de nos capacités propres dans le cadre de formes communautaires de partage (Berlan, 2021). Le troisième versant part du principe que garantir sa subsistance ne se fait pas dans le vide, mais nécessite des ressources spécifiques situées dans un territoire donné, impliquant ainsi d'établir un véritable chez-soi : un lieu de vie et un territoire partagé sous forme de communaux d'où puiser les ressources nécessaires pour sa survie (Berlan, 2021; Landauer, 1911).

De plus, cette réartisanalisation s'inspirant de l'autonomie implique de trouver un équilibre optimal entre différentes échelles d'organisation et de production afin de concilier indépendance matérielle et efficacité tout en évitant les effets délétères liés à des échelles trop grandes ou trop petites. Cela signifie que, tout en évitant de se limiter exclusivement à l'échelle micro, l'autonomie rejette l'obsession pour les grandes échelles et l'économie d'échelle, en privilégiant, lorsque c'est possible, les niveaux plus locaux (Berlan, 2021). Plutôt que de développer des régions de production relocalisée et ultra spécialisée concentrant les méga-usines, cette réartisanalisation privilégie un maillage d'organisations à petite et moyenne échelle qui investissent de manière limitée dans les capitaux fixes et qui privilégient des outils techniques conviviaux (Ellul, 1954; Illich, 2021; Mumford, 1934). La valeur non financière des biens rationnés devrait donc être partiellement déterminée par les critères économiques suivants:

- la taille des organisations impliquées dans le cycle de vie du bien (production à petite échelle, taille du producteur selon le revenu et le nombre d'employés, valorisation des savoir-faire artisanaux, etc.);
- les procédures de fixation des prix (proportion de la marge bénéficiaire par rapport au coût de revient);

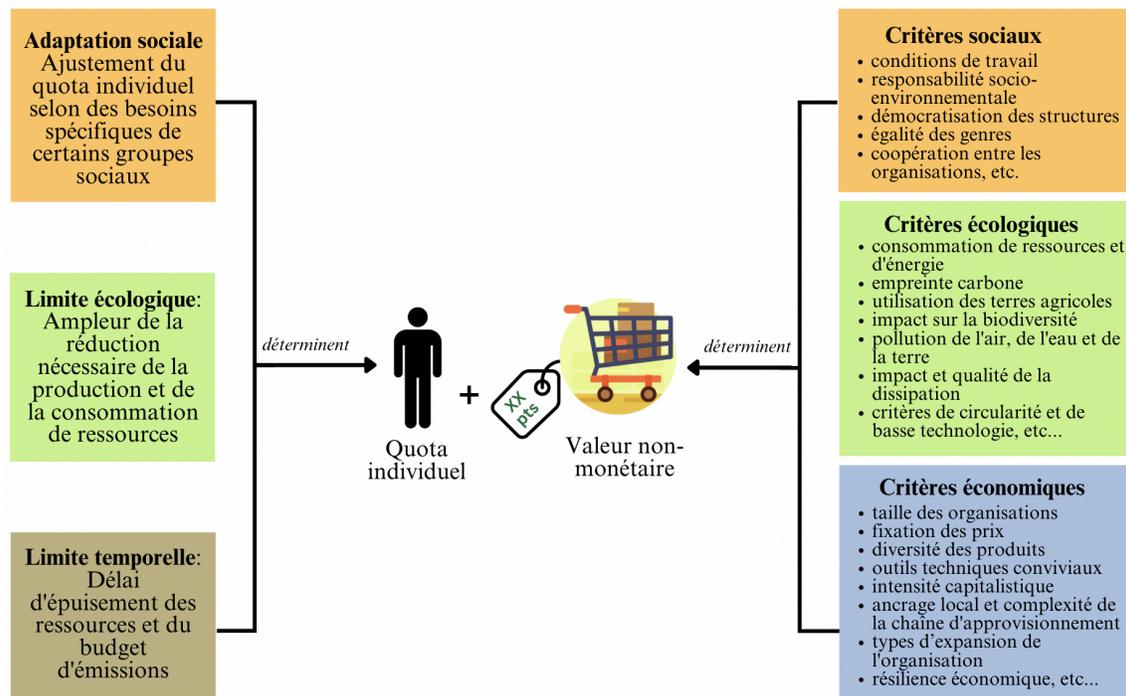
- la diversité des produits offerts par les organisations (promouvoir une diversité de production locale plutôt que la spécialisation et standardisation excessives);
- l'utilisation d'outils techniques conviviaux chez ces organisations (machines et équipements nécessaires à l'organisation qui sont simples, accessibles et réparables et qui favorisent l'autonomie de ces organisations);
- l'intensité capitalistique de ces organisations (quantité de capital fixe utilisé par unité de chiffre d'affaires, unité de production et employé; la proportion des actifs totaux qui sont investis en capital fixe, etc.);
- l'ancrage local et la complexité structurelle de la chaîne d'approvisionnement de l'organisation;
- les types d'expansion des organisations qui se déclinent en deux versions: soit une expansion de la capacité productive visant à augmenter la taille et le volume de production de l'organisation grâce à des investissements dans le capital fixe, soit une expansion de la capacité d'influence de cette organisation qui consiste à partager ses connaissances et pratiques au-delà de sa taille productive, afin d'inspirer d'autres communautés ou organisations, sans augmenter sa propre capacité productive;
- la résilience économique (la capacité des organisations à s'adapter et à résister aux perturbations, sans dépendre de grandes infrastructures industrielles et de chaînes d'approvisionnement mondiales et complexes).
- Etc...

L'intégration de ces critères dans la valeur non financière des biens rationnés signifie qu'un produit rationné sera évalué en fonction de son impact social, écologique et économique. Plus ces critères sont alignés avec un modèle capitaliste, plus la valeur non financière du produit sera élevée, ce qui nécessitera l'utilisation de davantage de points ou de coupons du quota individuel pour obtenir ce produit.¹⁰ En revanche, un produit dont le bilan social, économique et écologique correspond à des principes de décroissance et de post-capitalisme aura une valeur non financière plus faible, nécessitant ainsi moins de points ou de coupons pour l'acquérir. À titre d'exemple, si

¹⁰ Quelle différence donc avec la monnaie ? La valeur non financière diffère de la monnaie en ce qu'elle intègre explicitement des critères sociaux, écologiques et économiques dans l'évaluation des biens, au lieu de se limiter à leur valeur marchande. Elle reflète ainsi l'impact global d'un produit sur la société et l'environnement, orientant la consommation vers des choix sobres.

un pantalon est de mauvaise qualité, a une empreinte écologique disproportionnellement élevée, a impliqué le travail d'enfants et de travailleurs très précaires dans l'usine de fabrication et est produit par une multinationale qui a une intensité capitalistique très forte, sa valeur non financière sera plus élevée qu'un pantalon produit localement à petite échelle avec des fibres naturelles recyclées et une teinture naturelle par une petite coopérative peu mécanisée ayant des travailleurs syndicalisés décentement payés.

Figure 2: Les facteurs déterminants du quota individuel et de la valeur non financière



b. Pourquoi un quota individuel et comment le définir ?

Un quota individuel est une quantité prédéfinie de ressources ou de biens allouée à chaque personne afin de garantir une distribution équitable et durable des ressources limitées au sein de la communauté. Pour établir ce quota, il faut comparer les données du recensement de la consommation actuelle et des besoins suffisants (plancher social) avec les seuils maximaux de ressources à exploiter (plafond écologique) afin d'estimer l'« espace sûr et juste » entre le plafond écologique et le plancher social (Raworth, 2017), et de positionner le niveau de

consommation actuelle par rapport à ces deux limites. En d'autres termes, ces données permettent d'estimer l'ampleur de la réduction nécessaire de la production et de la consommation de ressources afin d'encadrer la consommation actuelle dans cet « espace sûr et juste ». Cependant, pour déterminer les quotas individuels, il ne s'agit pas seulement de quantifier l'ampleur de la réduction nécessaire de la production et de la consommation de ressources, mais aussi le rythme de cette réduction, car les quotas distribués aux individus et communautés évoluent selon le rythme de réduction de la consommation totale de ressources. Avec l'aide des scientifiques, celui-ci pourrait être calculé selon le délai d'épuisement des ressources naturelles ou du budget restant de déchets et d'émissions (Fitzpatrick, 2020). Pour expliquer, quand on évoque l'autolimitation, on fait référence à deux types de limites : une écologique et une temporelle. La limite temporelle est directement liée à une échéance inévitable, étant intrinsèquement connectée à un changement politique majeur découlant de la crise écologique (Szuba, 2013). Cette échéance inévitable est ce délai d'épuisement, et c'est ce délai d'épuisement qui impose une diminution des plafonds sur l'utilisation des ressources et la dissipation des déchets.

Comme les délais d'épuisement constituent un moyen accessible et efficace de faire savoir aux communautés humaines si l'utilisation des ressources naturelles ou les rejets de déchets ne sont pas soutenables du point de vue de l'environnement, tout l'enjeu est de transformer ces délais d'épuisement de ressources en outils politiques facilement accessibles aux personnes impliquées dans les décisions. C'est le cas du cadre développé par Fitzpatrick (2020) qui convertit ces délais d'épuisement en signaux d'alerte jaune/orange/rouge de l'état de non-durabilité environnementale d'un stock de ressources naturelles ou d'un budget de déchets/d'émissions, avec des délais d'épuisement considérés comme « préoccupants » en dessous de 150 ans, « critiques » en dessous de 50 ans et en « crise » en dessous de 25 ans. Cela signifie que plus les délais d'épuisement sont courts, plus ils deviennent préoccupants, nécessitant ainsi une action plus urgente et une réduction plus rapide des quotas par rapport à un délai d'épuisement plus long. En d'autres termes, ces signaux d'alerte d'épuisement permettront aux communautés humaines de déterminer la manière dont les quotas distribués au citoyens évolueront dans le futur.¹¹ Il faut

¹¹ D'autres critères impactant la vitesse de la réduction des quotas individuels existent, comme le potentiel de substituabilité de la ressource naturelle en question (Fitzpatrick, 2020).

également noter que le quota individuel dans une politique d'autolimitation pourrait être ajusté en fonction des besoins spécifiques de certains groupes sociaux dans une approche d'équité, à l'image du rationnement britannique, qui prévoyait des exceptions pour les enfants et les travailleurs manuels (Zweiniger-Bargielowska, 2000).

c. Que faire des quotas individuels non utilisés ?

Rappelons le débat entre commercialisation et non-commercialisation des quotas de rationnement : d'un côté, la commercialisation propose une redistribution des richesses par l'échange de quotas, permettant aux consommateurs plus élevés d'acheter ceux non utilisés par les plus sobres ; de l'autre, un système égalitaire et solidaire où l'argent n'affecte pas l'accès aux ressources, afin d'éviter d'aggraver les inégalités et de favoriser une sobriété collective. Pour dépasser ce débat, la planification écologique pourrait poser les bases d'un mécanisme de rachat des quotas individuels excédentaires. En effet, en examinant les inconvénients de la commercialisation et de la non-commercialisation des quotas, une alternative prometteuse se dessine : celle permettant aux pouvoirs publics de racheter les quotas excédentaires des individus. C'est l'économiste polonais marxiste Michał Kalecki qui a suggéré une solution pratique selon laquelle le pouvoir public pourrait racheter toute portion du quota qu'une personne ne peut pas se permettre d'utiliser. Ce système de rachat vise à prévenir l'exploitation des moins fortunés par les plus aisés et à garantir une limite stricte à la consommation totale, établissant ainsi un système de distribution des biens en pénurie assez complet, démocratique et flexible. De plus, il offrirait un avantage automatique aux familles à faible revenu. De plus, sous un rationnement des dépenses, les familles aisées tendent à accumuler des économies, et Kalecki recommande que ces économies soient récupérées par le gouvernement grâce à une augmentation des taux d'imposition des tranches de revenu supérieures. Cela permettrait non seulement de freiner l'inflation, mais aussi de financer le programme de rachat de quotas (Kalecki, 1940; Feiwel, 1974). Le deuxième avantage de ce programme de rachat de points par les pouvoirs publics est qu'il permettra de réduire la consommation de la ressource plus rapidement que prévu, ce qui n'est pas négligeable face aux crises écologiques actuelles. En effet, dans le scénario de Kalecki, les quotas seront retirés plutôt que de les vendre à d'autres individus. En alternative, ces quotas pourraient être cédés aux pouvoirs publics, puis regroupés

dans un pool commun de quotas destinés à investir dans des infrastructures, des projets de communalisation de ressources, etc.

6.6. Vers une démarchandisation et socialisation de la communication publique

Une grande similitude entre le rationnement britannique et l'autolimitation écologique réside dans l'échelle de mobilisation à travers la communication, car les deux politiques reposent sur une nécessité de généraliser la communication publique pour diffuser efficacement les messages de la politique d'autolimitation ou de rationnement auprès de la population. Dans le régime capitaliste actuel, la publicité est omniprésente, exploite une partie importante de l'attention humaine, dirige le comportement des citoyens vers la consommation effrénée et aliénante et occupe la quasi totalité de la communication publique (hors médias), avec parfois certaines exceptions à l'instar des messages gouvernementaux d'utilité publique. Dans un régime post-capitaliste, c'est la communication d'utilité publique qui doit primer et conquérir les espaces dominés par la publicité (réseaux sociaux, télévision, panneaux, etc.) afin de pouvoir donner les moyens informationnels nécessaires à la politique d'autolimitation pour qu'elle puisse influencer massivement les comportements des citoyens et citoyennes vers une suffisance matérielle et énergétique. Autrement dit, la communication publique axée sur l'autolimitation ne doit pas se limiter à quelques vidéos gouvernementales prônant la sobriété vestimentaire entre deux publicités de l'industrie de la mode, comme les 53 messages télévisés quotidiens de la campagne française de l'ADEME sur les 20000 messages diffusés chaque jour, représentant seulement 0,2 % du temps d'antenne publicitaire (France Inter, 2023). Mais, à l'image de la mobilisation inédite de la communication en temps de guerre, la grande majorité du temps d'antenne publicitaire doit être filtrée et alignée avec les principes de l'autolimitation. Par exemple, la majorité des messages devrait expliquer le fonctionnement du système d'autolimitation; promouvoir la réparation, le réemploi et le partage de produits; mettre en avant la publicité d'une économie locale, circulaire, artisanale; inciter les gens à assister aux sessions plénières de leur assemblée populaire, etc.

La démarchandisation et la socialisation de la communication publique seront essentielles pour l'adapter aux exigences de l'autolimitation. Elles pourraient permettre aux pouvoirs publics de (1) réduire la place de la communication publique en général dans la société, (2) définir les priorités thématiques en matière de messages de communication publique, en mettant l'accent sur la suffisance, la réduction de la consommation, la réparation, le réemploi et le partage des ressources; (3) établir des règles strictes pour la publicité afin de réglementer et limiter (voire interdire) les publicités qui encouragent l'achat de biens et services tout en gardant une marge publicitaire pour quelques services marchands de l'économie locale (petites entreprises, coopératives, etc.) et circulaire (réparation, location, restauration de biens, etc.) (4) allouer un pourcentage significatif du temps d'antenne (radio, télévision, plateforme en ligne, etc.) et de l'espace publicitaire de la communication publique (affichage public, imprimés, etc.) à des messages et campagnes non marchands d'utilité publique (OBNL, pouvoirs publics, etc.) (5) communaliser la gestion des espaces publicitaires afin de reprendre démocratiquement le contrôle des moyens de communication publique et d'assurer la transparence dans leur prise de décisions. Pour illustrer ce cinquième point, à l'instar de la municipalisation de l'économie où les moyens de productions sont placés entre les « mains des municipalités » (Bookchin, 1990) dans un mode de fonctionnement confédéral, les espaces de la communication publique devraient donc être confiés aux citoyens, c'est-à-dire que les moyens de production de la communication seraient ni nationalisés ni privatisés, mais communalisés.

La démarchandisation et la socialisation de la communication publique sont un duo essentiel qui, en établissant des nouveaux critères, pourrait radicalement transformer la distribution et tarification du temps d'antenne (comme la télévision ou la radio) et de l'espace publicitaire (comme des affiches dans des lieux publics ou des espaces numériques). En effet, ce duo pourrait communaliser l'espace publicitaire et le temps d'antenne par l'intermédiaire des assemblées citoyennes en achetant ces espaces et temps publicitaires selon leur prix de revient (et non leur valorisation sur le marché)¹²; distribuer gratuitement de l'espace publicitaire et du temps d'antenne aux petites entreprises, communs et coopératives qui en ont le plus besoin; imposer

¹²Alors que le prix de revient réel est le coût direct pour produire ou fournir un espace publicitaire, incluant les frais de production, les salaires, et les coûts de fonctionnement associés, sans inclure les marges bénéficiaires élevées ou les primes imposées par les forces du marché, la valorisation sur le marché fait référence aux prix que les annonceurs doivent payer sur le marché, qui peuvent inclure une prime significative au-dessus des coûts réels en raison de la demande, de la concurrence, ou de la valeur perçue des espaces publicitaires.

des quotas pour garantir qu'un pourcentage significatif du temps d'antenne et de l'espace publicitaire soit réservé aux petites entreprises, aux communs et aux coopératives locales, assurant ainsi leur visibilité; maintenir une rotation des campagnes publicitaires pour limiter leur durée, et imposer un plafond sur le temps d'antenne et l'espace publicitaire qu'une même organisation peut acheter, afin d'éviter la saturation du public et l'accaparement publicitaire par une seule organisation; établir un système de tarification progressive où les petites entreprises bénéficient de tarifs réduits pour l'achat d'espace publicitaire, tandis que des organisations plus grandes paient des tarifs plus élevés proportionnellement à leur taille et à leurs revenus, etc.

En plus de soustraire la répartition du temps d'antenne et de l'espace publicitaire à la logique du profit, ce duo permettrait d'institutionnaliser la libération de la communication de l'emprise de la publicité commerciale. En effet, la socialisation et démarchandisation de la communication publique visent à libérer cette communication du « fétichisme de la marchandise », qui façonne une conscience attribuant aux biens, services, individus, etc., des propriétés symboliques et en associant les produits à des caractéristiques socialement désirables (Harms et Kellner, 1991). La publicité est tellement omniprésente qu'elle empêche les messages d'utilité publique de se faire une place adéquate dans l'espace publicitaire, à l'image des messages d'intérêt public aux États-Unis qui ne représentaient que 2 % des publicités diffusées à la télévision nationale (Fuhrel-Forbis, 2009). En inscrivant légalement le pourcentage significatif du temps d'antenne et de l'espace publicitaire dédié à des messages d'utilité publique, la publicité perdra son monopole de l'attention auprès des individus. De plus, aujourd'hui, la publicité n'est plus ce que la théorie classique de l'économie affirme: une simple information qui avise l'individu de l'existence même d'un produit, de son prix et d'autres renseignements utiles pour prendre une décision éclairée en tant que consommateur. En effet, la publicité est plutôt devenue un outil puissant d'influence auprès des consommateurs, incitant les individus à acheter des biens superflus; façonnant les interactions sociales, les perceptions des produits et les choix de consommation en faveur des intérêts des entreprises privées capitalistes; promouvant la consommation comme mode de vie; et liant ces biens à des valeurs sociales fabriquées (Buijzen et Valkenburg 2003; Pollay 1986; Hall 2002; Leiss et al. 1986). C'est la raison pour laquelle les publicités se sont éloignées de la communication d'informations spécifiques sur les produits en s'orientant vers la communication de la symbolique sociale des produits (Harms et Kellner, 1991). Face à ce

constat, la démarchandisation et la socialisation de la communication publique pourraient redonner aux quelques publicités commerciales restantes son sens initial de médiation informationnelle entre le producteur et leur consommateur en établissant des nouveaux critères stricts : la transparence de l'information en fournissant des informations des produits et services sur leur origine, leur composition, leurs impacts environnementaux et sociaux, et les conditions de production; l'interdiction de l'exploitation des émotions (peur, colère, tristesse...) et désirs pour inciter les consommateurs à acheter; le devoir de véracité et d'authenticité dans la représentation du produit et service, sans exagération ou omission trompeuse; la promotion de comportement responsable guidé par le principe de la suffisance; l'interdiction de la publicité pour les produits nuisibles ayant des impacts négatifs sur la santé publique, l'environnement et le bien-être social; la priorisation de l'espace publicitaire pour les produits et services essentiels, etc. Ces critères pourraient donc atténuer le fétichisme de la marchandise dans les publicités, ramenant celles-ci à leur fonction première de simple passerelle d'informations entre le producteur et le consommateur.

Figure 3: Composition de la communication publique avant et après sa démarchandisation et socialisation



Pour synthétiser, cette proposition de politique d'autolimitation cherche à contrecarrer la tendance prédominante des gouvernements et de la littérature académique, qui réduit la distribution non financière de biens et services à des mesures appliquées en temps de guerre ou en période de crise (Lauterbach, 1944). Ceci permet de non seulement présenter l'autolimitation

comme une réponse réactive aux urgences écologiques et sociales, mais la défendre comme un projet politique visant à encadrer les sociétés humaines dans leurs propres limites sociales et écologiques, en substituant la logique du profit par celle de la suffisance. C'est pour cette raison que ce chapitre propose une politique d'autolimitation inspirée du rationnement britannique, mais repensée dans une perspective décroissantiste. Contrairement au rationnement, l'autolimitation, loin d'être une mesure imposée de manière autoritaire, vise à instaurer une gestion démocratique et volontaire des ressources, fondée sur la solidarité et la justice sociale. Elle repose sur un processus de délibération démocratique permettant aux citoyens de définir collectivement leurs besoins et de restructurer la production en fonction de ces besoins, tout en respectant les limites écologiques. Les experts ont un rôle clé dans ce processus, en apportant des connaissances techniques pour éclairer les décisions tout en garantissant que la souveraineté populaire demeure au cœur de la démarche.

Cette politique introduit un système de quotas individuels attribuant une valeur non financière aux biens et services, fondée sur des critères écologiques, sociaux et économiques, au-delà des seules considérations climatiques pour inclure des aspects comme la biodiversité, les conditions de travail et le type de mode de production. L'objectif derrière cette valeur non financière est non seulement d'égaliser le pouvoir d'achat des citoyens (si elle est accompagnée d'un contrôle des prix), indépendamment de leur classe sociale, mais également de favoriser une réartisanalisation des modes de production en évitant la réindustrialisation, tout en promouvant une économie de suffisance post-capitaliste. Enfin, l'autolimitation vise à démarchandiser et socialiser la communication publique afin de renverser la logique capitaliste de la publicité, en réorientant l'espace médiatique vers des messages d'utilité publique axés sur la suffisance. En régulant les espaces publicitaires et en les communalisant, les citoyens pourraient prendre le contrôle de la diffusion de l'information afin de restaurer la fonction originelle de la publicité, en la débarrassant de son rôle manipulateur et en la dirigeant vers une médiation informationnelle honnête entre producteurs et consommateurs.

Conclusion

Le rationnement est un mot qui fait peur, qui peint un tableau de soumission aux diktats des pénuries, qui suggère des queues interminables, qui suscite l'angoisse d'une vie réduite à l'essentiel, qui alimente la crainte d'un retour à une époque de privations et qui entretient la peur d'une dystopie où chaque bien est compté, chaque plaisir est limité et chaque choix est dicté par le manque. Or, la réalité historique des rationnements passés révèle une complexité bien différente de cet imaginaire et pourrait même offrir des enseignements précieux pour concevoir des politiques publiques adaptées aux urgences sociales et écologiques actuelles. C'est en effet ce sujet que ce mémoire a tenté d'explorer. En se focalisant sur l'expérience britannique du rationnement de textiles, nous avons tenté de répondre à la question suivante : quels enseignements tirer, du point de vue de la décroissance, des expériences de rationnement des textiles lors de la Seconde Guerre mondiale afin de proposer une politique d'autolimitation face aux urgences sociales et écologiques actuelles ?

Dans ce mémoire, nous avons donc mis en évidence une réalité historique plus nuancée du rationnement britannique et développé un argumentaire théorique visant à contester la position de certains économistes qui considèrent le rationnement comme inefficace, injuste et inutile sauf en cas de circonstances exceptionnelles. C'est probablement ce qui génère un certain inconfort ou scepticisme chez une partie du lectorat en lisant ce mémoire : alors que le rationnement fait peur à grand nombre de personnes étant associé à des périodes d'austérité et de restriction pendant les guerres et les crises énergétiques, mais également à des situations de pénurie causées par des sanctions commerciales externes, ce travail dévoile une facette méconnue du rationnement britannique souvent écartée du récit dominant, et propose une réévaluation du rationnement comme un projet politique véritablement démocratique et juste d'autolimitation écologique. En effet, ce mémoire tente d'apporter un regard nouveau sur une période historique de rationnement réduite à une douleur sociale et la comparer, avec ses spécificités contextuelles, au contexte écologique actuel afin de proposer une politique d'autolimitation. En effet, ce regard nouveau vis-à-vis du rationnement n'est ni une tentative de révisionnisme historique ni un anti-Histoire qui chercherait à réhabiliter le rationnement britannique comme un modèle parfait et exempt de critiques. Au contraire, elle vise à revisiter cette période historique avec une

approche nuancée, reconnaissant les imperfections et les contestations, tout en explorant les enseignements potentiels que ce modèle pourrait offrir dans la conception d'une politique d'autolimitation écologique.

La contribution essentielle de cette recherche est l'exploration des apports du rationnement britannique en matière de soutenabilité, de justice et d'autonomie, notamment en régulant la consommation et en revitalisant l'autoproduction, tout en garantissant un niveau de consommation digne pour tous grâce au contrôle des prix et à la non-marchandisation des coupons. Toutefois, ce mémoire souligne également ses limites, telles que le manque d'autonomie politique et la perte d'autonomie technique mécanique dans l'industrie du vêtement, ainsi que l'incapacité à devenir un mécanisme durable au-delà du contexte de guerre et de rareté des ressources, illustrée par la fragilité et la brièveté du système de rationnement, malgré les efforts pour établir un calcul en nature, réduire la production et la consommation des vêtements civils, et promouvoir une communication publique axée sur la suffisance. En réalité, cette étude historique du rationnement britannique et son analyse montrent que l'imposition de limites à la consommation et à la production ne mène pas nécessairement à une catastrophe, bien au contraire. Le véritable enjeu réside dans le fait que ces limites, dans ce contexte, étaient imposées de manière verticale, par le haut. Ce qu'il reste à découvrir, ce sont des limites choisies et assumées collectivement, émergeant de la base.

Cette section du mémoire s'inscrit ainsi dans un exercice implicite de périodisation : en mettant en évidence les apports et les limites du cas historique du rationnement britannique à travers le prisme de la décroissance, elle légitime son étude tout en préparant le terrain pour la proposition d'un modèle d'autolimitation écologique dans le cinquième chapitre qui répondrait aux diverses limites socio-politiques du rationnement britannique. En effet, ce dernier chapitre explore comment l'autolimitation de Gorz offre une alternative démocratique et soutenable à la production hétéronome et à l'expertocratie, en permettant aux citoyens de redéfinir leurs besoins et de reprendre le contrôle sur la satisfaction de ceux-ci. En contrastant avec le rationnement, souvent imposé par des autorités extérieures, l'autolimitation émerge comme un processus collectif d'autodétermination qui vise à revitaliser la souveraineté populaire et à inscrire la discussion sur la décroissance dans un cadre participatif et démocratique. Dans le cadre de cette

politique d'autolimitation, le mémoire soutient que la délibération démocratique est essentielle à une politique d'autolimitation, car elle permet de reprendre le contrôle sur nos besoins, transformant les satisfacteurs et limitant la surconsommation déterminée par le capitalisme. Cette section souligne que la planification écologique, en alliant délibération démocratique et collecte de données pour réorganiser la production et la consommation des ressources dans un cadre de post-croissance, pourrait constituer le cadre politique et institutionnel idéal pour soutenir une politique d'autolimitation, fondée sur une démarche de délibération démocratique. En s'appuyant sur les idées de Durand et Keucheyan (2024), cette planification écologique plaide pour l'introduction de plafonds pour l'utilisation des ressources et la pollution, avec des budgets internationaux répartis par échelle géographique et secteur économique, favorisant une consommation parcimonieuse. Elle exigerait également une réorganisation du travail pour s'aligner sur les objectifs socio-écologiques, tout en accompagnant les travailleurs affectés par la réduction du travail salarié et en restructurant techniquement et matériellement la société pour garantir une économie soutenable et résiliente face aux crises écologiques.

Avant tout, ce qui est innovant dans ce chapitre est l'ensemble des réflexions proposant les deux apports pratiques de cette politique d'autolimitation : la valeur non financière des biens et services rationnés et le quota individuel. En intégrant des critères sociaux, écologiques et économiques dans leur évaluation, la valeur non monétaire des biens repose sur l'agrégation de critères prescriptifs et empiriques, où les biens alignés avec des principes de décroissance et de post-capitalisme se voient attribuer une valeur inférieure, tandis que ceux issus de modèles capitalistes traditionnels, souvent destructeurs, nécessitent davantage de points ou de coupons pour leur acquisition. Tout ceci permettrait de rationner les ressources de manière à transitionner vers une économie post-capitaliste. Le deuxième apport est les quotas individuels qui visent à assurer une distribution équitable et durable des biens limités. Leur détermination nécessite une analyse des données de consommation actuelle par rapport aux besoins sociaux et aux limites écologiques, en tenant compte des délais d'épuisement des ressources pour établir des ajustements nécessaires et urgents, tout en intégrant une approche équitable pour des groupes sociaux spécifiques.

Le dernier sous-chapitre remet les pendules à l'heure en posant le constat qu'une politique d'autolimitation est strictement incompatible avec le paysage actuel de la communication publique où la publicité commerciale est omniprésente. Elle propose donc des réflexions sur une communication qui fait rupture avec l'hégémonie de la publicité commerciale en la réglementant très fortement et en la réduisant à une simple passerelle informationnelle entre le consommateur et le producteur, en décuplant la proportion des messages d'utilité publique, en socialisant l'espace publicitaire et le temps d'antenne et en communalisant la gestion de ceux-ci par l'intermédiaire des assemblées citoyennes. Avant tout, l'objectif principal est de diminuer la place et l'influence de la communication de masse dans l'espace public.

Il est essentiel de préciser que les propositions de ce mémoire ne prétendent ni offrir une solution universelle à toutes les urgences sociales et écologiques, ni servir de feuille de route politique à instaurer immédiatement. Elles doivent plutôt être perçues comme un ensemble structuré de pistes de réflexion pour repenser au-delà du consumérisme et du productivisme, et pour illustrer ce à quoi pourrait ressembler une politique et une architecture institutionnelle en accord avec la décroissance, visant à limiter la production et consommation des biens et services. De plus, la proposition d'autolimitation s'inscrit dans une démarche de réformisme révolutionnaire et anti-capitaliste. En effet, la politique de l'autolimitation, le contrôle des prix, la planification écologique, la réartisanalisation du territoire et la démarchandisation de la communication publique sont des « réformes non-réformistes » car elles sont conçues non pas en fonction de « ce qui est possible dans le cadre d'un système et d'une administration donnés, mais en fonction de ce qui devrait être rendu possible en termes de besoins et d'exigences humaines » (Gorz, 1968). Si ce mémoire avait pour objectif de soutenir des réformes conformes au statu quo, il se serait limité à proposer des politiques compatibles avec le modèle capitaliste. En d'autres termes, au lieu de préconiser une autolimitation de la consommation favorisant la réartisanalisation du territoire, il aurait privilégié une surtaxe sur la consommation de produits polluants et de luxe et un ensemble de subventions, de prêts garantis, de partenariats public-privés pour attirer du capital « vert » et protéger par avance leurs profits (*derisking*) afin de créer des industries « vertes ».

Ce qui caractérise les politiques proposées dans ce mémoire, c'est également le fait que celles-ci sont conçues comme des moyens et des phases dynamiques d'un processus de lutte

anti-capitaliste et non comme des fins (Gorz, 1968). En effet, certaines propositions politiques de ce mémoire pourraient ne plus être nécessaires une fois qu'un certain « point de non-retour de post-croissance » serait atteint, et devraient donc être conçues avec l'objectif ultime de leur démantèlement à terme. Pour clarifier ce deuxième point, les politiques proposées visent à radicalement changer les modes actuels de production, de consommation et de prise de décision en encastrant à la fois notre économie dans les limites sociales et écologiques, tout en ancrant notre système politique dans la planification écologique. Cela signifie qu'après l'adoption de plusieurs réformes non-réformistes par un système politique démocratiquement sain et qualitatif, la suffisance deviendrait naturellement le réflexe le plus naturel, tout comme l'est actuellement le consumérisme dans notre système capitaliste; la logique économique ferait en sorte que l'artisanat et les communs de production à petite échelle se substitueraient aux méga-usines et régions de production ultra-spécialisée, tandis que les basses technologies supplanteraient les marchandises miniaturisées, irréparables et complexes, entraînant une transformation profonde des normes sociétales et reléguant les caractéristiques de notre modèle actuel de production et de consommation à un monde révolu. Cette logique de décroissance, marquant une transition irréversible vers un mode de vie où les impératifs écologiques et sociaux ont pris le pas sur l'accumulation du capital, permettrait à nos sociétés humaines d'atteindre un « point de non-retour de post-croissance ». À ce stade, les principes de modération et de respect des limites planétaires seraient profondément ancrés dans les dynamiques économiques et socio-culturelles des sociétés, faisant qu'un retour aux anciens modèles de surconsommation et d'exploitation des ressources deviendrait inconcevable, tout en rendant obsolètes les mécanismes de régulation qui étaient nécessaires pour limiter la consommation.¹³

Cela dit, il convient aussi de reconnaître des limites importantes au travail réalisé.

- 1) La première limite de ce mémoire réside dans la portée de ce mémoire, notamment dans son omission des discussions cruciales sur les impacts socio-économiques potentiels de la politique d'autolimitation et sur les stratégies nécessaires pour protéger les moyens de subsistance des travailleurs dans une économie en décroissance.

¹³ Cela ne signifie pas que, même après avoir atteint ce « point de non-retour de post-croissance », il ne faille pas mettre en place des garde-fous institutionnels et des contre-pouvoirs politiques pour protéger les acquis socio-économiques et écologiques de la décroissance contre d'éventuelles tentatives de rétablir un productivisme économique, qu'il soit fondé sur la propriété privée ou étatique.

- 2) La deuxième limite de ce mémoire est dans la recherche empirique. Celle-ci, bien qu'appuyée par l'étude d'un cas historique, aurait pu être renforcée par l'examen d'un deuxième cas historique plus récent, tel qu'une crise énergétique survenue durant les Trente Glorieuses. Une telle analyse aurait permis de comparer les dynamiques de mise en œuvre et les impacts des politiques de rationnement à travers différentes périodes économiques et de faire davantage de connexions avec le modèle actuel de croissance. En effet, il aurait été optimal de choisir un cas d'étude portant sur une politique de rationnement qui a eu des difficultés notables à réduire la consommation tout en restant juste et démocratique.
- 3) La troisième limite est liée à l'approche méthodologique. Dans le troisième chapitre de ce mémoire, il aurait été intéressant d'utiliser l'outil méthodologique de l'analyse décisionnelle multicritères (ADM) qui permet de choisir, d'évaluer et de pondérer les multiples dimensions typiques de nombreux problèmes de prise de décision (Gowdy et Erickson, 2005). Cet outil aurait permis d'établir des bases méthodologiques solides pour déterminer des critères à partir du rationnement britannique, d'un autre cas de rationnement et du contexte de l'Anthropocène et élaborer une matrice d'impact, capable de guider la conception d'un système d'autolimitation écologique (De Marchi et al., 2000; Nijkamp et al., 1990).

Pour approfondir les questions liées à l'autolimitation, plusieurs études futures pourraient être envisagées. L'une d'elles pourrait utiliser des méthodes quantitatives couramment employées en économie écologique, telles que la dynamique des systèmes cohérents en stock et flux, ainsi que les modèles d'entrée-sortie physiques et monétaires (Hardt et O'Neill, 2017), pour évaluer l'impact potentiel de l'autolimitation sur la société. Cette recherche pourrait également viser à développer un nouveau modèle macroéconomique écologique intégrant les divers critères écologiques, économiques et sociaux de l'autolimitation. Une autre piste de recherche serait de concevoir une politique de réartisanalisation du territoire, visant à promouvoir un réseau de petites entreprises locales axées sur des pratiques artisanales et des technologies conviviales, tout en évitant les écueils de la réindustrialisation. En examinant des cas historiques d'économie artisanale, cette étude pourrait développer, à l'aide de l'ADM, des critères de politique publique et des indicateurs pour guider la mise en œuvre de cette politique de réartisanalisation.

Bibliographie

- Abraham, Y. M. (2019). *Guérir du mal de l'infini. Produire moins, partager plus, décider ensemble*. Écosociété (Éditions).
- Abraham, Y. M., & Fourrier, A. (2023). Mais vous êtes donc communiste? Complément d'enquête sur les communs. *Recherches sociographiques*, 64(1), 201-227. <https://doi.org/10.7202/1100579ar>
- Adaman, F., & Devine, P. (1996). The economic calculation debate: Lessons for socialists. *Cambridge Journal of Economics*, 20(5), 523-537. <https://www.jstor.org/stable/23599690>
- Adaman, F., & Devine, P. (1997). On the economic theory of socialism. *New Left Review*, 221, 54-80. <https://newleftreview.org/issues/i221/articles/fikret-adaman-pat-devine-on-the-economic-theory-of-socialism>
- Adaman, F., & Devine, P. (2001). Participatory planning as a deliberative democratic process: A response to Hodgson's critique. *Economy and Society*, 30(2), 229-239. <https://doi.org/10.1080/03085140120042299>
- Adaman, F., & Devine, P. (2002). A reconsideration of the theory of entrepreneurship: A participatory approach. *Review of Political Economy*, 14(3), 329-355. <https://doi.org/10.1080/09538250220147877>
- Adelman, I., Berck, P., & Vujovic, D. (1991). Designing gradual transition to market economies. Récupéré de https://escholarship.org/content/qt6cf276m7/qt6cf276m7_noSplash_1e4e0f126cf41dfd5bd19a8754bc400e.pdf?t=lnplwo
- Adıgüzel, F., Linkowski, C., & Olson, E. (2020). Do sustainability labels make us more negligent? Rebound and Moral Licensing Effects in the Clothing Industry. *Sustainability in the Textile and Apparel Industries: Consumerism and Fashion Sustainability*, 1-18. https://doi.org/10.1007/978-3-030-38532-3_1
- Addison, P. (1985). *Now the war is over: a social history of Britain. 1945-1951* (London, 1985).
- Adorno, T. et Heller, A. (2008) . Par-delà le vrai et le faux. Deux textes sur la théorie des besoins. *Mouvements*, n° 54(2), 13-33. <https://doi.org/10.3917/mouv.054.0013>.

- AFIRM. (2014). Selecting dyes and chemicals to minimise environmental impacts. Bluesign Presentation at AFIRM RSL Seminar, Shanghai International Convention Centre, Shanghai, China, 27 September 2007. Retrieved from <https://afirm-group.com/wp-content/uploads/2022/04/Bluesign-Presentation-1.pdf>
- Agence internationale de l'énergie (2021), Net Zero by 2050, IEA, Paris <https://www.iea.org/reports/net-zero-by-2050>, License: CC BY 4.0
- Akenji, L., Bengtsson, M., Toivio, V. and Lettenmeier, M. (2021). 1.5-Degree Lifestyles: Towards A Fair Consumption Space for All. Hot or Cool Institute, Berlin. https://hotorcool.org/wp-content/uploads/2021/10/Hot_or_Cool_1_5_lifestyles_FULL_REPORT_AND_ANNEX_B.pdf.
- Albert, Michael, et Robin Hahnel (1991), *The political economy of participatory economics*, Princeton: Princeton University Press.
- Albert, Michael, et Robin Hahnel (1992), Participatory planning, *Science & Society*, Vol. 56, No. 1. <https://www.jstor.org/stable/40403236>
- Alcott, B. (2005). Jevons' paradox. *Ecological Economics*, 54(1), 9-21. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2005.03.020>
- Altman, D. (2017). The potential of direct democracy: a global measure (1900–2014). *Social Indicators Research*, 133(3), 1207-1227. DOI: 10.1007/s11205-016-1408-0
- Anderson, K., Broderick, J. F., & Stoddard, I. (2020). A factor of two: How the mitigation plans of 'climate progressive' nations fall far short of Paris-compliant pathways. *Climate Policy*, 20(10), 1290-1304. <https://doi.org/10.1080/14693062.2020.1728209>
- Anguelov, N. (2015). *The Dirty Side of the Garment Industry: Fast Fashion and Its Negative Impact on Environment and Society* (1st ed.). CRC Press. <https://doi.org/10.1201/b18902>
- Applegate, E. (2009). Advertising makes products more expensive. Dans *Advertising and Society: Controversies and Consequences*, MA: Wiley-Blackwell, 9-12.
- Attfield, J. (Ed.). (1999). *Utility Reassessed: The Role of Ethics in the Practice of Design*. Manchester and New York: Manchester University Press.
- Auzanneau, M., & Chauvin, H. (2021). *Pétrole, le déclin est proche*. Éditions du Seuil.

- Baker, Z. (2022). Anarchism and Democracy. The Anarchist Library. Récupéré de <https://anarchopac.com/2022/04/15/anarchism-and-democracy/>
- Baran, P., & Sweezy, P. (1968). *Capitalisme monopoliste: Un essai sur la société industrielle américaine*. Maspero.
- Baumol, W. J. (1988). *The theory of environmental policy*. Cambridge University Press.
- Beaupied, S. (2006). *Économie domestique en milieu rural au Québec 1930-1960: témoignages oraux de la région du Piedmont lanadois* (Doctoral dissertation, Université du Québec à Montréal).
- Benjamin, M., & Collins, J. (1985). Is rationing socialist?: Cuba's food distribution system. *Food Policy*, 10(4), 327-336. [https://doi.org/10.1016/0306-9192\(85\)90024-7](https://doi.org/10.1016/0306-9192(85)90024-7)
- Bentley, A. (1998). *Eating for victory: Food rationing and the politics of domesticity*. University of Illinois Press.
- Berlan, A. (2021). *Terre et liberté. La quête d'autonomie contre le fantasme de délivrance*, Le Batz, Éditions La Lenteur.
- Bide, B. (2017). *Austerity fashion, 1945-1951: rebuilding fashion cultures in post-war London* (Doctoral dissertation, Royal Holloway, University of London).
- Bihouix, P., & Guillebon, B. D. (2010). *Quel futur pour les métaux?: Raréfaction des métaux: un nouveau défi pour la société*. EDP sciences.
- Blanchard, R. (1947). *Le centre du Canada français*. Montréal, Librairie Beauchemin limitée.
- Blecher, E. (2008). The impact of tobacco advertising bans on consumption in developing countries. *Journal of health economics*, 27(4), 930-942. <https://doi.org/10.1016/j.jhealeco.2008.02.010>
- Board of Trade. (1941). *Clothing Coupon Quiz* (1st ed.). London.
- Bocken, N. (2017). Business-led sustainable consumption initiatives: Impacts and lessons learned. *Journal of Management Development*, 36(1), 81-96. <https://doi.org/10.1108/JMD-10-2014-0136>

- Bocken, N. M., & Short, S. W. (2016). Towards a sufficiency-driven business model: Experiences and opportunities. *Environmental innovation and societal transitions*, 18, 41-61. <https://doi.org/10.1016/j.eist.2015.07.010>
- Bollier, D. (2014). *La renaissance des communs: Pour une société de coopération et de partage*. Paris, France: Éditions Charles Léopold Mayer.
- Bonnet, E., Landivar, D., & Monnin, A. (2021). *Héritage et fermeture: Une écologie du démantèlement*. Divergences.
- Bookchin, M. (1990). "The meaning of confederalism." *Green Perspectives* 20. http://dwardmac.pitzer.edu/Anarchist_Archives/bookchin/gp/perspectives20.html
- Borowy, I., & Aillon, J. L. (2017). Sustainable health and degrowth: Health, health care and society beyond the growth paradigm. *Social Theory & Health*, 15, 346-368. <https://doi.org/10.1057/s41285-017-0032-7>
- Bourg, D. (Ed.). (2017). *Inventer la démocratie du XXIe siècle: L'assemblée citoyenne du futur*. Paris, France: Éditions Les Liens qui libèrent; Fondation pour la nature et l'homme.
- Brand, U., Muraca, B., Pineault, É., Sahakian, M., Schaffartzik, A., Novy, A., ... & Görg, C. (2021). From planetary to societal boundaries: an argument for collectively defined self-limitation. *Sustainability: science, practice and policy*, 17(1), 264-291. <https://doi.org/10.1080/15487733.2021.1940754>
- Braun, V., & Clarke, V. (2024). Thematic analysis. In *Encyclopedia of quality of life and well-being research* (pp. 7187-7193). Cham: Springer International Publishing.
- Brayley, M. (2001). *The British Army 1939-45 (1) NorthWest Europe*. Oxford: Osprey Publishing.
- British Online Archives. (s.d.). Records of the Board of Trade, 1945-1961. Récupéré de [https://microform.digital/boa/collections/90/volumes/664/records-of-the-board-of-trade-1945-1961?filters\[query\]=&filters\[className\]=document](https://microform.digital/boa/collections/90/volumes/664/records-of-the-board-of-trade-1945-1961?filters[query]=&filters[className]=document)
- Brooks, A., & Simon, D. (2012). Unravelling the relationships between used-clothing imports and the decline of African clothing industries. *Development and Change*, 43(6), 1265-1290. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2012.01797.x>

- Brulle, R. J., & Young, L. E. (2007). Advertising, individual consumption levels, and the natural environment, 1900–2000. *Sociological Inquiry*, 77(4), 522-542. <https://psycnet.apa.org/doi/10.1111/j.1475-682X.2007.00208.x>
- Buijzen, M., & Valkenburg, P. M. (2003). The unintended effects of television advertising: A parent-child survey. *Communication research*, 30(5), 483-503. <https://doi.org/10.1177/0093650203256361>
- Cahen-Fourot, L. (2022). Looking for growth imperatives under capitalism: money, wage labor, and market exchange (No. 01/2022). Working Paper Series. Retrieved from <https://www.econstor.eu/handle/10419/264902>
- Cairncross, A. (1985). *Years of Recovery: British Economic Policy 1945-51* (1st ed.). Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315019697>
- Campbell, B. (2022). *Corporate Rules: The Real World of Business Regulation in Canada: How government regulators are failing the public interest*. Lorimer.
- Carbontracker. (2022). Finally we have a global registry of fossil fuels. Récupéré de <https://carbontracker.org/finally-we-have-a-global-registry-of-fossil-fuels/>
- Carter, J (1979). Speech on energy and national goals. *American Rhetoric*. Récupéré de <http://www.americanrhetoric.com/speeches/jimmycartercrisisofconfidence.htm>
- Ceballos, G., Ehrlich, P. R., & Dirzo, R. (2017). Biological annihilation via the ongoing sixth mass extinction signaled by vertebrate population losses and declines. *Proceedings of the national academy of sciences*, 114(30), E6089-E6096. DOI: 10.1073/pnas.1704949114
- Centre scientifique de Monaco. (2017). Conclusions of the Fourth International Workshop on The Economics of Ocean Acidification Oceanographic Museum of Monaco. Récupéré de https://www.centrescientifique.mc/uploads/documents/fr_Re%CC%81sume%CC%81%20Workshop%202017%20_%20ENG.pdf
- Chapman, A. (2010). *Mistra Future Fashion – Review of Life Cycle Assessments of Clothing*. Stockholm: Oakdene Hollins for Mistra. Retrieved from http://www.oakdenehollins.co.uk/media/232/2010_mistra_review_of_life_cycle_assessments_of_clothing.pdf

- Chancel, L., & Piketty, T. (2021). Global income inequality, 1820–2020: the persistence and mutation of extreme inequality. *Journal of the European Economic Association*, 19(6), 3025-3062. <https://doi.org/10.1093/jeea/jvab047>
- Cicolella, A. (2013). *Toxique Planète. Le scandale invisible des maladies chroniques: Le scandale invisible des maladies chroniques*. Média Diffusion.
- Circle Economy. (2022). *The Circularity Gap Report 2022* (pp. 1-64, Rep.). Amsterdam: Circle Economy. Récupéré de <https://www.circle-economy.com/resources/circularity-gap-report-2022>
- Clover, C (2007). Too little, too late to reverse climate change. *The Daily Telegraph* [journal papier], pp 25.
- Cohen, M. (1988). *Women's work, markets, and economic development in nineteenth-century Ontario*. Toronto: University of Toronto Press.
- Cohen, M.J. (2010). Is the UK preparing for “war”? Military metaphors, personal carbon allowances, and consumption rationing in historical perspective. *Climatic Change* 104, 199–222. <https://doi.org/10.1007/s10584-009-9785-x>
- Comité du centenaire de Saint-Valérien. (1985). *Revivons notre histoire : La Paroisse et la Municipalité de Saint-Valérien 1885-1985*.
- Convention citoyenne pour le climat. (2020). *Dossier de présentation de la Convention citoyenne pour le climat*. Convention citoyenne pour le climat. <https://www.conventioncitoyennepourleclimat.fr/wp-content/uploads/2020/05/Dossier-de-presentation-de-la-CCC.pdf>
- Cooklin, G. (1997). *Garment Technology for Fashion Designers*. Blackwell.
- Coresight Research (2020) *Fast fashion speeding toward ultrafast fashion* [ONLINE] Available at: <https://coresight.com/research/fast-fashion-speeding-toward-ultrafast-fashion/>
- Coscieme, L., Akenji, L., Latva-Hakuni, E., Vladimirova, K., Niinimäki, K., Nielsen, K., Henninger, C., Joyner-Martinez, C., Iran, S., & D'Itria, E. (2022). *Unfit, Unfair, Unfashionable: Resizing Fashion for a Fair Consumption Space*. (2. ed.) Hot or Cool Institute. https://hotorcool.org/wp-content/uploads/2022/12/Hot_or_Cool_1_5_fashion_report.pdf

- Cox, S. (2013). *Any Way You Slice It: The past, present, and future of rationing*. The New Press.
- Crotty, J (1993). Rethinking Marxian Investment Theory: Keynes-Minsky Instability, Competitive Regime Shifts and Coerced Investment. *Review of Radical Political Economics*, 25(1),. doi:10.1177/048661349302500101.
- Crowther, T. W., et al. (2015). Mapping tree density at a global scale. *Nature*. <https://doi.org/10.1038/nature14967>
- Cullwick, D. (1975). Positioning Demarketing Strategy: Marketers must integrate the changes in the business environment into effective new product, pricing, distribution, and promotion strategies. *Journal of marketing*, 39(2), 51-57. <https://www.semanticscholar.org/paper/Positioning-Demarketing-Strategy-Cullwick/db2202c94e04b26898e7a75d79efb9d20b51f3d0>
- Curran, D. (2017). The treadmill of production and the positional economy of consumption. *Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie*, 54(1), 28-47. <https://doi.org/10.1111/cars.12137>
- Dahlbo, H., Aalto, K., Eskelinen, H., & Salmenperä, H. (2017). Increasing textile circulation — consequences and requirements. *Sustainable Production and Consumption*, 9, 44–57. <https://doi.org/10.1016/j.spc.2016.06.005>
- Daily Worker. (1943). "You'll Never Be Able to Mend That"
- Daly H. E. (1991), From Empty World to Full-World Economics: Recognizing an Historical Turning Point in Economic Development. Dans : *Unesco, Environmentally Sustainable Economic Development: Building on Brundtland*, Paris, Unesco. Récupéré de <https://snia.mop.gob.cl/repositoriodga/bitstream/handle/20.500.13000/4129/MED4740.pdf?sequence=1>
- Daly, H. E. (2003). The Illth of Nations and the Fecklessness of Policy: An Ecological Economist's Perspective. *Post-autistic economics review*, Issue No. 22, Article 1. Retrieved from <http://www.paecon.net/PAERReview/issue22/Daly22.htm>
- Daly, H. (2007). *Ecological economics and sustainable development: Selected essays of Herman Daly*. Edward Elgar Publishing.
- Daly, H. E. (2017). Toward some operational principles of sustainable development 1. In *The economics of sustainability* (pp. 97-102). Routledge.

- Daly, H.E., Farley, J. (2011). *Ecological Economics: Principles and Applications*, 2nd edition. Island Press, Washington.
- Dardot, P et Laval, C. (2014). *Commun. Essai sur la révolution au XXIe siècle*. Paris: La Découverte.
- Davis, L. W. (2008). The effect of driving restrictions on air quality in Mexico City. *Journal of Political Economy*, 116(1), 38-81. <https://doi.org/10.1086/529398>
- De Vries, J. (2008). *The Industrious Revolution: Consumer Behaviour and the Household Economy, 1650 to Present*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Delannoy, L., Longaretti, P. Y., Murphy, D. J., & Prados, E. (2021). Peak oil and the low-carbon energy transition: A net-energy perspective. *Applied Energy*, 304, 117843. DOI: 10.1016/j.apenergy.2021.117843
- De Marchi, B., Funtowicz, S. O., Cascio, S. L., & Munda, G. (2000). Combining participative and institutional approaches with multicriteria evaluation. An empirical study for water issues in Troina, Sicily. *Ecological Economics*, 34(2), 267-282. <https://econpapers.repec.org/RePEc:eee:ecolec:v:34:y:2000:i:2:p:267-282>
- Descola, P. (2018). Chapitre 1. Humain, trop humain? In *Penser l'Anthropocène* (pp. 19–35). Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.beaur.2018.01.0019>
- Deshpande, B., Kaur, P., Ferraris, A., Yahiaoui, D., & Dhir, A. (2023). The dark side of advertising: Promoting unhealthy food consumption. *European Journal of Marketing*, 57(9), 2316–2352. <https://doi.org/10.1108/EJM-08-2021-0659>
- De Vos, J. M., Joppa, L. N., Gittleman, J. L., Stephens, P. R., & Pimm, S. L. (2015). Estimating the normal background rate of species extinction. *Conservation biology*, 29(2), 452-462. DOI: 10.1111/cobi.12380
- Dhalla, N.K. (1978). Assessing the Long-Term Value of Advertising. *Harvard Business Review*. Récupéré de <https://hbr.org/1978/01/assessing-the-long-term-value-of-advertising>
- Dillman Carpentier, F. R., Mediano Stoltze, F., Reyes, M., Taillie, L. S., Corvalán, C., & Correa, T. (2023). Restricting child-directed ads is effective, but adding a time-based ban is better: evaluating a multi-phase regulation to protect children from unhealthy food marketing on television. *International Journal of Behavioral Nutrition and Physical Activity*, 20(1), 62. <https://doi.org/10.1186/s12966-023-01454-w>

- Di Tella, R., & MacCulloch, R. (2008). Gross national happiness as an answer to the Easterlin Paradox?. *Journal of Development Economics*, 86(1), 22-42. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2007.06.008>
- Dorninger, C., Hornborg, A., Abson, D. J., Von Wehrden, H., Schaffartzik, A., Giljum, S., ... & Wieland, H. (2021). Global patterns of ecologically unequal exchange: Implications for sustainability in the 21st century. *Ecological economics*, 179, 106824. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2020.106824>
- Dover, H. (1991). *Home Front Furniture: British Utility Design 1941–1951*. Aldershot.
- Doyal, L., & Gough, I. (1991). *A theory of human need*. Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- Dreze, J., & Sen, A. (1990). *Hunger and public action*. Clarendon Press.
- Dullien, S., & Weber, I. M. (2022, 15 février). L'État doit plafonner le prix du gaz. *Süddeutsche Zeitung*, 12, 13–25. <https://www.sueddeutsche.de/wirtschaft/inflation-energiepreise-gas-subventionen-1.5526823?reduced=true> (consulté le 04/03/2023).
- Durand, C., Hofferberth, E., & Schmelzer, M. (2023). Planning beyond growth. The case for economic democracy within limits. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2023.140351>
- Dutermé, R. (2024). Pénuries: quand tout vient à manquer. *Payot*.
- Ehrlich, P. and Ehrlich, A. (1990). *The Population Explosion*. Hutchinson, London.
- Ellen MacArthur Foundation (EMF). (2017a). *Circular Fibres Initiative analysis*.
- Ellen MacArthur Foundation (2017b). *A new textiles economy: Redesigning fashion's future*. Available at: https://www.ellenmacarthurfoundation.org/assets/downloads/A-New-Textiles-Economy_Full-Report_Updated_1-12-17.pdf
- Ellul, J. (1954). *La Technique, ou l'Enjeu du siècle*. Paris: Armand Colin.
- Emran, S. N., Kyriacou, J., & Rogan, S. (2019). *Made in poverty: The true price of fashion*. Oxfam Australia. Retrieved from <https://www.oxfam.org.au/wp-content/uploads/2021/11/Made-in-Poverty-the-True-Price-of-Fashion-Oxfam-Australia.pdf>

- Estep, S. D., Schilling, G. T., & McCrystal, J. L. (1942). Price Control: Problems of the Over-All Ceiling: Rent Control: Rationing. *Michigan Law Review*, 41(1), 109-149. Récupéré de <https://repository.law.umich.edu/mlr/vol41/iss1/8>
- Euler, J. (2019). The commons: A social form that allows for degrowth and sustainability. *Capitalism nature socialism*, 30(2), 158-175. DOI:10.1080/10455752.2018.1449874
- Eyre, N. (2017). Policing carbon: design and enforcement options for personal carbon trading. In *Personal Carbon Trading* (pp. 432-446). Routledge.
- Faria, J. (2023). Most advertised brands in the United States in 2022, by advertising spending. Statista. Récupéré de <https://www.statista.com/statistics/286333/most-advertised-brands-in-the-us/>
- Farley, J. (2008). The role of prices in conserving critical natural capital. *Conservation Biology*, 22(6), 1399-1408. <https://doi.org/10.1111/j.1523-1739.2008.01090.x>
- Feiwel, G. R. (1974). Kalecki's ingenious expenditure rationing scheme: How to improve the range of economic choice under trying conditions. *Keio economic studies*, 11(2), 67-87. Récupéré de <https://cir.nii.ac.jp/crid/1050282812379369856>
- Fischer-Kowalski, M., Reenberg, A., Schaffartzik, A., & Mayer, A. (2014). Society, Nature and History: The Legacy of Ester Boserup. Dordrecht, Netherlands: Springer.
- Fischer-Kowalski, M., & Haberl, H. (2015). Social metabolism: a metric for biophysical growth and degrowth. In *Handbook of ecological economics* (pp. 100-138). Edward Elgar Publishing.
- Fitzpatrick, J. J. (2020). Target ecological limits and not economic growth. *World*, 1(2), 11. <https://doi.org/10.3390/world1020011>
- Fitzpatrick, N., Parrique, T., & Cosme, I. (2022). Exploring degrowth policy proposals: A systematic mapping with thematic synthesis. *Journal of Cleaner Production*, 365, 132764. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2022.132764>
- Fleming, D., & Chamberlin, S. (2011). Teqs (tradable energy quotas): A policy framework for peak oil and climate change. London: All-Party Parliamentary Group on Peak Oil, and The Lean Economy Connection. Récupéré de https://www.flemingpolicycentre.org.uk/APPGOPO_TEQs.pdf

- Fleming D. (2007) *Energy and the common purpose: descending the energy staircase with tradable emission quotas*. The Lean Economy Connection, London. Récupéré de <http://www.theleanconomyconnection.net/downloads.html>
- Fletcher, K. (2016). *Craft of Use: Post-Growth Fashion*, London: Routledge.
- Fletcher, K., & Tham, M. (2019). *Earth logic: Fashion action research plan*. JJ Charitable Trust. Récupéré de <https://katefletcher.com/wp-content/uploads/2019/10/Earth-Logic-plan-FINAL.pdf>
- Flusberg, S. J., Matlock, T., & Thibodeau, P. H. (2017). Metaphors for the war (or race) against climate change. *Environmental communication*, 11(6), 769-783. <https://doi.org/10.1080/17524032.2017.1289111>
- France Inter. (2023). La campagne de l'Ademe sur la sobriété "ne sera pas retirée", affirme Christophe Béchu. Récupéré de <https://www.youtube.com/watch?v=hcsO9lZKnQ0>
- FRED Economic Research (2021) Consumer price index for all urban consumers: All Items in U.S. city average. Available at: <https://fred.stlouisfed.org/series/CPIAUCSL>
- Frick, V., Matthies, E., Thøgersen, J., & Santarius, T. (2021). Do online environments promote sufficiency or overconsumption? Online advertisement and social media effects on clothing, digital devices, and air travel consumption. *Journal of Consumer Behaviour*, 20(2), 288-308. <https://doi.org/10.1002/cb.1855>
- Fuhrel-Forbis, A., Nadorff, P. G., & Snyder, L. B. (2009). Analysis of public service announcements on national television, 2001–2006. *Social Marketing Quarterly*, 15(1), 49–69. <https://doi.org/10.1080/15245000802668999>
- Fusch, P., Fusch, G. E., & Ness, L. R. (2018). Denzin's Paradigm Shift: Revisiting Triangulation in Qualitative Research. *Journal of Social Change*, 10(1), 19-32. doi: 10.5590/JOSC.2018.10.1.02
- Galbraith, J-K (1968), *Le Nouvel État industriel. Essai sur le système économique américain*. Nrf Gallimard.
- Gallup Poll. (1976). Voting behaviour in Britain, 1945–1974. In R. Rose (Ed.), *Studies in British politics: A reader in political sociology* (3rd ed.). London.

- Gault, G. (2024) . De quoi la sobriété est-elle aujourd'hui le nom ? *Constructif*, N° 69(3), 16-22. <https://doi.org/10.3917/const.069.0016>.
- Global Fashion Agenda (GFA) & The Boston Consulting Group (BCG). (2017). Pulse of the fashion industry. Retrieved from https://www.globalfashionagenda.com/wp-content/uploads/2017/05/Pulse-of-the-Fashion-Industry_2017.pdf
- Goldapple, L. (2020). Meet the fashion mavericks: Futurefixers Kate Fletcher & Mathilda Tham. Retrieved May 26, 2022, from <https://atlasofthefuture.org/fashion-maverick-futureheroes-katefletcher-mathilda-tham/>
- Goodin, R. E., & Dryzek, J. S. (1995). Justice deferred: wartime rationing and postwar welfare policy. *Politics & Society*, 23(1), 49-73. <https://doi.org/10.1177/0032329295023001003>
- Gorz, A. (1992) L'écologie Politique Entre Expertocratie et Autolimitation. *Actuel Marx*, no. 12. 15–29. <http://www.jstor.org/stable/45299519>.
- Gossen, M., & Kropfeld, M. I. (2022). “Choose nature. Buy less.” Exploring sufficiency-oriented marketing and consumption practices in the outdoor industry. *Sustainable Production and Consumption*, 30, 720-736. <https://doi.org/10.1016/j.spc.2022.01.005>
- Gorz, A. (1968). Strategy for labor. A radical proposal. *Science and Society*, 32(4). Récupéré de <https://philpapers.org/rec/GORSFL>
- Gowdy J, Walton M (2003) Consumer sovereignty, economic efficiency, and the trade liberalisation debate. *International Journal of Global Environmental Issues* 3(1):1–13. <https://doi.org/10.1504/IJGENVI.2003.002408>
- Gowdy, J., & Erickson, J. D. (2005). The approach of ecological economics. *Cambridge Journal of economics*, 29(2), 207-222. <https://doi.org/10.1093/cje/bei033>
- Gracner, T., Boone, C., & Gertler, P. J. (2024). Exposure to sugar rationing in the first 1000 days of life protected against chronic disease. *Science*, 386(6725), 1043-1048. <https://doi.org/10.1126/science.adn5421>
- Green, J. F. (2021). Does carbon pricing reduce emissions? A review of ex-post analyses. *Environmental Research Letters*, 16(4), 043004. DOI 10.1088/1748-9326/abdae9

- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (2018). Global warming of 1.5 °C, an IPCC special report on the impacts of global warming of 1.5 °C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty. Intergovernmental Panel on Climate Change, Geneva. Récupéré de <https://www.ipcc.ch/sr15/>
- Gutner, T. (2002). The political economy of food subsidy reform: the case of Egypt. *Food Policy*, 27(5-6), 455-476. [https://doi.org/10.1016/S0306-9192\(02\)00049-0](https://doi.org/10.1016/S0306-9192(02)00049-0)
- Haberl, H., Wiedenhofer, D., Virág, D., Kalt, G., Plank, B., Brockway, P., ... & Creutzig, F. (2020). A systematic review of the evidence on decoupling of GDP, resource use and GHG emissions, part II: synthesizing the insights. *Environmental research letters*, 15(6), 065003. DOI 10.1088/1748-9326/ab842a
- Hacquard, P., Simoën, M., & Hache, E. (2019). Is the oil industry able to support a world that consumes 105 million barrels of oil per day in 2025?. *Oil & gas science and technology—revue d'IFP énergies nouvelles*, 74, 88. <https://doi.org/10.2516/ogst/2019061>
- Hahnel, R. (2012), *Of the People, By the People: The Case for a Participatory Economy*, AK Press.
- Hall, C. A. S., & Klitgaard, K. A. (2012). *Energy and the Wealth of Nations: Understanding the Biophysical Economy*. New York, NY: Springer.
- Hammer, N. (2023). Exhaust and switch: labour and the garment industry in global production networks. In *Handbook of research on the global political economy of work* (pp. 523-535). Edward Elgar Publishing.
- Hancock, W. K. & Gowing, M. M. (1949). *History of the Second World War: British War Economy*. London: His Majesty's Stationery Office. Récupéré de <https://www.ibiblio.org/hyperwar/UN/UK/UK-Civil-WarEcon/index.html#contents>
- Hardt, L., & O'Neill, D. W. (2017). Ecological macroeconomic models: Assessing current developments. *Ecological Economics*, 134, 198–211. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2016.12.027>
- Hargreaves, E. L., & Gowing, M. M. (1952). *History of the Second World War: Civil Industry and Trade*. H.M. Stationery Office and Longmans, Green & Co.

- Harms, J., & Kellner, D. (1991). Toward a critical theory of advertising. *Current perspectives in social theory*, *11*, 41-67. Récupéré de <https://pages.gseis.ucla.edu/faculty/kellner/Illumina%20Folder/kell6.htm>
- Hart-Landsberg, M. (2023). Planning an Ecologically Sustainable and Democratic Economy: Challenges and Tasks. *Monthly review*. Récupéré de <https://monthlyreview.org/2023/07/01/planning-an-ecologically-sustainable-and-democratic-economy-challenges-and-tasks/>
- Hartmann, P., Marcos, A., Castro, J., & Apaolaza, V. (2023). Perspectives: Advertising and climate change—Part of the problem or part of the solution?. *International Journal of Advertising*, *42*(2), 430-457. <https://doi.org/10.1080/02650487.2022.2140963>
- He, Y., & Lin, B. (2017). The impact of natural gas price control in China: A computable general equilibrium approach. *Energy Policy*, *107*, 524-531. <https://doi.org/10.1016/j.enpol.2017.05.015>
- Hein, E., & Tarassow, A. (2010). Distribution, Aggregate Demand and Productivity Growth: Theory and Empirical Results for Six OECD Countries Based on a Post-Kaleckian Model. *Cambridge Journal of Economics*, *34*, 727-754. <https://www.jstor.org/stable/24232081>
- Hein, E. (2014). *Distribution and Growth after Keynes: A Post-Keynesian Guide*. Cheltenham, UK ; Northampton, Massachusetts, USA: Edward Elgar.
- Hepburn, C. (2006). Regulation by prices, quantities, or both: a review of instrument choice. *Oxford review of economic policy*, *22*(2), 226-247. <https://doi.org/10.1093/oxrep/grj014>
- Hickel, J. (2019a). Bill Gates says poverty is decreasing. He couldn't be more wrong. *The Guardian*. Récupéré de <https://www.theguardian.com/commentisfree/2019/jan/29/bill-gates-davos-global-poverty-infographic-neoliberal>
- Hickel, J. (2019b). Degrowth: a theory of radical abundance. *Real-World Economics Review*, *87*(19), 54-68. Récupéré de <https://www.paecon.net/PAERReview/issue87/Hickel87.pdf>
- Hickel, J., & Kallis, G. (2020). Is green growth possible?. *New political economy*, *25*(4), 469-486. <https://doi.org/10.1080/13563467.2019.1598964>

- Hickel, J. (2020). Quantifying national responsibility for climate breakdown: An equality-based attribution approach for carbon dioxide emissions in excess of the planetary boundary. *The Lancet Planetary Health*, 4(9), e399–e404. [https://doi.org/10.1016/S2542-5196\(20\)30196-0](https://doi.org/10.1016/S2542-5196(20)30196-0)
- Hickel, J. (2021). The anti-colonial politics of degrowth. *Political Geography*, 88. Récupéré de https://eprints.lse.ac.uk/110918/1/1_s2.0_S0962629821000640_main.pdf
- Hickel, J., Hanbury Lemos, M., & Barbour, F. (2024). Unequal exchange of labour in the world economy. *Nature Communications*, 15(1), 6298. <https://doi.org/10.1038/s41467-024-49687-y>
- Hillman, M (2005). Your planet: the case for rationing. *The Independent*. Récupéré de <https://www.independent.co.uk/climate-change/news/your-planet-the-case-for-rationing-507513.html>
- Hillman, M., Fawcett, T., & Rajan, S. C. (2008). *How we can save the planet: Preventing global climate catastrophe*. Macmillan.
- Hirsch, F. (1976). *Social limits to growth*. Harvard University Press.
- Hofstadter, R. (2012). *Anti-intellectualism in American life*. Vintage.
- Holcomb J. et Mitchell, A. (2014). Revenue Sources: A Heavy Dependence on Advertising. Pew Research Center. Récupéré de <https://www.pewresearch.org/journalism/2014/03/26/revenue-sources-a-heavy-dependence-on-advertising>.
- Holleman, H., Stole, I. L., Foster, J. B., & McChesney, R. W. (2009). The sales effort and monopoly capital. *Monthly Review*, 17(2). <https://monthlyreview.org/2009/04/01/the-sales-effort-and-monopoly-capital/>
- House of Commons. (1948, August 7). Statement made in the House of Commons. Board of Trade Journal, 155, 253.
- Howell, G. (2013). *Wartime fashion: from haute couture to homemade, 1939-1945*. A&C Black.
- Humphrey, D. D. (1942). Price Control in Outline. *The American Economic Review*, 32(4), 744-759. <https://www.jstor.org/stable/1816757>

- Husson, M. (1991). Planification : 21 thèses pour ouvrir le débat. *Critique communiste*. N°106-107. Récupéré de <http://hussonet.free.fr/plani21.pdf>
- Illich, I. (2021). *Tools for conviviality*. Marion Boyars Publishers Ltd.
- Imperial War Museum. (1943). Make do and Mend. Récupéré de <https://film.iwmcollections.org.uk/record/1956>
- Imperial War Museum. (s.d.a). How Clothes Rationing Affected Fashion In The Second World War. Récupéré de <https://www.iwm.org.uk/history/how-clothes-rationing-affected-fashion-in-the-second-world-war>
- Imperial War Museum. (s.d.b). Private Papers of W.B. Fagg, CMG. Récupéré de <https://www.iwm.org.uk/collections/item/object/1030002730>
- IPBES. (2019). Rapport de la Plénière de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques sur les travaux de sa septième session - Résumé à l'attention des décideurs. https://ofb.gouv.fr/sites/default/files/PDF/Doc%20technique/resume-IPBES_fr.pdf
- Jackson, T., & Shaw, D. (2008). *Mastering Fashion Marketing*. Palgrave Macmillan.
- Jackson, T. (2009). *Prosperity Without Growth: Economics for a Finite Planet*. Earthscan, London and New York.
- Jamieson, D. (2014). *Reason in a dark time: Why the struggle against climate change failed - and what it means for our future*. Oxford University Press.
- Kahneman, D., & Deaton, A. (2010). High income improves evaluation of life but not emotional well-being. *Proceedings of the national academy of sciences*, 107(38), 16489-16493. <https://doi.org/10.1073/pnas.1011492107>
- Kalecki, M. (1940). A Scheme of Curtailment of Consumption. *Oxford Institute of Statistics Bulletin*. 7-9.
- Kalecki, M. (1941). Notes on general rationing. *Bulletin of the Oxford University Institute of Economics & Statistics*, 3(5), 103-104.

- Kallis, G., Gómez-Baggethun, E., & Zografos, C. (2013). To value or not to value? That is not the question. *Ecological economics*, 94, 97-105. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2013.07.002>
- Kallis, G. (2017). Radical dematerialization and degrowth, Special Issue on Material demand reduction, *Philosophical Transactions of the Royal Society A*, 375 (2095), <https://doi.org/10.1098/rsta.2016.0383>
- Kant, R. (2012). Textile dyeing industry: An environmental hazard. **Natural Science*, 4*(1), 22-26. Retrieved from <http://dx.doi.org/10.4236/ns.2012.41004>
- Kassas M (1984) The global biosphere: Conservation for survival. *World Futures* 19(3-4): 209–222 DOI: 10.1080/02604027.1984.9971981
- Keezer, D. M. (1943). Observations on Rationing and Price Control in Great Britain. *The American Economic Review*, 33(2), 264–282. <http://www.jstor.org/stable/1811962>
- Kemarau, R. A., Sakawi, Z., Eboy, O. V., Suab, S. A., Ibrahim, M. F., binti Rosli, N. N., & Nor, N. N. F. M. (2024). Planetary boundaries Transgressions: a review on the Implications to public health. *Environmental Research*, 119668. DOI: 10.1016/j.envres.2024.119668
- Keucheyan, R. (2019). *Les besoins artificiels: comment sortir du consumérisme*. Zones.
- Kimberly, J. R. (1981). Managerial innovation. In P. C. Nystrom & W. H. Starbuck (Eds.), *Handbook of organizational design* (pp. 84–104). Amsterdam: Elsevier.
- Kirchain, R., Olivetti, E., Miller, T. R., & Greene, S. (2015). *Sustainable Apparel Materials*. Massachusetts Institute of Technology.
- Kynaston, David (2007), *Austerity Britain, 1945–1951*, Bloomsbury, ISBN 978-0-7475-7985-4
- Kongshøj, K. (2023). Social policy in a future of degrowth? Challenges for decommodification, commoning and public support. *Humanities and Social Sciences Communications*, 10(1), 1-11. <https://doi.org/10.1057/s41599-023-02255-z>
- Kotler, P., & Levy, S. (1971). Demarketing, yes, demarketing. *Harvard Business Review*, 49(6), 74–80. Retrieved from EBSCO, Accession Number: 3866941. <https://www.scholars.northwestern.edu/en/publications/demarketing-yes-demarketing>

- Kotler, P. (1974). Marketing during periods of shortage. *Journal of marketing*, 38(3), 20-29. <https://www.semanticscholar.org/paper/Marketing-during-Periods-of-Shortage-Kotler/f2dd78b31a38b928924de7de0c9d6fc5231a8099>
- Kotler, P. (2011). Reinventing marketing to manage the environmental imperative. *Journal of marketing*, 75(4), 132-135. <http://www.dyane.net/linked/2.1.%20Reinventing%20Marketing%20to%20Manage%20the%20Environmental%20Imperative.pdf>
- Kot-Ofek, Tali (2021) Appearance, citizenship and clothing controls in Britain, 1939-1951. PhD thesis, University of York. <https://etheses.whiterose.ac.uk/29889/1/Tali%20Kot-Ofek%20PhD%20Thesis%20Final%20WREO.pdf>
- Knapp, M., & Jongerden, J. (2014). Communal democracy: The social contract and confederalism in Rojava. *Comparative Islamic Studies*, 10(1), 87-109. <https://doi.org/10.1558/cis.29642>
- Krausmann, F., Erb, K.-H., Gingrich, S., Haberl, H., Bondeau, A., Gaube, V., Lauk, C., Plutzer, C., & Searchinger, T. D. (2013). Global human appropriation of net primary production doubled in the 20th century. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 110(25), 10324-10329. <https://doi.org/10.1073/pnas.1211349110>
- Krausmann F, Lauk C, Haas W, Wiedenhofer D (2018) From resource extraction to outflows of wastes and emissions: the socioeconomic metabolism of the global economy, 1900–2015. *Glob Environ Change* 52:131–140. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2018.07.003>
- Krausmann, F., Wiedenhofer, D., & Haberl, H. (2020). Growing stocks of buildings, infrastructures and machinery as key challenge for compliance with climate targets. *Global Environmental Change*, 61, 102034. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2020.102034>
- Krieger, A. & Nicolai, M. (2022). Planetary Boundaries: Oceans are becoming more acidic. *Helmholtz Climate Initiative*. Récupéré de <https://helmholtz-klima.de/en/planetary-boundaries-ocean-acidification>

- Kropfeld, M. I., Nepomuceno, M. V., & Dantas, D. C. (2018). The ecological impact of anticonsumption lifestyles and environmental concern. *Journal of Public Policy & Marketing*, 37(2), 245-259. DOI: 10.1177/0743915618810448
- Kropotkine, P. (1886). L'anarchie dans l'évolution socialiste. *Le Révolté*. Récupéré de <https://www.retronews.fr/journal/le-revolte/25-avril-1886/1239/4250121/1>
- Kumar, A. (2020). *Monopsony capitalism: Power and production in the twilight of the sweatshop age*. Cambridge University Press.
- Lady Rose of Colmworth, T. R. H. (2023). When government sets prices: what can history teach us?. *Competition Law Journal*, 21(4), 145-152. https://jcpc.uk/uploads/competition_law_association_burrell_lecture_lady_rose_e3565c93b6.pdf
- Laherrère, J., Hall, C. A., & Bentley, R. (2022). How much oil remains for the world to produce? Comparing assessment methods, and separating fact from fiction. *Current Research in Environmental Sustainability*, 4, 100174. <https://doi.org/10.1016/j.crsust.2022.100174>
- Lamboll, R.D., Nicholls, Z.R.J., Smith, C.J. et al (2023). Assessing the size and uncertainty of remaining carbon budgets. *Nature Climate Change*. 13, 1360–1367. <https://doi.org/10.1038/s41558-023-01848-5>
- Landauer, G. (1911). *Appel au socialisme*. Saint-Michel-de-Vax. La Lenteur, 2019.
- Laitala, K., & Klepp, I. G. (2015). In T. Cooper et al. (Eds.), *PLATE: Product Lifetimes And The Environment 2015 Conference* (pp. 182–186). Nottingham Trent University. Retrieved from http://www.plateconference.org/pdf/plate_2015_proceedings.pdf
- Larson, C. (1941). The British Ministry of Information. *Public Opinion Quarterly*, 5(3), 412-431.
- Lauterbach, A. (1944). From rationing to informed consumption. *The Journal of Business of the University of Chicago*, 17(4), 209-219. DOI: 10.1086/232704
- Lavoie, M. (2022). *Post-Keynesian economics: new foundations*. Edward Elgar Publishing.
- Leiss, W., Kline, S., & Jhally, S. (1990). *Social communication in advertising: Persons, products & images of well-being*. Psychology Press.
- Lefebvre, H. (1968). *La vie quotidienne dans le monde moderne*. Gallimard, Paris.

- Legault, F. (2023). « Planification démocratique : une proposition d'autolimitation métabolique »
Thèse. Montréal (Québec, Canada), Université du Québec à Montréal, Doctorat en
sociologie. <https://archipel.uqam.ca/17078/>
- Levine, A. S., Frank, R. H., & Dijk, O. (2010). Expenditure Cascades. Available at SSRN:
<https://ssrn.com/abstract=1690612> or <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.1690612>
- Lieberman, B. (2021). 1.5 or 2 degrees Celsius of additional global warming: Does it make a
difference? *Yale Climate Connections*.
<https://yaleclimateconnections.org/2021/08/1-5-or-2-degrees-celsius-of-additional-global-warming-does-it-make-a-difference/>
- Lievens, L. (2010, March). Agriculture in a degrowth society: helpful indicator for the transition.
In *Transitory indicator for paradigm shift Conference of economic degrowth*.
<https://degrowth.info/en/library/agriculture-in-a-degrowth-society-helpful-indicator-for-the-transition-transitory-indicator-for-paradigm-shift>
- Longmate, N. (2002). *How We Lived Then: a history of everyday life during the Second World War*. Random House.
- Löwy, M. (2008). Ecosocialism and Democratic Planning. *Ecologie politique*, 37(3), 165-180.
<https://shs.cairn.info/journal-ecologie-et-politique-sciences-cultures-societes-2008-3-page-165?lang=en>.
- Luhmann, M., & Intelisano, S. (2018). Hedonic adaptation and the set point for subjective
well-being. *Handbook of well-being*, 1-26.
<https://www.nobascholar.com/chapters/21/download.pdf>
- Lynch, M. J., Stretesky, P. B., & Long, M. A. (2020). The treadmill of production and the
treadmill of law: Propositions for analyzing law, ecological disorganization and crime.
Capitalism Nature Socialism, 31(1), 107-122.
<https://doi.org/10.1080/10455752.2018.1545241>
- Lyttelton, O. (1941, June 1). Broadcast Speech by the Rt. Hon. Oliver Lyttelton, M.P. President
of the Board of Trade in the Home Service B.B.C News at 9 a.m. Sunday, June 1st on
the Rationing of Clothes. In *Clothes Rationing: Minutes of the Publicity Committee*
(TNA, BT 64/871).
- Mack, A. (2015). Stop telling people about Portland. Youtube. Récupéré de
<https://www.youtube.com/watch?v=x6TztHIm5P4&t=7s>

- Magee, C. L., & Devezas, T. C. (2017). A simple extension of dematerialization theory: Incorporation of technical progress and the rebound effect. *Technological Forecasting and Social Change*, 117, 196–205. <https://doi.org/10.1016/j.techfore.2016.12.001>
- Maldini, I. (2019). From Speed to Volume: Reframing Clothing Production and Consumption for an Environmentally Sound Apparel Sector. Product Lifetimes and the Environment (PLATE) conference, Berlin. <https://www.researchgate.net/publication/336148589>.
- Manchester Guardian. (1943). Fancy Trying to Mend That Old Thing.
- Manfroni, M., Velasco-Fernández, R., Pérez-Sánchez, L., Bukkens, S. G., & Giampietro, M. (2021). The profile of time allocation in the metabolic pattern of society: An internal biophysical limit to economic growth. *Ecological Economics*, 190, 107183. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2021.107183>
- Mankiw, N. G. (2020). *Principles of economics*. Cengage Learning.
- Mariotto, F. L., Zanni, P. P., & Moraes, G. H. (2014). What is the use of a single case study in management research? *Revista de Administração de Empresas*, 54(4), 358-369. doi: 10.1590/S0034-759020140402
- Martenson, C. (2014). The crash course. *Youtube*. Récupéré de https://www.youtube.com/watch?v=T7up38Jyv0w&list=PLRgTUN1zz_ofJoMx1rB6Z0EA1OwAGDRdR.
- Martín, H. (2012). Outdoor retailer Patagonia puts environment ahead of sales growth. *Los Angeles Times*. Récupéré de <https://www.latimes.com/business/la-xpm-2012-may-24-la-fi-patagonia-20120525-story.html>
- Marx, K. (1976). *Le Capital: Critique de l'économie politique* (J. Roy, Trans.). Éditions Sociales. (Publié en 1867)
- Marx, K. (1906). *Capital: A critique of political economy* (S. Moore & E. Aveling, Trans.). Modern Library. (Original work published 1867)
- Mass-Observation. (1941). *Clothes rationing survey; an interim report prepared by Mass-observation for the Advertising service guild*. London: The Advertising service guild.
- Mathews, B. (2020) Pretty Little Things sells fashion for pennies. *Apparel Insider*, 27 November 2020. Available at: <https://apparelinsider.com/prettylittlething-sells-fashion-for-pennies/>

- Mattioli, G., Roberts, C., Steinberger, J. K., & Brown, A. (2020). The political economy of car dependence: A systems of provision approach. *Energy research & social science*, 66, 101486. <https://doi.org/10.1016/j.erss.2020.101486>
- Max-Neef, M. (1991) *Human Scale Development Conception. Application and Further Reflections*, The Apex Press.
- McCullough, A. B. (1999). La production textile domestique an Québec, 1827–1941: une approche quantitative et régionale by Sophie-Laurence Lamoktagne, Fernand Harvey (review). *The Canadian Historical Review*, 80(1), 177–178. <https://muse.jhu.edu/article/590507>
- McGloin, S. (2008). The trustworthiness of case study methodology. *Nurse Researcher*, 16(1), 45-55. doi: 10.7748/nr2008.10.16.1.45.c6752
- Meacher M (2007) I would turn the lights out. *The Ecologist* 37(1):22–23. Récupéré de <https://theecologist.org/2007/feb/01/i-would-turn-lights-out>
- Millward-Hopkins, J., Steinberger, J. K., Rao, N. D., & Oswald, Y. (2020). Providing decent living with minimum energy: A global scenario. *Global Environmental Change*, 65, 102168. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2020.102168>
- Ministry of Information. (1944). Mrs Sew & Sew Government official. British Pathé. Retrieved from https://www.youtube.com/watch?v=M50l_oIAgBM
- Monckton, S. W. (1941, April 25). *Public broadcast: The Soviet Union joins the Allies* [Audio broadcast]. BBC Archive. <http://www.bbc.co.uk/archive/ussr/6700.shtml>.
- Morgan, K.O., *The People's Peace: British History 1945-1989* (Oxford, 1990; online edn, Oxford Academic, 22 Mar. 2012), <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780198227649.001.0001>.
- Mumford, L. (1934). *Technics and Civilization*. Hartcourt, Brace and Company, New York.
- Murphy, M. E. (1942). Wartime Concentration of British Industry. *The Quarterly Journal of Economics*, 57(1), 129-141. <http://hdl.handle.net/10.2307/1881816>
- Nathan, D. (2021). From monopoly to monopsony capitalism. *The Indian Journal of Labour Economics*, 64, 843-866. <https://doi.org/10.1007/s41027-021-00350-w>

- Nathan, Dev, Shikha Silliman Bhattacharjee, S. Rahul, Purushottam Kumar, Immanuel Dehaghani, Sukhpal Singh and Padmini Swaminathan. (2022) (forthcoming). Reverse subsidies in global monopsony capitalism: Labour, gender and environmental subsidies in garment value chains. Cambridge: Cambridge University Press.
- National Archives. (s.d.). Powers of Persuasion. Récupéré de <https://www.archives.gov/exhibits/powers-of-persuasion>
- National Museum of American History. (s.d.). Remember Pearl Harbor. Récupéré de https://americanhistory.si.edu/collections/nmah_882760
- Nef (New Economics Foundation). (2010) The Great Transition. Récupéré de <http://www.neweconomics.org/publications/entry/the-great-transition>. Accessed 12 Jul 2015.
- Nesterova, I. (2020). Degrowth business framework: Implications for sustainable development. *Journal of Cleaner Production*, 262, 121382. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2020.121382>
- Nesterova, I. (2021). Small firms as agents of sustainable change. *Futures*, 127, 102705. <https://doi.org/10.1016/j.futures.2021.102705>
- Neurath, O. (2005). Economics in kind, calculation in kind and their relation to war economics. Dans *Economic Writings. Selections 1904-1945* (Vol. 23, p. 309). Dordrecht: Kluwer Academic Publishers. DOI:10.1007/1-4020-2274-3_10
- Nicholson, S-G. (2013). A Second Look at Trouser Turn Ups. Parisian Gentleman. Récupéré de <https://www.parisiangentleman.com/blog/a-second-look-at-trouser-turnups-cuffs>
- Niinimäki, K. (2011). *From Disposable to Sustainable: The Complex Interplay between Design and Consumption of Textiles and Clothing* (Doctoral dissertation, Aalto University).
- Niinimäki, K. (2018). In Becker-Leifhold, C., & Heuer, M. (Eds.), *Eco-friendly and fair: Fast fashion and consumer behaviour* (pp. 49–57). Routledge.
- Niinimäki, K., Peters, G., Dahlbo, H., Perry, P., Rissanen, T., & Gwilt, A. (2020). The environmental price of fast fashion. *Nature Reviews Earth & Environment*, 1(4), 189-200. <https://doi.org/10.1038/s43017-020-0039-9>
- Nijkamp, P., Rietveld, P., & Voogd, H. (2013). *Multicriteria evaluation in physical planning*. Elsevier.

- Nørup, N., Pihl, K., Damgaard, A., & Scheutz, C. (2019). Quantity and quality of clothing and household textiles in the Danish household waste. *Waste Management*, 87, 454–463. <https://doi.org/10.1016/j.wasman.2019.02.020>
- O'Connell, S., & Reid, C. (2004). Foreseeing, thrifty, economical? the Provident Clothing and Supply Company and working class consumer credit in the United Kingdom, 1925-60. *Essays in Economic and Business History*, 22, 29-45. <https://researchportal.port.ac.uk/en/publications/foreseeing-thrifty-economical-the-provident-clothing-and-supply-c>
- O'Guinn, T. C., Allen, C. T., Semenik, R. J., & Close, A. (2009). *Advertising and integrated brand promotion*. Mason: South-Western.
- Olk, C., Schneider, C., & Hickel, J. (2023). How to pay for saving the world: Modern Monetary Theory for a degrowth transition. *Ecological Economics*, 214, 107968. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2023.107968>
- Oppenheimer, M (2003). Declare war on global warming. *The International Herald Tribune*. Récupéré de <https://www.nytimes.com/2003/04/08/opinion/IHT-after-iraq-declare-war-on-global-warming.html>
- Orhangazi, Ö. (2019). The role of intangible assets in explaining the investment–profit puzzle. *Cambridge Journal of Economics*, 43(5), 1251-1286. <http://hdl.handle.net/10.1093/cje/bey046>
- Ornstein, S. I., & Hanssens, D. M. (1985). Alcohol control laws and the consumption of distilled spirits and beer. *Journal of Consumer Research*, 12, 200–213. Retrieved from <http://www.jstor.org/stable/254353>
- Pant, P., Dutta, S., & Sarmah, S. P. (2023). Structural supply chain complexity index and construct validity: A data-driven empirical approach. *International Journal of Emerging Markets*. <https://doi.org/10.1108/IJOEM-01-2023-0086>
- Parrique, T., Barth, J., Briens, F., Kerschner, C., Kraus-Polk, A., Kuokkanen, A., & Spangenberg, J. H. (2019). Decoupling debunked. Evidence and arguments against green growth as a sole strategy for sustainability. A study edited by the European Environment Bureau EEB. <https://eeb.org/wp-content/uploads/2019/07/Decoupling-Debunked.pdf>
- Parrique, T. (2022). Ralentir ou périr: l'économie de la décroissance. *Seuil*.

- Parry, C., Burnhams, N. H., & London, L. (2012). A total ban on alcohol advertising: Presenting the public health case. *SAMJ: South African Medical Journal*, 102(7), 602-604. DOI: 10.7196/samj.5945
- Passeron, J. C., & Revel, J. (Eds.). (2020). *Penser par cas*. Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales. <https://doi.org/10.4000/books.editionsehess.19921>.
- Passet, R. (1996) *L'économie et le vivant*. Economica.
- Pauliuk, S., & Müller, D. B. (2014). The role of in-use stocks in the social metabolism and in climate change mitigation. *Global Environmental Change*, 24, 132-142. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2013.11.006>
- Pearce, D. W., & Turner, R. K. (1989). *Economics of natural resources and the environment*. Johns Hopkins University Press.
- Pesticide Action Network UK. (2017). Pesticide concerns in cotton. Retrieved from <http://www.pan-uk.org/cotton/>
- Peters, G., Li, M., & Lenzen, M. (2021). The need to decelerate fast fashion in a hot climate-A global sustainability perspective on the garment industry. *Journal of cleaner production*, 295, 126390. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2021.126390>
- Piketty, T. (2013). *Le capital au XXIe siècle*. Média Diffusion.
- Pindyck, R., & Rubinfeld, D. (2012). *Microeconomics*. The Pearson Series in Economics. Prentice Hall. ISBN 9780132857123
- Pineault, E. (2016). Growth and Over-accumulation in Advanced Capitalism: Some Critical Reflections on the Political Economy and Ecological Economics of Degrowth. documento de trabajo, DFG-Kollegforscher innengruppe Postwachstumsgesellschaften, Freidrich-Schiller-Universitat, Jena. <https://www.fsv.uni-jena.de/fsvmedia/38040/wp-5-16-pineault.pdf>
- Pineault, E. (2019). From provocation to challenge: degrowth, capitalism and the Prospect of “socialism without growth”: a commentary on Giorgios Kallis. *Capitalism Nature Socialism*, 30(2), 251-266. <https://doi.org/10.1080/10455752.2018.1457064>

- Pineault, E. (2020). The growth imperative of capitalist society. *Degrowth in Movement (s): Exploring pathways for transformation*, 29-43.
https://www.researchgate.net/publication/329558644_The_growth_imperative_of_capitalist_society_a_preliminary_exploration_of_some_issues
- Pineault, É. (2023). *A social ecology of capital*. Pluto Press.
- Pollay, R. W. (1986). The distorted mirror: Reflections on the unintended consequences of advertising. *Journal of marketing*, 50(2), 18-36.
<https://doi.org/10.1177/002224298605000202>
- Public Record Office. (s.d, a). Applications for Supplementary Clothing Coupons from Public Dignitaries (BT 64/1444).
- Public Record Office. (s.d, b). Lost Coupon Replacement: Histories, statistical appendix (BT 64/1519).
- Public Record Office (1941a). Ministry of Information minutes, memoranda and correspondence, Home Intelligence reports and related propaganda material (INF 1/292, 28 May–4 June 1941).
- Public Record Office. (1941b). Wartime Social Survey, Loose Coupons, n.s. 1 (RG 23/1).
- Public Record Office. (1943a). Ministry of Information minutes, memoranda and correspondence, Home Intelligence reports and related propaganda material (INF 1/292, July 13-20 1943).
- Public Record Office. (1943b). Letter (BT 64/1423, July 9).
- Public Record Office. (1943c). Report (BT 64/1921, June 1).
- Polak, J. J. (1941). Rationing of Purchasing Power to Restrict Consumption. *Economica*, 8(31), 223–238. <https://doi.org/10.2307/2549330>
- Porkka, M., Virkki, V., Wang-Erlandsson, L., Gerten, D., Gleeson, T., Mohan, C., Fetzer, I., Jaramillo, F., Staal, A., te Wierik, S., Tobian, A., van der Ent, R., Döll, P., Flörke, M., Gosling, S. N., Hanasaki, N., Satoh, Y., Müller Schmied, H., Wanders, N., Famiglietti, J. S., Rockström, J., & Kummu, M. (2024). Notable shifts beyond pre-industrial streamflow and soil moisture conditions transgress the planetary boundary for freshwater change. *Nature Water*. <https://doi.org/10.1038/s44221-024-00208-7>

- Posner, R. A. (2000). Orwell Versus Huxley: Economics, Technology, Privacy, and Satire. *Philosophy and Literature*, 24(1), 1–33. doi:10.1353/phl.2000.0015
- Press Association. (2007). US must win the war on climate change, says Charles. *The Guardian*. Récupéré de <https://www.theguardian.com/environment/2007/jan/29/themonarchy.usnews>
- Princen, T. (2005). *The logic of sufficiency*. MIT Press.
- Quantis. (2018). Measuring fashion: insights from the environmental impact of the global apparel and footwear industries. Full report and methodological considerations. Retrieved from <https://quantis-intl.com/measuring-fashion-report>
- Quintão, C., Andrade, P., & Almeida, F. (2020). How to improve the validity and reliability of a case study approach?. *Journal of Interdisciplinary Studies in Education*, 9(2), 264-275. DOI: <https://doi.org/10.32674/jise.v9i2.2026>
- Rambaud, A. (2022). CARE: repenser la comptabilité sur des bases écologiques. *L'Économie politique*, (1), 34-49. <https://shs.cairn.info/revue-l-economie-politique-2022-1-page-34?lang=fr>.
- Rambaud, A., & Feger, C. (2022). Une brève introduction au modèle CARE et à la comptabilité écosystème-centrée. *Horizons Publics*, 26, 50-57. https://clementfeger.com/wp-content/uploads/Rambaud_Feger_2022-copie.pdf
- Raworth, K. (2017). *Doughnut economics: Seven ways to think like a 21st-century economist*. Chelsea Green Publishing.
- Reddaway, W. B. (1951). Rationing. Dans D. N. Chester (Ed.), *Lessons of the British War Economy* (pp. 182-199). Cambridge: Cambridge University Press.
- Redmond W (2000) Consumer rationality and consumer sovereignty. *Rev Soc Econ* 58(2):192–196. <https://doi.org/10.1080/003467600402530>
- Remy, N., Speelman, E., & Swartz, S. (2016). Style that's sustainable: A new fast-fashion formula. McKinsey & Company. Retrieved from <https://www.mckinsey.com/business-functions/sustainability/our-insights/style-thats-sustainable-a-new-fast-fashion-formula>

- Reubens, B. G. (1945). Unemployment in War-Time Britain. *The Quarterly Journal of Economics*, 59(2), 206–236. <https://doi.org/10.2307/1884826>
- Richters, O., & Siemoneit, A. (2017). Fear of stagnation? A review on growth imperatives. Retrieved from <https://www.econstor.eu/handle/10419/158012>
- Richters, O., & Siemoneit, A. (2019). Growth imperatives: Substantiating a contested concept. *Structural Change and Economic Dynamics*, 51, 126-137. <https://doi.org/10.1016/j.strueco.2019.07.012>
- Riege, A. (2003). Validity and reliability tests in case study research: a literature review with “hands-on” applications for each research phase. *Qualitative Market Research*, 6(2), 75-86. doi: 10.1108/13522750310470055
- Rigal, S. (2022). Social-environmental index: combining social and biophysical indicators reveals limits to growth. *Ecology and Society*, 27(2). <https://doi.org/10.5751/ES-13238-270233>
- Rigney, D. (1991). Three kinds of anti-intellectualism: Rethinking Hofstadter. *Sociological Inquiry*, 61(4), 434-451. <https://doi.org/10.1111/j.1475-682X.1991.tb00172.x>
- Rivera-Batiz, F. (1981). The Price System vs. Rationing: An Extension. *The Bell Journal of Economics*, 12(1), 245–248. <https://doi.org/10.2307/3003520>
- Rockström, J., Steffen, W., Noone, K., Persson, Å., Chapin, F. S., III, Lambin, E., Lenton, T. M., Scheffer, M., Folke, C., Schellnhuber, H., Nykvist, B., De Wit, C. A., Hughes, T., van der Leeuw, S., Rodhe, H., Sörlin, S., Snyder, P. K., Costanza, R., Svedin, U., Falkenmark, M., Karlberg, L., Corell, R. W., Fabry, V. J., Hansen, J., Walker, B., Liverman, D., Richardson, K., Crutzen, P., & Foley, J. (2009). Planetary boundaries: Exploring the safe operating space for humanity. *Ecology and Society*, 14(2), 32. <https://doi.org/10.5751/ES-03180-140232>
- Rockström et al. (2009). “A safe operating space for humanity,” *Nature*, 461, p.472-475. Doi: 10.1038/461472a. www.nature.com/articles/461472a.pdf
- Roodhouse, M. (2007). Rationing returns: A solution to global warming? *History and Policy Journal*. <http://www.historyandpolicy.org/papers/policy-paper-54.html>
- Roodhouse, M. (2013). Black market Britain: 1939-1955. *Oxford University Press*.

- Roos, S., Jönsson, C., Posner, S., Arvidsson, R., & Svanström, M. (2019). An inventory framework for inclusion of textile chemicals in life cycle assessment. *International Journal of Life Cycle Assessment*, 24(5), 838-847. <https://doi.org/10.1007/s11367-018-1537-6>
- Rubin, J. (2007). The efficiency paradox. *CIBC World Markets, StrategEcon*. Récupéré de http://research.cibcwm.com/economic_public/download/snov07.pdf
- Ruddel, D. T. (1983). The domestic textile industry in the region and city of Quebec, 1792-1835. *Material Culture Review*.
- Runnel, A., Raiban, K., Castel, N., Oja, D., & Bhuiya, H. (2017). Creating a digitally enhanced circular economy. *Reverse Resources*. Retrieved from <http://www.reverseresources.net/about/white-paper>
- Sajn, N. (2019). Environmental impact of the textile and clothing industry: What consumers need to know. European Union, European Parliamentary Research Service (EPRS). Retrieved from http://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document.html?reference=EPRS_BRI%282019%29633143
- Sanchis-Sebastiá, M., Ruuth, E., Stigsson, L., Galbe, M., & Wallberg, O. (2021). Novel sustainable alternatives for the fashion industry: A method of chemically recycling waste textiles via acid hydrolysis. *Waste Management*, 121, 248-254. <https://doi.org/10.1016/j.wasman.2020.12.024>
- Sandberg, M. (2021). Sufficiency transitions: A review of consumption changes for environmental sustainability. *Journal of Cleaner Production*, 293, 126097. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2021.126097>
- Sandström, V., Kaseva, J., Porkka, M., Kuisma, M., Sakieh, Y., & Kahiluoto, H. (2023). Disparate history of transgressing planetary boundaries for nutrients. *Global Environmental Change*, 78, 102628. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2022.102628>
- Sauvêtre, P. (2021). Éco-communalisme. *Terrains/Théories*, 13. <https://doi.org/10.4000/teth.3360>
- Saramäki, R. (2013). Hyvän mielen vaatekaappi. *Atena*. <https://atena.fi/kirjat/hyvan-mielen-vaatekaappi>.
- Savasta-Kennedy, M. (2014). The dangers of carbon reduction tunnel vision. *Available at SSRN 2518613*. https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2518613

- Savran, Y. (2016). The Rojava revolution and British solidarity. *Anarchist Studies*, 24(1), 7-12.
Récupéré de
<https://login.proxy2.hec.ca/login?url=https://www.proquest.com/scholarly-journals/rojava-revolution-british-solidarity/docview/1794171143/se-2>
- Schaefer, A., & Crane, A. (2005). Addressing sustainability and consumption. *Journal of macromarketing*, 25(1), 76-92. <https://doi.org/10.1177/0276146705274987>
- Schaffartzik, A., Pichler, M., Pineault, E., Wiedenhofer, D., Gross, R., & Haberl, H. (2021). The transformation of provisioning systems from an integrated perspective of social metabolism and political economy: a conceptual framework. *Sustainability Science*, 16, 1405-1421. <https://doi.org/10.1007/s11625-021-00952-9>
- Schneider, F., Kallis, G., & Martinez-Alier, J. (2010). Crisis or opportunity? Economic degrowth for social equity and ecological sustainability. Introduction to this special issue. *Journal of cleaner production*, 18(6), 511-518. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2010.01.014>
- Schnaiberg, A. (1980). *The Environment: From Surplus to Scarcity*. New York: Oxford University Press.
- Schumacher, E. F. (1993). *Small is beautiful: A study of economics as if people mattered*. London: Vintage Random House.
- Scott, T. (2023). This town banned cars (except tiny electric ones). Youtube. Récupéré de <https://www.youtube.com/watch?v=R2oD1ZHNMF>
- Sen, A. (1986). *Poverty and Famines: An Essay on Entitlement and Deprivation*. Clarendon Press, Oxford, England.
- Serazio, M. (2016). Cuba's Advertising Challenge. WNYC Studios. Récupéré de <https://www.wnycstudios.org/podcasts/otm/segments/cubas-advertising-challenge>
- Shiu, E., Hassan, L. M., & Walsh, G. (2009). Demarketing tobacco through governmental policies—The 4Ps revisited. *Journal of Business Research*, 62(2), 269-278. <https://doi.org/10.1016/j.jbusres.2008.01.034>
- Sinaï, A. (2020). André Gorz, *Leur écologie et la nôtre*. *Anthologie d'écologie politique*: Françoise Gollain & Willy Gianinazzi (eds.), Éd. du Seuil, coll. « Anthropocène », 2020, 376 p.. *EcoRev'*, 54, 144-147. <https://doi.org/10.3917/ecorev.054.0144>

- Söderbaum, P. (2012). *Understanding sustainability economics: towards pluralism in economics*. Routledge.
- Sollio Groupe Coopératif. (s.d.). *100 ans d'histoire*. Récupéré de <https://sollio.coop/fr/100e-anniversaire/histoire>
- Smil, V. (2002). *The Earth's biosphere: Evolution, dynamics, and change*. Cambridge, MA: MIT Press.
- Smith, D. (1964). Harold Wilson: A Critical Biography. London. pp. 81–3.
- Statistique Canada. (2020). 5. Collecte de données. Récupéré de <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/ref/98-26-0001/2020001/005-fra.cfm>
- Steffen, W. (2011). How defining planetary boundaries can transform our approach to growth. Resilience. Récupéré de <https://www.resilience.org/stories/2011-05-25/how-defining-planetary-boundaries-can-transform-our-approach-growth/>
- Steffen, W., Broadgate, W., Deutsch, L., Gaffney, O., & Ludwig, C. (2015a). The trajectory of the Anthropocene: the great acceleration. *The anthropocene review*, 2(1), 81-98. <https://doi.org/10.1177/2053019614564785>
- Steffen, W., et al. (2015b). Planetary boundaries: Guiding human development on a changing planet. *Science*, 347(6223), 1259855. <https://doi.org/10.1126/science.1259855>
- Steinberger, J. K., & Roberts, J. T. (2009). Across a moving threshold: Energy, carbon and the efficiency of meeting global human development needs. *Social Ecology Working Paper No. 114*. Vienna, Austria: IFF Social Ecology. https://www.researchgate.net/publication/228772279_Across_a_moving_threshold_Energy_carbon_and_the_efficiency_meeting_of_global_human_development_needs
- Steinberger, J. K., & Roberts, J. T. (2010). From constraint to sufficiency: The decoupling of energy and carbon from human needs, 1975–2005. *Ecological Economics*, 70(2), 425-433. [http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0921-8009\(10\)00373-3](http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0921-8009(10)00373-3)
- Street, C. T., & Ward, K. W. (2012). Improving validity and reliability in longitudinal case study timelines. *European Journal of Information Systems*, 21(2), 160-175. doi: 10.1057/ejis.2011.53

- Summers, J. (2013). *Jambusters, The Story of the Women's Institute in the Second World War*. London: Simon & Schuster.
- Summers, J. (2016). *Fashion on the ration: style in the Second World War*. London: Profile Books LTD.
- Szuba, M. (2021). Chapitre 4. Le rationnement, outil convivial. Dans : Agnès Sinaï éd., *Politiques de l'Anthropocène: Penser la décroissance, Économie de l'après-croissance, Gouverner la décroissance* (pp. 451-469). Paris: Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.sinai.2021.01.0451>
- Szuba, M. (2021). Chapitre 5. Régimes de justice énergétique. Dans : Agnès Sinaï éd., *Politiques de l'Anthropocène: Penser la décroissance, Économie de l'après-croissance, Gouverner la décroissance* (pp. 105-121). Paris: Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.sinai.2021.01.0105>
- Tabio. (s.d.). The evolution of sock fashion through the decades. Récupéré de <https://tabiok.com/blogs/news/the-evolution-of-sock-fashion-through-the-decades>
- Testot, L., & Wallenhorst, N. (2023). Vortex. Face à l'Anthropocène.
- Textile Exchange. (2023). Materials Market Report. Récupéré de <https://textileexchange.org/knowledge-center/reports/materials-market-report-2023/>
- The Fiber Year. (2016). *The Fiber Year 2016: World survey on textiles and nonwovens* (Issue 16). Speicher, Switzerland. https://thefiberyear.com/wp-content/uploads/2021/11/TFY2021_TOC.pdf
- The National Archives (TNA). (s.d.). Second World War propaganda posters. Récupéré de <https://beta.nationalarchives.gov.uk/explore-the-collection/explore-by-time-period/second-world-war/second-world-war-propaganda-posters/>
- The True Cost (2019) 5 tips for shopping smarter. [ONLINE] Available at: <https://truecostmovie.com/learn-more/buying-better/>
- Thibodeau, P. H., & Boroditsky, L. (2011). Metaphors we think with: The role of metaphor in reasoning. *PloS one*, 6(2), e16782. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0016782>
- Thibodeau, P. H., & Boroditsky, L. (2013). Natural language metaphors covertly influence reasoning. *PloS one*, 8(1), e52961. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0052961>

- TIESS. (2023). Les fiducies d'utilité sociale. Récupéré de https://tiess.ca/wp-content/uploads/2019/12/FUS_synthese.pdf
- Tinkler, P. (2003). Cause for Concern: Young Women and Leisure, 1930-50. *Women's History Review*, 12 (2), 233-262. <https://doi.org/10.1080/09612020300200359>
- Tomlinson, J. (1997). *Democratic Socialism and Economic Policy: The Attlee Years, 1945–51*. Cambridge University Press.
- Tong D, Zhang Q, Zheng Y et al (2019) Committed emissions from existing energy infrastructure jeopardize 1.5 °C climate target. *Nature* 572:373–377. <https://doi.org/10.1038/s41586-019-1364-3>
- Tooley, T. H. (1999). The Hindenburg program of 1916: A central experiment in wartime planning. *Quarterly Journal of Austrian Economics*, 2(2), 51-62. <https://mises.org/quarterly-journal-austrian-economics/hindenburg-program-1916-central-experiment-wartime-planning>
- Townsend, T. (2020). World natural fibre production and employment. In *Handbook of natural fibres* (pp. 15-36). Woodhead Publishing.
- Toyota Newsroom. (s.d, a). Toyota Motor Manufacturing, Kentucky (TMMK). Récupéré de <https://pressroom.toyota.com/facility/toyota-motor-manufacturing-kentucky-tmmk/>
- Toyota Newsroom. (s.d, b). 2024 RAV4 Hybrid. Récupéré de <https://www.toyota.com/rav4hybrid/>
- Toyota Newsroom. (s.d, c). 2025 Camry. Récupéré de <https://www.toyota.com/camry/>
- Trainer, T. (2010). De-growth is not enough. *The International Journal of inclusive democracy*, 6(4), 1-14. Récupéré de <https://www.inclusivedemocracy.org/journal/pdf%20files/pdf%20vol6/De-growth%20is%20not%20enough.pdf>
- Trunk, U., Harding-Rolls, G., Banegas, X., & Urbancic, N. (2022). The hidden reliance of fast fashion on fossil fuels. Changing Markets Foundation. Récupéré de https://changingmarkets.org/wp-content/uploads/2021/01/FOSSIL-FASHION_Web-compressed.pdf (accessed on 30 September 2022).

- Tucker, T. (2021). Price controls: How the US has used them and how they can help shape industries. *Roosevelt Institute Issue Brief, November*. https://rooseveltinstitute.org/wpcontent/uploads/2021/11/RI_Industrial-Policy-Price-Controls_Brief-202111.pdf.
- Uebel, T. E. (2005). Incommensurability, Ecology, and Planning: Neurath in the Socialist Calculation Debate, 1919-1928. *History of Political Economy*, 37(2). <https://doi.org/10.1215/00182702-37-2-309>
- UK Parliament Environmental Audit Committee (2019) Fixing fashion: Clothing consumption and sustainability. Récupéré de <https://publications.parliament.uk/pa/cm201719/cmselect/cmenvaud/1952/full-report.html>
- UNEP (2019) Emissions gap report 2019. United Nations Environment Programme, Nairobi
- United Nations Climate Change. (2018). UN helps fashion industry shift to low carbon. Récupéré de <https://unfccc.int/news/un-helps-fashion-industry-shift-to-low-carbon>.
- Valuch, T. (2021). Well-dressed and fashionable: changes in clothing styles, habits, and fashion. In *Everyday Life Under Communism and After: Lifestyle and Consumption in Hungary, 1945–2000*. CEU Press. <https://www.jstor.org/stable/10.7829/j.ctv1c3pddz>
- Van Griethuysen, P. (2012). Bona diagnosis, bona curatio: How property economics clarifies the degrowth debate. *Ecological Economics*, 84, 262-269. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2012.02.018>
- Veblen, T., & Galbraith, J. K. (1973). *The theory of the leisure class* (Vol. 1899). Boston: Houghton Mifflin.
- Veit, H. Z. (2007). “We Were a Soft People” Asceticism, Self-discipline and American Food Conservation in the First World War. *Food, Culture & Society*, 10(2), 167-190. <https://doi.org/10.2752/155280107X211403>
- Victor, P. A. (2008). *Managing without growth: Slower by design, not disaster*. Advances in Ecological Economics. Cheltenham: Edward Elgar.
- Victor, P. A. (2019). *Managing without growth: Slower by design, not disaster* (2nd ed.). Cheltenham, UK: Edward Elgar Publishing.

- Victor, P., Hanna, S., & Kubursi, A. (1998). How strong is weak sustainability?. In *Sustainable development: Concepts, rationalities and strategies* (pp. 195-210). Dordrecht: Springer Netherlands.
- Vogel, J., Guerin, G., O'Neill, D. W., & Steinberger, J. K. (2024). Safeguarding livelihoods against reductions in economic output. *Ecological Economics*, 215, 107977. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2023.107977>
- Wallace, D. H. (1951). Price control and rationing. *The American Economic Review*, 41(1), 60-62.
- Wansink, B., & Huckabee, M. (2005). De-marketing obesity. *California Management Review*, 47(4), 6–18. Retrieved from http://mindlesseating.org/pdf/DeMktg_Obesity-CMR_2005.pdf
- Weitzman, M. L. (1977). Is the Price System or Rationing More Effective in Getting a Commodity to Those Who Need it Most? *The Bell Journal of Economics*, 8(2), 517–524. <https://doi.org/10.2307/3003300>
- Weizsäcker, von E., Lovins, A. B. and Lovins, L. H. (1997). Factor four: doubling wealth–halving resource use, London: Earthscan.
- White, J. B., & Miles, M. P. (1996). The financial implications of advertising as an investment. *Journal of Advertising Research*, 36, 43-54. https://www.researchgate.net/publication/277302351_THE_FINANCIAL_IMPLICATIONS_OF_ADVERTISING_AS_AN_INVESTMENT_Perspectives_of_Advertising_Expenditures
- Wiedenhofer, D., Fishman, T., Lauk, C., Haas, W., & Krausmann, F. (2019). Integrating material stock dynamics into economy-wide material flow accounting: concepts, modelling, and global application for 1900–2050. *Ecological economics*, 156, 121-133. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2018.09.010>
- Wilson, E. (2003) *Adorned in Dreams: Fashion and Modernity*. London, New York: I.B. Tauris.
- Wood, M. (Ed.). (1989). *We Wore what We'd Got: Women's Clothes in World War II*. Warwickshire Books.
- Wood, N., Lawlor, R., & Freear, J. (2023). Rationing and Climate Change Mitigation. *Ethics, Policy & Environment*, 1-29. doi: 10.1080/21550085.2023.2166342

- Worswick, G. D. N., & Ady, P. H. (Eds.). (1952). *The British Economy*. CUP Archive.
- WRAP. (2017). Valuing our clothes: The cost of UK fashion. WRAP. Retrieved from http://www.wrap.org.uk/sites/files/wrap/valuing-our-clothes-the-cost-of-uk-fashion_WRAP.pdf
- Wu, J., Bian, J., Wan, H., Ma, Y., & Sun, X. (2021). Health risk assessment of groundwater nitrogen pollution in Songnen Plain. *Ecotoxicology and Environmental Safety*, 207, 111245.
- WWF. (2024). *Living Planet Report 2024 - A System in Peril*. WWF, Gland, Switzerland. <https://www.wwf.org.uk/sites/default/files/2024-10/living-planet-report-2024.pdf>
- Yin, R. K. (2017). *Case Study Research and Applications: Design and Methods*. Thousand Oaks, CA: SAGE Publications.
- Zalasiewicz, J., Williams, M., Waters, C. N., Barnosky, A. D., Palmesino, J., Rönnskog, A. S., ... & Wolfe, A. P. (2017). Scale and diversity of the physical technosphere: A geological perspective. *The Anthropocene Review*, 4(1), 9-22. <https://doi.org/10.1177/2053019616677743>
- Zweiniger-Bargielowska, I. (1994). Rationing, austerity and the Conservative Party recovery after 1945. *The Historical Journal*, 37(1), 173-197. doi:10.1017/S0018246X00014758
- Zweiniger-Bargielowska, I. (2000). *Austerity in Britain: rationing, controls, and consumption, 1939-1955*. OUP Oxford. <https://doi.org/10.1093/oso/9780198204534.001.0001>